

1 au 3 octobre 2016 revue de presse	2
4 octobre 2016 revue de presse	8
6 octobre 2016 rubrique nécrologique	13
5 et 6 octobre 2016 revue de presse	16
7 octobre 2016 rubrique nécrologique	19
7 octobre 2016 revue de presse	20
8 au 10 octobre 2016 revue de presse	22
8 au 10 octobre 2016 revue thématique DD	26
11 octobre 2016 revue de presse	32
11 octobre 2016 revue thématique DD	35
12 octobre 2016 revue de presse	36
12 octobre 2016 revue thématique DD	40
13 octobre 2016 revue de presse	44
13 octobre 2016 revue thématique DD	45
14 octobre 2016 revue de presse	47
14 octobre 2016 revue thématique DD	52
15 au 17 octobre 2016 revue de presse	56
15 au 17 octobre revue thématique DD	58
18 octobre 2016 revue de presse	63
18 octobre 2016 rubrique nécrologique	71
19 octobre 2016 revue de presse	72
20 octobre 2016 revue de presse	77
20 octobre 2016 revue thématique DD	82
21 au 31 octobre 2016 revue thématique DD	86
21 au 31 octobre revue de presse	91

SAINT-JEAN

01 OCT. 2016

Bessayre au cœur du conseil municipal



Le conseil municipal réuni à l'Espace Palumbo.

Le bilan de la concertation du projet de renouvellement urbain du secteur de Bessayre a été au cœur du conseil municipal présidé par le maire Marie-Dominique Vézian. Michel Francès, adjoint à l'urbanisme, a rappelé les quatre objectifs majeurs : valoriser le paysage naturel vecteur de qualité de vie ; maîtriser l'urbanisation et l'inscrire dans une dynamique urbaine ; développer le maillage à l'échelle interquartiers ; temporiser le développement urbain.

Cette concertation s'est organisée autour d'une réunion publique le 24 mai dernier, de réunions de travail avec les membres du bureau des associations

de quartier concernées et la mise à disposition en mairie, d'un dossier consultable également sur le site Internet de la ville. Quelque 640 contributions ont été reçues. Elles vont du développement d'un maillage pour des circulations douces entre quartiers à la demande de création d'espaces verts, à la demande d'itinéraire alternatif au chemin de Bessayre ou encore au refus de certaines formes concentrées de logement social. Michel Francès a évoqué aussi la pertinence d'une liaison en transports en commun Saint-Jean-gare de Montrabé qui mettrait le centre-ville de Toulouse à 10 minutes.

Dans l'opposition Pierre

Saulnier, Marianne Mikhailoff et Catherine Florès se sont interrogés sur l'avenir de l'aménagement de certaines rues. Pour sa part, Chantal Arrault, adjointe à la communication et à la démocratie participative, a souligné l'effet doublement positif de la concertation tant au niveau de la qualité des propositions et des échanges qu'au niveau de l'état d'esprit qui a régné sur ces réunions. Elle a ajouté : « Une dynamique de travail est amorcée avec les associations que la collectivité compte renforcer ». La délibération portant sur la concertation du projet de renouvellement urbain du secteur de Bessayre a été votée à l'unanimité.

Gérard Bapt Visé par la «fédé» du PS?

• page Grand Toulouse

01 OCT. 2016

politique

La fédération du PS veut-elle écartier le député Bapt ?

Jeudi soir, le Conseil fédéral du parti socialiste de Haute-Garonne a voté une résolution interdisant aux parlementaires qui ont effectué trois mandats d'en briguer un quatrième. Votée à l'unanimité, elle ne s'appliquera que sur le département où trois députés, Françoise Imbert, Patrick Lemasle et Gérard Bapt auraient pu être concernés. Sauf que dans les faits, seul celui de la deuxième circonscription est directement impacté pour ne pas dire visé. Élu depuis 1978, Gérard Bapt, qui n'a pas encore dévoilé sa candidature, a appris la nouvelle avec amertume : Sollicité par « La Dépêche », il confie : « Cette décision est *ad hominem*, bien sûr, puisque les deux autres ne se représentent pas. Peut-être veulent-ils prendre soin de ma santé ? À moins qu'ils souhaitent placer quelqu'un ? », ironise l'élu. Plus sérieusement, Gérard Bapt qui avoue « avoir voulu passer la main » à son suppléant Bertrand Monthubert devenu conseiller régional, reconnaît qu'il « envisage aujourd'hui un autre scénario ». Traduction : « Attendez-vous à me voir en juin ! » Gérard Bapt reste cependant laconique sur ce point, préférant partager une certaine exaspération : « Je trouve curieux que l'on veuille déposséder un élu de la possibilité d'exercer son juge arbitre. Et je rappelle que les procédures de désignation des parlementaires dépendent du national... »

« Pionniers de la rénovation »

Premier secrétaire fédéral du PS
31, Sébastien Vincini dément de



Le député Gérard Bapt./Photo DDM

son côté « tout oukase dirigé contre Gérard Bapt. C'est un député qui fait un travail remarquable. Et cette résolution concerne aussi ceux certains qui par exemple n'auront plus qu'un an ou deux à faire avant de s'arrêter ». Sébastien Vincini étaye ainsi le vote de jeudi : « Il a pour but d'aller plus loin que les statuts nationaux et d'être pionnier en matière de rénovation. Il n'y a pas de drame là-dedans. C'est dans le droit fil de ce qu'a exprimé le Président de la République. Il faut le voir comme un signal à l'ensemble de l'électoral qui concerne dix circonscriptions pour les dix années à venir. Et je rappelle qu'à ce stade, personne n'a encore déposé de candidature... ». Officiellement... Car à ce jour, la 2^e circonscription est bien celle où le plus de candidats se sont montrés intéressés par cette élection. Parmi eux, Didier Cujives, Etienne Morin, Jean-Paul Makengo, Bertrand Monthubert, Sabine Geil-Gomez, Jean-Jacques Miarassou et peut-être bientôt... Gérard Bapt.

Emmanuel Haillot

repères

38 7 800

EUROS > le prix médian d'une maison ancienne à **Balma**. Ce prix moyen a augmenté de 11 % en un an dans la commune la plus chère du département, devant Pibrac (345 300 €) et Tournefeuille (311 300 €).

« Pour les maisons anciennes, il peut y avoir de grosses disparités dans une même commune, selon l'état de la maison, si elle est au goût du jour ».

Frédéric Giral, délégué INDI.

Le prix des maisons en Haute-Garonne

01 OCT. 2016

Commune	Prix médian (en €)	Évolution sur 1 an (en %)	
Balma	387 800	+10,9	
Pibrac	345 300	+11,6	
Tournefeuille	311 300	+6,2	
Escalquens	306 400	+10,7	
Toulouse	292 100	-2,6	
Ramonville-Saint-Agne	285 000	-15,9	
Castanet-Tolosan	285 000	+1,8	
L'Union	283 500	+7,5	
Quint-Fonsegrives	275 000	-3,5	
Saint-Orens-de-Gameville	274 000	+5,4	
Saint-Jean	272 700	+13,6	
Fontenilles	269 000		
Blagnac	268 500	+2,5	
La Salvetat-Saint-Gilles	262 300	+14	
Léguevin	258 600	-3,2	
Labarthe-sur-Lèze	247 200	+7,7	
Fonsorbes	246 000	+6	
Merville	244 400		
Cugnaux	242 000	+6,6	
Colomiers	239 900	-0,7	
Cornebarrieu	233 300		
Eaunes	233 200	+4,7	
Plaisance-du-Touch	230 000	-8,7	
Castelginest	228 000	-5,0	
HAUTE-GARONNE	228 000	+0,5	
Frouzins	227 000	-14,0	
Seysses	226 500	-2,7	
Portet-sur-Garonne	221 900	+4,4	
Villeneuve-Tolosane	220 000	+6,3	
Saint-Lys	217 700	+0,9	
Muret	209 000	+1,3	
Baziège	205 000		
Bessières	200 300		
Grenade	197 600	-8,1	
Carbonne	183 600	+4,6	
Auterive	170 000		
Revel	155 000	+4,2	
Cazères	140 000	-12,9	
Villemur-sur-Tarn	123 500	-12,3	
L'Isle-en-Dodon	112 000		
Saint-Gaudens	108 300	-12,0	
Montréjeau	90 000		

Le prix des maisons anciennes par commune. IDE



BALMA, LA COMMUNE LA PLUS CHÈRE

Balma est la ville la plus chère du département pour les logements anciens, selon la chambre des notaires. Pour les appartements, le prix médian à Balma est de 2 600 € le m² et il a progressé de 3,4 % en un an. C'est plus cher qu'à Toulouse et Blagnac (2 500 € le m²). Le prix toulousain a baissé de 1 % en un an tandis que Blagnac a progressé de 3,3 %. Castanet occupe la 4^e place (2 390 €, -2 %), devant Tournefeuille (2 280 €, -4 %), Ramonville (2 140 €, -2 %), Saint-Orens (2 090 €, 0 %), Plaisance (2 070 €, -0,7 %), Cugnaux (2 050 €, +0,6 %), Castelginest (2 040 €, -1 %), Aucamville (1 960 €, -6 %), Colomiers (1 860 €, -9 %), Muret (1 810 €, +1,2 %), Fonsorbes (1 760 €, -1,3 %) et Bagnères-de-Luchon (1 720 €, -10 %). 80 % des ventes d'appartements anciens de Haute-Ga-

ronne se font à Toulouse, d'où une moyenne départementale de prix assez élevée (2 350 € le m²). Pour les maisons anciennes aussi, Balma occupe la tête du classement des villes les plus chères (notre infographie ci-dessus). Avec un prix médian de 387 800 €, en hausse de près de 11 % en un an, la commune reine de l'Est toulousain est largement plus chère que la Ville rose, qui se classe seulement à la cinquième position du classement, avec 292 100 € de prix médian, largement au-dessus de la moyenne départementale (prix médian : 228 000 €). À noter que 10 000 maisons anciennes se sont vendues dans l'année écoulée en Haute-Garonne, dont 8 000 dans l'agglomération toulousaine et 1 000 à 1 500 sur le seul territoire de la commune de Toulouse.

Pibrac occupe la seconde place des communes les plus chères, avec 345 300 € (en hausse de 11,6 %), devant Tournefeuille (311 300 €), qui repart à la hausse (+6 %), Escalquens (306 400 €), en pleine ascension (+10,7 %). En revanche, Ramonville chute de près de 16 % à 285 000 €, à la 6^e place, à égalité avec Castanet (où le prix médian a augmenté de près de 2 %). L'Union, Quint-Fonsegrives et Saint-Orens complètent le Top ten tandis qu'on relève les fortes hausses de prix de Saint-Jean et La Salvetat (+14 %) et la chute de Frouzins (-14 %). En bas du tableau, les maisons les moins chères se trouvent à Villemur-sur-Tarn, L'Isle-en-Dodon, Saint-Gaudens ou Montréjeau (90 000 €), pour trois ou quatre fois moins cher qu'à Balma...

environnement

01 OCT. 2016

Sécheresse en Haute-Garonne : vers des restrictions d'eau

l'essentiel

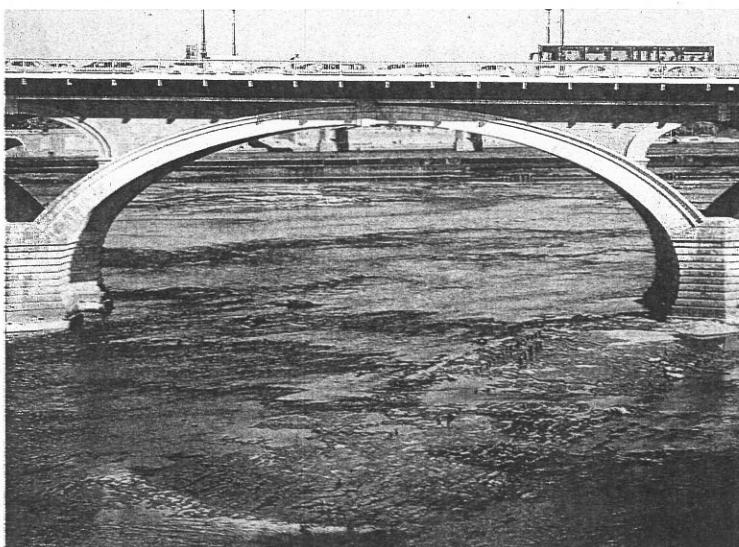
Si la sécheresse se poursuit en octobre, comme l'annonce la météo, des restrictions d'usage de l'eau pourraient être décidées dans notre département par le préfet.

Faudra-t-il limiter certaines consommations d'eau en Haute-Garonne en ce début d'automne ? Hier, lors d'un bilan sur la sécheresse présenté devant la presse, le préfet, Pascal Mailhos, n'a pas exclu d'en arriver à ces décisions, contraintantes pour certains usagers, surtout si le temps sec se poursuit, comme la météo l'annonce pour la prochaine semaine. Après deux étés pluvieux, 2016 voit le retour de la sécheresse. Une situation qui, sans être exceptionnelle, juge le préfet, est considérée comme « préoccupante » en Haute-Garonne comme dans les départements limitrophes.

Plus de la moitié des réserves d'eau stockées dans les lacs pyrénéens a été utilisée cet été pour maintenir un niveau suffisant dans la Garonne et son bassin, soit 32 millions de m³ sur les 51 millions disponibles. « C'est la deuxième fois en vingt-trois ans qu'un tel niveau de stock a été mobilisé », a souligné le préfet.

Accroître les réserves

Le recours à ces réserves, gérées par le Syndicat mixte d'études et d'aménagement de la Ga-



La Garonne au pont des Catalans, à Toulouse, hier. / Photo DDM, N. Saint-Affre

ronne (SMEAG), a permis de limiter jusqu'à présent les restrictions. Deux arrêtés préfectoraux ont réglementé cet été les prélèvements à usage agricole, n'impactant que 4 % des irriguants. « La grande majorité des cultures est arrivée à maturité le 15 septembre. Les industriels n'ont pas été touchés. Et les stations d'eau potable fonctionnent normalement », a relevé le préfet. Mais, vu les stocks d'eau restants, il ne faudrait donc pas que la sécheresse dure.

Autre facteur qui a permis de limiter la casse, une gestion col-

lective de l'eau, via des organismes regroupant les divers acteurs. Un plafond de consommation est ainsi donné par exemple au Syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de Haute-Garonne (SMEA), qui répartit « la pénurie » entre chaque irriguant. L'impact, cet été, a été considérable, ont souligné hier les responsables de la Direction départementale des territoires. « La gestion en commun d'une ressource rare, c'est la solution », a insisté le préfet.

Mais pour le représentant de l'Etat, c'est sur des « mesures

structurelles » que chacun doit à présent se pencher. La gestion commune de l'eau est une piste, celle des économies également. Celle aussi, toujours délicate, de l'accroissement des réserves. L'idée étant évidemment de stocker plus pour faire face aux sécheresses récurrentes. Sur ce chapitre, Pascal Mailhos a annoncé une prochaine réunion des acteurs du bassin Adour-Garonne ainsi que le lancement « d'études l'an prochain dans certains départements ». On reparlera donc réservoirs.

Jean-Noël Gros

repères

32

MILLIONS DE M³ Utilisés cet été. Pour maintenir la Garonne et certains affluents à l'étiage, 32 millions de m³ sur les 51 disponibles dans les réservoirs des Pyrénées ont été utilisés cet été jusqu'à ce jour.

« La gestion en commun d'une ressource rare, c'est la solution. »

Pascal Mailhos, préfet de la Haute-Garonne

**L'EAU,
DENRÉE RARE**

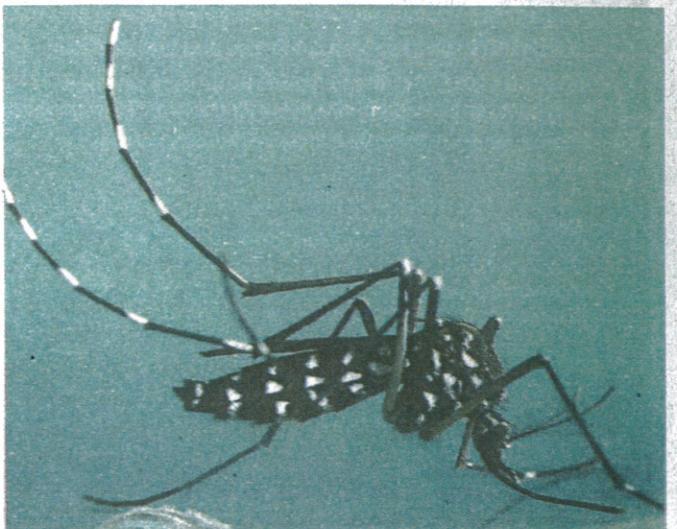
Agriculteurs, industriels mais aussi particuliers... En dressant un bilan public sur la sécheresse de cet été 2016, hier, le préfet de la Haute-Garonne entend aussi attirer l'attention de tous sur la gestion d'un bien devenu précieux et pourtant nécessaire à chacun. « La région accueille 50 000 nouveaux habitants par an. Nous devons leur fournir de l'eau. » A chacun d'en prendre conscience... »

haute-garonne

recherche

01 OCT. 2016

Le virus zika détecté dans les spermatozoïdes



Le moustique tigre, particulièrement actif en région Occitanie peut être potentiellement porteur du virus s'il a été infecté.

Appelons-le Julien. Au final, tout ça, c'est un peu grâce à lui. Il y a quelques mois, quand le jeune homme de 32 ans arrive au CHU, à peine débarqué de Guyane française, il manifeste les symptômes évocateurs d'une infection par le virus Zika. Julien a de la fièvre modérée, une éruption cutanée, des douleurs musculaires et articulaires. Deux jours après, le virus Zika est détecté dans le plasma et l'urine de Julien. Onze échantillons de son sperme, dix de son sang et cinq d'urine sont alors prélevés et analysés sur une durée totale de 141 jours. Après analyse, il s'avère que le virus Zika est retrouvé dans tous les échantillons jusqu'au 37^e jour. Au-delà, le virus est détecté uniquement dans le sperme où il persiste jusqu'à plus de 130 jours, alors que le patient se porte bien.

Grâce à cette étude de cas et en plus de confirmer la longue persistance du virus Zika dans le sperme (ici au-delà de 130 jours), les chercheurs⁽¹⁾ révèlent aujourd'hui la présence du virus à l'intérieur même des spermatozoïdes. Le résultat a été confirmé chez deux autres pa-

tients pour lesquels le virus a persisté de 69 à 115 jours dans le sperme.

Se protéger avant tout

« Nous avons détecté la présence du virus Zika à l'intérieur d'environ 3,5 % des spermatozoïdes de ce patient » explique Guillaume Martin-Blondel, chercheur et médecin dans le service des Maladies Infectieuses et Tropicales du CHU de Toulouse.

Déjà la découverte agite les milieux agissant pour la prévention de la transmission sexuelle. « Ces observations ajoutent l'Inserm, soulèvent par ailleurs de nombreuses interrogations sur la nécessité d'inclure la recherche de virus Zika lors du contrôle des dons de spermatozoïdes dans les centres de fertilité ». Elles incitent aussi à répéter la règle de base en cas de rapport sexuel : se protéger avant tout.

⁽¹⁾ Ce travail est le fruit d'une collaboration entre des chercheurs de l'Inserm, du CNRS, des hospitalo-universitaires de l'université Toulouse III – Paul Sabatier et du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Toulouse.

SAINT-JEAN

03 OCT. 2016

Ateliers autour des ruchers

Les petits écoliers de Saint-Jean ont bénéficié, jeudi et vendredi derniers, d'ateliers autour des ruchers de la commune. Cette animation a comporté trois ateliers pédagogiques : l'abeille dans son environnement ; l'organisation de la ruche ; le métier de l'apiculteur ou comment partir de la fleur pour arriver au pot de miel... Ils ont d'ailleurs dégusté in situ le miel de Saint-Jean.

Cet atelier leur a permis de découvrir le rôle de l'abeille dans la biodiversité, rôle vital par le biais de la pollinisation qui permet ensuite l'arrivée des fruits



Avant la visite des ruches les écoliers ont coiffé le chapeau protecteur des apiculteurs.

et légumes. Cela a permis aussi d'appréhender les bonnes attitudes face aux « animaux sauvages » par un comporte-

ment apaisé. L'information, de façon très pédagogique, a été dispensée par l'association Abeillement Vôtre. Le maire Marie-Dominique Vézian est passé sur le site et a rappelé « l'importance de ces actions pédagogiques qui s'inscrivent de la thématique choisie cette année : préservation des ressources naturelles ». Elle était accompagnée de ses adjoints le député Gérard Bapt, Céline Moretto et Michel Francés.

Les classes qui ont participé à ces ateliers étaient celles des maternelles de Marcel-Langer, d'une maternelle et d'une élémentaire de Preissac.

04 OCT. 2016

SAINT-JEAN

Les clarinettes de Becs du Midi

Le quatuor Becs du Midi sera en concert jeudi 6 octobre prochain, à 20 h 30, à l'espace Palumbo. Ce quatuor est composé de Laurence Perry, Floriane Tardy, Emilie Pinel et David Minetti, tous clarinettistes de l'Orchestre national du Capitole de Toulouse. Ils vous proposent de découvrir la grande famille des clarinettes. Avec gaieté et complicité, unis par leur passion commune pour la musique de chambre, le programme proposé par ces quatre compagnons parcourt les siècles et traverse les frontières avec Bizet, Delibes, Connesson, Gershwin, Mozart/Say, Debussy, Offenbach... La clarinette s'inspire de la danse et se veut sensuelle avec le tango, entraînante avec le swing, festive et endiablée avec Offenbach... Même les compositeurs contemporains s'y essaient : Connesson avec sa rythmique pop et ses motifs déhanchés ou Beffa qui évoque une chorégraphie imaginaire. De la clarinette basse à la petite clarinette en passant par



Un quatuor pour des instants magiques./Photo DDM.

le cor de basset, chaque timbre vient enrichir la palette sonore et la dynamique de l'ensemble, participant ainsi à la magie de cette formation.

Réservation des places au 07 68 53 48 58 ou en ligne sur www.gabrielfaure.festik.net. Plein tarif : 12 €, tarif réduit (groupes, demandeurs d'emploi, étudiants, carte Saint-Jean Culture) 8 €, gratuit pour les moins de 12 ans.

transports

04 OCT. 2016

Réseau express des Linéo: le bus métamorphosé



La liaison express avec Toulouse, une révolution pour les Columérins. / Photo DDM Xavier de Fenoy

l'essentiel ▶

Le bus d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec celui d'hier: un mois après son lancement, le Linéo Arènes-Colomiers, rapide et cadencé, attire 9 000 passagers par jour.

Si vous n'avez pas pris le bus depuis des années, oubliez le tortillard aux passages peu fréquents et aléatoires. Le réseau de bus express en cours de déploiement dans l'agglomération toulousaine, les lignes baptisées Linéo, démontre la métamorphose de ce moyen de transport moins coûteux qu'un métro ou un tram. Et qui séduit: inaugurée hier après un mois de service, la ligne Linéo 2, Arènes-Colomiers, a fait bondir la fréquentation de l'ex-ligne 64 passée de 7800 à 9000 voyageurs par jour. L'objectif

de 10 000 a même été dépassé le vendredi 23 septembre. Il faut dire aussi que la demande de transports dans l'agglo est colossale...

Pasgages multipliés

Le gabarit et la capacité des bus articulés Linéo se retrouvent sur d'autres lignes. En revanche, ce

Changement majeur: les lignes Linéo irrigueront la couronne toulousaine.

sont les seuls qui offrent quatre portes coulissantes et des écrans télé avec des informations pour les voyageurs. Agréables, lumineux... demain, ils seront même équipés de prises USB. Les Linéo sont par ailleurs reconnaissables à leur couleur grise. Voilà pour les véhicules. Mais le secret de Linéo, «c'est son offre», souligne Jean-Michel Lattes, le président du syndicat des

transports. Grâce à des aménagements de voirie, des portions de couloirs réservés, un passage prioritaire aux feux, ils sont plus rapides. Colomiers-Arènes est annoncé en 30 minutes, soit un gain de 15 minutes par rapport au 64. Pas de voie propre de bout en bout en

revalanche, comme le prévoyait le bus à haut niveau de service de l'ancienne majorité, initiée par

ailleurs des Linéo. Les aménagements sont toutefois considérables: deux ans de travaux pour la L2 en lien avec la municipalité de Colomiers. L'offre, c'est aussi et surtout une multiplication des passages. Moins de dix minutes d'attente est garanti à l'heure de pointe. Sur des panneaux aux arrêts les

LE WIFI DANS LE TRAMWAY?

Les tramways et le réseau de bus express Linéo de l'agglomération toulousaine seront-ils équipés un jour du wifi? Hier, à l'occasion de l'inauguration de la ligne Linéo 2, Jean-Michel Lattes, président du syndicat mixte des transports en commun, le SMTC Tisséo, a révélé qu'une étude avait été lancée sur ce sujet.

Rappelons que la Métropole prévoit la mise en service du téléphone et de la 4G dans le métro dans un an, à la rentrée de septembre 2017, si le chantier se déroule comme prévu. En juin, les élus avaient voté deux conventions avec les opérateurs qui permettront notamment un déploiement sans frais pour les finances métropolitaines.

plus fréquentés, le voyageur peut lire, comme dans le métro, l'heure du prochain passage. L'amplitude horaire est aussi sérieusement renforcée: de 5 h 30 à 0 h 30 en semaine contre 21 h 30 avec le 64, et un service le week-end. «Une révolution», a souligné Karine Travail-Michelet, maire de Colomiers. Linéo 1, l'ex-ligne 16, première ligne du réseau, transporte 16 000 personnes par jour en moyenne. Dix lignes au total doivent être déployées d'ici 2020. Cinq autres sont projetées ensuite. Alors que les deux lignes de métro s'arrêtent aux portes de Toulouse, ces bus express irriguent la périphérie. Un changement majeur. «La politique des transports en commun, ce n'est pas une politique toulousaine», a insisté hier Jean-Luc Moudenc, président de la Métropole.

Jean-Noël Gros

Elèves agités et motivés

Le “parkour”, ou art de se déplacer de façon ludique

04 OCT. 2016



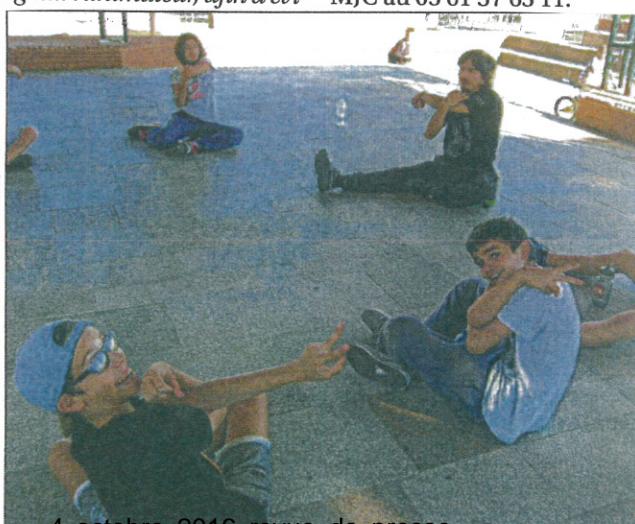
A la parade: Kevin



Chacun son tour!



... puis en hauteur



D'abord au sol...

SAINT-JEAN

04 OCT. 2016

La Mosaïque

Trois artistes, trois imaginations débordantes, trois styles remarquables



Les artistes accueillies par M. Picard, président de la galerie, M. Bapt, député et premier adjoint au maire de Saint-Jean, Mme Vézian, maire, et les conseillers, M. Espic, Mme Picard et Mme Riello

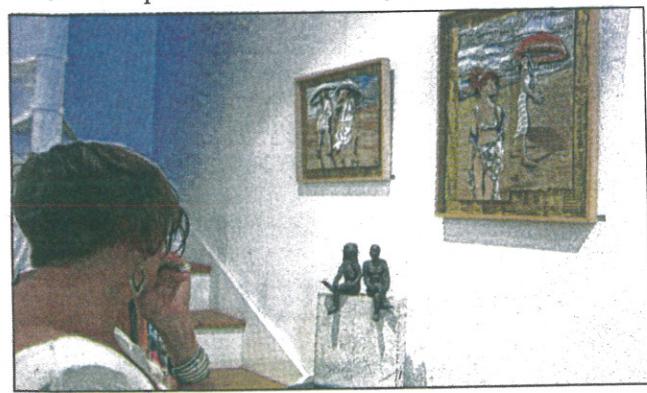
Les artistes invités à la Mosaïque n'en finissent pas d'épater la galerie ! Pour cette quinzaine, ce sont trois dames qui se partagent l'espace pour une exposition haute en couleurs et en surprises. **Annie Tcham** peint le corps humain pour le magnifier, le colorer, faire ressortir sa complexité et sa poésie. Toujours d'après modèles vivants, elle dessine au fusain, peint à l'huile ou à l'acrylique, insère des collages qui donnent à ses œuvres un caractère à la fois construit et très exubérant. **Françoise Amadieu** s'intéresse elle aussi au corps humain et à

ses mouvements, avec une technique qui n'appartient qu'à elle : l'utilisation du carton ondulé. Découpé, plié, peint, verni pour le rendre solide et imputrescible, ce « matériau pauvre » acquiert dans les mains de l'artiste une stupéfiante noblesse. A ces deux peintres joyeuses et inventives répond une sculptrice elle aussi pleine d'imagination : **Do Nogues** sculpte ses rêves et son imaginaire d'une façon pleine d'humour et de poésie. Pour cette exposition, elle a choisi de mêler humains et animaux dans un bestiaire où l'animal est généralement domina-



Le baiser du lapin

teur. « *Tout cela pose questions !* soulignait Gérard Picard, le président de la galerie, lors du vernissage... mais je n'ai pas de réponses ! ». La meilleure réponse est de courir voir cette très belle exposition, **avant le 12 octobre**, date à laquelle elle se terminera. Adresse de la galerie : centre commercial Bel-béze, rue Paul Riello. Tél : 05



Des œuvres pour rêver et s'interroger

tobre, date à laquelle elle se terminera. Adresse de la galerie : centre commercial Bel-béze, rue Paul Riello. Tél : 05 61 09 07 70. Site internet : www.apanet.fr



Annie Tcham, Do Nogues et Françoise Amadieu avec Mme Vézian

Etonnantes clarinettes !

04 OCT. 2016



Les Becs du Midi

Jeudi 6 octobre à 20h 30, l'association culturelle Gabriel Fauré fait sa rentrée avec les **Becs du Midi**, quatuor de clarinettes. Laurence Perry, Floriane Tardy, Emilie Pinel et David Minetti, tous clarinettistes de l'Orchestre National du Capitole de Toulouse, vous feront découvrir

la grande famille des clarinettes. Avec gaieté et complémentarité, unis par leur passion commune pour la musique de chambre, ils parcourront les siècles et traverseront les frontières, du tango au swing, en passant par la musique festive et endiablée d'Offenbach... Clarinette

basse, petite clarinette, cor de basset... chaque timbre vient enrichir la palette sonore et la dynamique de l'ensemble, participant ainsi à la magie de cette formation. **Programme du concert** : Bizet, Delibes, Connexion, Gershwin, Mozart/Say, Debussy, Offenbach. Le concert

aura lieu à l'espace Palumbo. Tarifs : 12€ plein tarif, 8€ tarif réduit, 5€ pour les adhérents à l'association Gabriel Fauré. Entrée gratuite pour les enfants de moins de 12 ans. Réservations par internet : www.gabrielfaure.festik.net et gabrielfaure@hotmail.fr. Tél : 07 68 53 48 58.

FG31

Maison Commune Emploi Formation

Zoom sur les métiers de la sécurité



L'intervention de Mme Cambon, de Pôle Emploi Borderouge



4 octobre 2016 revue de presse
Mme Hoareau, spécialiste de la formation

Jeudi dernier, la Maison Commune Emploi Formation du Nord Est Toulousain (MCEF du NET), dans ses locaux tout neufs du 6 chemin du Bois de Saget, organisait une matinée d'information sur les **métiers de la sécurité**. Les métiers du secteur, les formations pour y accéder, les possibilités de financement, les conditions de délivrance de la carte professionnelle, les témoignages de professionnels... tout a été

nantes : Mme Cambon, du Pôle Emploi Borderouge, spécialisé en matière de sécurité, Mme Morote, chargée de projet au Conseil Régional, et Mme Hoareau, du GRETA, organisme de formation, ont pu répondre de façon personnalisée à toutes les questions posées. Pour ceux qui auraient manqué cette matinée, il est toujours possible de contacter la MCEF au 05 34 25 02 29. Mail : infocefnet.fr

SAINT-JEAN

06 OCT. 2016

Trois femmes à la galerie La Mosaïque

La Galerie La Mosaïque accueille Annie Tcham, Françoise Amadieu et Do Nogues. Annie Tcham revient 5 ans après sa dernière exposition à la galerie. Elle dessine d'après modèle vivant. Elle utilise ensuite ces dessins dans ses compositions ou se mêlent collages, fusain huile, acrylique dans une large palette de couleurs. Le tableau est fait de superpositions, de repentirs laissant toutefois apparaître la dynamique du trait. Françoise Amadieu crée une œuvre picturale en 3 dimensions. Entre la sculpture et la peinture. Elle découpe, plie, déchire, sculpte et peint sur du carton ondulé. De cette matière pauvre destinée au rebut ou au recyclage, elle fait une œuvre riche. Elle utilise la particularité du carton pour



Les artistes le soir du vernissage en présence du maire. / Photo DDM

avoir un rendu graphique original, faisant apparaître des stries, des aplats selon quelle « déshabille » ou non sa matière. Do Nogues sculpte un bestiaire qu'elle confronte à l'être humain. La re-

présentation des animaux est raffinée, émaillée, presque fantastique, idéalisée. A ses côtés l'humain paraît comme une esquisse, sombre, brut, fragile. Ses personnages sont souvent ju-

chés sur de hauts socles, traités en Raku, ils semblent suspendus à ce qu'il pourrait leur arriver.

*Exposition jusqu'au 12 octobre.
Tous renseignements sur
<http://apanet.fr>*

GRAND-EST

HAUT-RHIN



Le végétal inspire un salon Les plus beaux jardins éphémères s'exposent à Folie'Flore.

« **LE SPECTACLE** floral le plus créatif de France ! » C'est avec ces mots qu'Alain Baraton, le jardinier en chef du château de Versailles, décrit l'événement Folie'Flore qui s'installe au parc des expositions de Mulhouse (Haut-Rhin), à partir d'aujourd'hui. Depuis une dizaine de jours, 500 jardiniers, fleuristes et paysagistes sont sur le pont pour créer plus de 10 000 m² de jardins éphémères. Cette 16^e édition est consacrée aux jardins avec une trentaine répartie dans le Parc Expo. Chaque espace a son thème et l'imagination des artisans est débordante pour créer de véritables œuvres d'art florales. Les visiteurs pourront ainsi découvrir un arbre de 5,50 m de haut surnommé l'Abreuvoir et installé dans le jardin

d'ouverture. La grande curiosité est le jardin à la française reconstruit exceptionnellement à l'intérieur, entouré de tissus d'ameublement.

INSPIRÉ DE TIM BURTON

La musique crée des ambiances mettant en valeur le calme, l'originalité ou le bouillonnement avec le jardin de l'après-apocalypse. Mais les vedettes de Folie'Flore seront à coup sûr les lapins géants installés autour d'un immense terrier. Inspirés par l'univers de Tim Burton, la féerie et la magie de ce lieu s'affirment grâce aux couleurs sublimes des bonbons en fleurs, chasse gardée de ces animaux sculptés dans les végétaux. 100 000 visiteurs sont attendus d'ici au 16 octobre.

MARTIN ANTOINE



Mulhouse (Haut-Rhin), le 29 septembre. Jardiniers, fleuristes et paysagistes ont créé plus de 10 000 m² de jardins.

BRETAGNE

FINISTERE



Brest (Finistère), le 16 septembre. Une maquette au cinquantième de l'éolienne qu'Eolink veut implanter en mer a subi l'effet du vent et des vagues dans un bassin.

L'INCA/MOREAU

Une nouvelle éolienne flottante en test

La start-up Eolink a enregistré de bonnes performances de sa maquette.



DANS LE DOMAINE des énergies marines renouvelables (EMR), l'éolien flottant est au cœur des préoccupations et des technologies d'avenir. Au large de Groix (Morbihan), un projet de ferme piloté par DCNS devrait voir le jour à l'horizon 2019. Pendant ce temps, à Brest (Finistère), Eolink, start-up lancée en 2015, porte un concept innovant d'éolienne flottante, dont la création coûterait 25 % moins cher et dont la production en mégawatts (MW) pourrait doubler.

Eolink vient d'achever sa première phase de test à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.

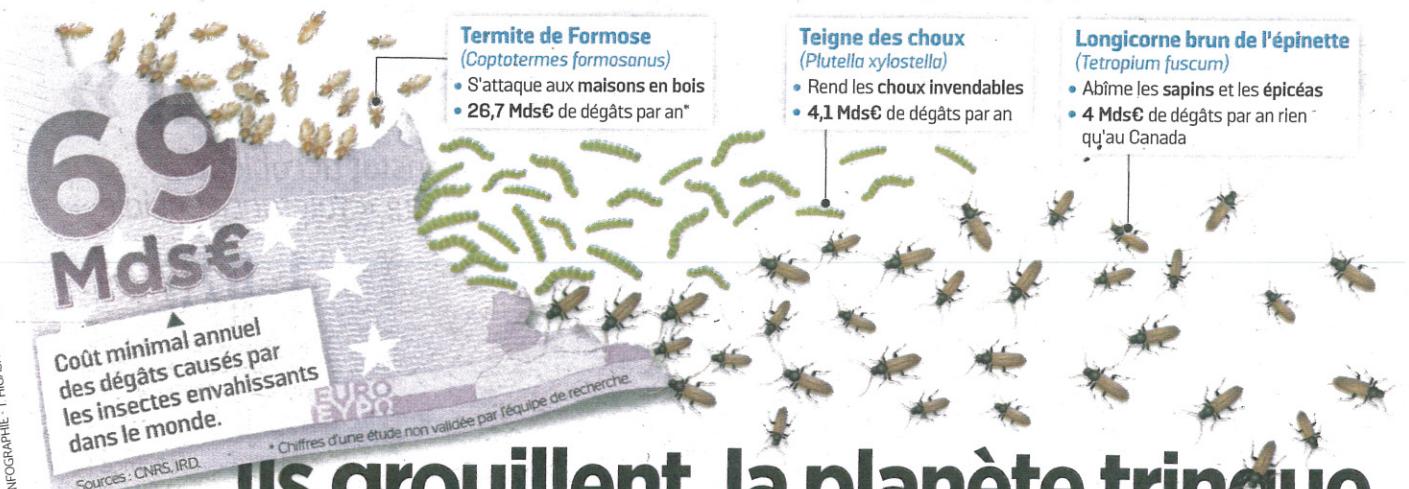
« Nous avons testé une maquette au cinquantième pendant un mois dans l'un des seuls bassins de houle de France », explique Marc Guyot, porteur du projet, encore jeune, mais soutenu par l'Ifremer et France énergies marines. « Ce

bassin permet de reproduire à l'échelle souhaitée des conditions de haute mer – vagues et vent artificiels – et de voir si la maquette de notre machine s'adapte. Notre test est concluant : l'éolienne garde sa position face au vent, quelle que soit la taille des vagues. »

PROTOTYPE EN 2017

L'innovation de cette future éolienne est liée à sa structure. « Au lieu d'avoir un mât unique, notre éolienne, plus grande que les modèles habituels (120 m de haut sans la pale, 220 m avec), repose sur un trépied. Notre flotteur (66 m x 58 m) est plus petit et plus léger. » Les éoliennes du projet de ferme à Groix pourraient produire 6 MW à l'unité. Selon les premiers calculs, celles d'Eolink viseraient 12 MW. Prochaine étape : une nouvelle maquette en 2017 à l'échelle 1/10 afin de valider un premier prototype.

NORA MOREAU



Ils grouillent, la planète trinque

ENVIRONNEMENT Au moins 69 Mds€ par an ! Selon une étude inédite publiée hier, c'est le montant de la facture que les insectes envahisseurs laissent à l'économie mondiale.

PAR FRÉDÉRIC MOUCHON

LE TERMITE de Formose, la teigne des choux... Ces noms ne vous disent sans doute rien. Mais parlez-en à des agriculteurs, des maraîchers, des forestiers, et vous verrez leurs cheveux se dresser sur la tête. Car ces trois bestioles sont d'une voracité sans limite. Et causent des dégâts considérables aux maisons, aux cultures et aux arbres qu'elles attaquent. D'après une étude publiée hier par des chercheurs français dans la revue « *Nature Communications* », les in-

sectes envahissants coûtent au moins la somme colossale de 69 Mds€ à l'économie mondiale, dont plus de 6 Mds€ en dépenses de santé !

A lui seul, le terme de Formose est responsable de 26,7 Mds€ de dégâts sur la planète. C'est l'un des ravageurs les plus destructeurs du monde. Cachées dans des caisses en bois de GI's revenant du Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ses larves se sont implantées sur le territoire américain. Attristés par les maisons en bois, les termites de Formose les rongent au point que les bâtiments

s'effondrent. Une seule colonie peut mesurer 30 m de long. « Les dégâts qu'il cause et sa capacité de dispersion remarquable l'ont placé en première place de la liste des cent espèces les plus envahissantes, souligne le CNRS, dont plusieurs chercheurs ont participé à cette étude inédite. Cette espèce n'a jamais pu être éradiquée une fois établie, et on craint un potentiel établissement en Europe avec le changement climatique. »

CES INVASIONS D'INSECTES VONT SE MULTIPLIER DANS LE FUTUR

La petite teigne des choux porte, elle, bien son nom. Lorsqu'elle s'attaque au légume dont elle raffole, ils deviennent invendables. Coût : 4,1 Mds€ par an. « Les insectes dans leur ensemble pèsent particuliè-

ment sur l'agriculture en consommant l'équivalent de ce qui pourrait nourrir 1 milliard d'êtres humains », a calculé le CNRS. La France est loin d'être épargnée. Venu d'Afrique, le ver du cotonnier présent en Corse s'attaque à plus de 80 espèces de plantes. Réputée résistante à tous les pesticides, la noctuelle de la tomate est apparue dans le sud de la France. A l'échelle mondiale, la larve de ce papillon blanc provoque 4 Mds€ de dégâts. La chrysomèle des racines du maïs, originaire du Mexique, est aussi considérée comme l'un des insectes les plus coûteux au monde. Elle sévit surtout aux Etats-Unis mais a été détectée en 2002 dans trois départements franciliens.

« Dans le futur, les invasions d'insectes vont se multiplier, notamment du fait du change-

ment climatique, prévient Franck Courchamp, auteur principal de cette étude et chercheur au CNRS. D'ici à 2050, on estime que ces ravageurs auront 18 % de zones géographiques favorables à leur installation supplémentaires. »

Si l'étude a chiffré à 69 Mds€ le coût minimal des dégâts causés par ces envahisseurs, les scientifiques reconnaissent qu'il est sous-évalué. Ils se sont en effet concentrés sur l'étude des dix espèces invasives les plus coûteuses, sans comptabiliser celles, très nombreuses, qui provoquent moins de dégâts. Et lorsqu'on demande d'extraire le coût réel pour l'économie mondiale de tous ces envahisseurs rampants et volants, ils tablent sur une facture totale de... 270 Mds\$.

SAINT-JEAN

06 OCT. 2016

Trois femmes à la galerie La Mosaïque

La Galerie La Mosaïque accueille Annie Tcham, Françoise Amadieu et Do Nogues. Annie Tcham revient 5 ans après sa dernière exposition à la galerie. Elle dessine d'après modèle vivant. Elle utilise ensuite ces dessins dans ses compositions ou se mêlent collages, fusain huile, acrylique dans une large palette de couleurs. Le tableau est fait de superpositions, de repentirs laissant toutefois apparaître la dynamique du trait. Françoise Amadieu crée une œuvre picturale en 3 dimensions. Entre la sculpture et la peinture. Elle découpe, plie, déchire, sculpte et peint sur du carton ondulé. De cette matière pauvre destinée au rebut ou au recyclage, elle fait une œuvre riche. Elle utilise la particularité du carton pour



Les artistes le soir du vernissage en présence du maire. / Photo DDM

avoir un rendu graphique original, faisant apparaître des stries, des aplats selon quelle « déshabille » ou non sa matière. Do Nogues sculpte un bestiaire qu'elle confronte à l'être humain. La re-

présentation des animaux est raffinée, émaillée, presque fantastique, idéalisée. A ses côtés l'humain paraît comme une esquisse, sombre, brut, fragile. Ses personnages sont souvent ju-

chés sur de hauts socles, traités en Raku, ils semblent suspendus à ce qu'il pourrait leur arriver.

*Exposition jusqu'au 12 octobre.
Tous renseignements sur
<http://apanet.fr>*

GRAND-EST

HAUT-RHIN



Le végétal inspire un salon Les plus beaux jardins éphémères s'exposent à Folie'Flore.

« LE SPECTACLE floral le plus créatif de France » ! C'est avec ces mots qu'Alain Baraton, le jardinier en chef du château de Versailles, décrit l'événement Folie'Flore qui s'installe au parc des expositions de Mulhouse (Haut-Rhin), à partir d'aujourd'hui. Depuis une dizaine de jours, 500 jardiniers, fleuristes et paysagistes sont sur le pont pour créer plus de 10 000 m² de jardins éphémères. Cette 16^e édition est consacrée aux jardins avec une trentaine répartie dans le Parc Expo. Chaque espace a son thème et l'imagination des artisans est débordante pour créer de véritables œuvres d'art florales. Les visiteurs pourront ainsi découvrir un arbre de 5,50 m de haut surnommé l'Abreuvoir et installé dans le jardin

d'ouverture. La grande curiosité est le jardin à la française reconstitué exceptionnellement à l'intérieur, entouré de tissus d'ameublement.

INSPIRÉ DE TIM BURTON

La musique crée des ambiances mettant en valeur le calme, l'originalité ou le bouillonnement avec le jardin de l'après-apocalypse. Mais les vedettes de Folie'Flore seront à coup sûr les lapins géants installés autour d'un immense terrier. Inspirés par l'univers de Tim Burton, la féerie et la magie de ce lieu s'affirment grâce aux couleurs sublimes des bambous en fleurs, chasse gardée de ces animaux sculptés dans les végétaux. 100 000 visiteurs sont attendus d'ici au 16 octobre.

MARTIN ANTOINE



Mulhouse (Haut-Rhin), le 29 septembre. Jardiniers, fleuristes et paysagistes ont créé plus de 10 000 m² de jardins.

BRETAGNE

FINISTERE



Brest (Finistère), le 16 septembre. Une maquette au cinquantième de l'éolienne qu'Eolink veut implanter en mer a subi l'effet du vent et des vagues dans un bassin.

L'IFREMER

Une nouvelle éolienne flottante en test

La start-up Eolink a enregistré de bonnes performances de sa maquette.



DANS LE DOMAINE des énergies marines renouvelables (EMR), l'éolien flottant est au cœur des préoccupations et des technologies d'avenir. Au large de Groix (Morbihan), un projet de ferme piloté par DCNS devrait voir le jour à l'horizon 2019. Pendant ce temps, à Brest (Finistère), Eolink, start-up lancée en 2015, porte un concept innovant d'éolienne flottante, dont la création coûterait 25 % moins cher et dont la production en mégawatts (MW) pourrait doubler.

Eolink vient d'achever sa première phase de test à l'Institut français de recherche pour

l'exploitation de la mer.

« Nous avons testé une maquette au cinquantième pendant un mois dans l'un des seuls bassins de houle de France », explique Marc Guyot, porteur du projet, encore jeune, mais soutenu par l'Ifremer et France énergies marines. « Ce

bassin permet de reproduire à l'échelle souhaitée des conditions de haute mer – vagues et vent artificiels – et de voir si la maquette de notre machine s'adapte. Notre test est concluant : l'éolienne garde sa position face au vent, quelle que soit la taille des vagues. »

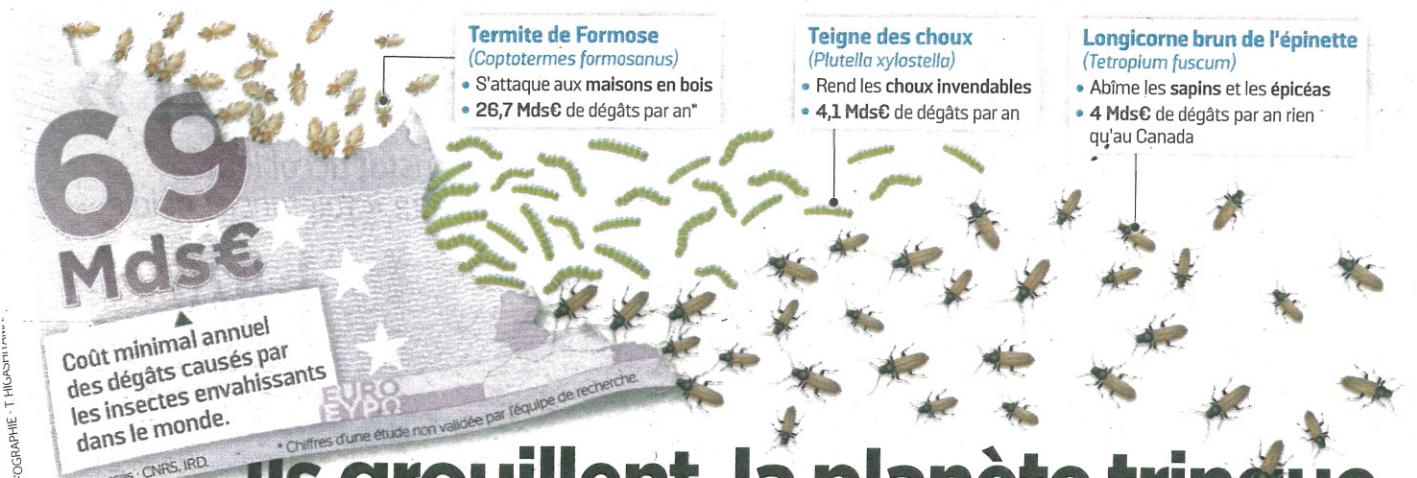
PROTOTYPE EN 2017

L'innovation de cette future éolienne est liée à sa structure. « Au lieu d'avoir un mât unique, notre éolienne, plus grande que les modèles habituels (120 m de haut sans la pale, 220 m avec), repose sur un trépied. Notre flotteur (66 m x 58 m) est plus petit et plus léger. » Les éoliennes du projet de ferme à Groix pourraient produire 6 MW à l'unité. Selon les premiers calculs, celles d'Eolink viseraient 12 MW. Prochaine étape : une nouvelle maquette en 2017 à l'échelle 1/10 afin de valider un premier prototype.

NORA MOREAU

05 OCT. 2016

www.leparisien.fr



Ils grouillent, la planète trinque

ENVIRONNEMENT Au moins 69 Mds€ par an ! Selon une étude inédite publiée hier, c'est le montant de la facture que les insectes envahisseurs laissent à l'économie mondiale.

PAR FREDERIC MOUCHON

LE TERMITE de Formose, la teigne des choux... Ces noms ne vous disent sans doute rien. Mais parlez-en à des agriculteurs, des maraîchers, des forestiers, et vous verrez leurs cheveux se dresser sur la tête. Car ces trois bestioles sont d'une voracité sans limite. Et causent des dégâts considérables aux maisons, aux cultures et aux arbres qu'elles attaquent. D'après une étude publiée hier par des chercheurs français dans la revue « *Nature Communications* », les in-

sectes envahissants coûtent au moins la somme colossale de 69 Mds€ à l'économie mondiale, dont plus de 6 Mds€ en dépenses de santé !

A lui seul, le terme de Formose est responsable de 26,7 Mds€ de dégâts sur la planète. C'est l'un des ravageurs les plus destructeurs du monde. Cachées dans des caisses en bois de GI's revenant du Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ses larves se sont implantées sur le territoire américain. Attirés par les maisons en bois, les termites de Formose les rongent au point que les bâtiments

s'effondrent. Une seule colonie peut mesurer 30 m de long. « Les dégâts qu'il cause et sa capacité de dispersion remarquable l'ont placé en première place de la liste des cent espèces les plus envahissantes, souligne le CNRS, dont plusieurs chercheurs ont participé à cette étude inédite. Cette espèce n'a jamais pu être éradiquée une fois établie, et on craint un potentiel établissement en Europe avec le changement climatique. »

CES INVASIONS D'INSECTES VONT SE MULTIPLIER DANS LE FUTUR

La petite teigne des choux porte, elle, bien son nom. Lorsqu'elle s'attaque au légume dont elle raffole, ils deviennent invendables. Coût : 4,1 Mds€ par an. « Les insectes dans leur ensemble pèsent particulièr-

ment sur l'agriculture en consommant l'équivalent de ce qui pourrait nourrir 1 milliard d'êtres humains », a calculé le CNRS. La France est loin d'être épargnée. Venu d'Afrique, le ver du cotonnier présent en Corse s'attaque à plus de 80 espèces de plantes. Réputée résistante à tous les pesticides, la noctuelle de la tomate est apparue dans le sud de la France. A l'échelle mondiale, la larve de ce papillon blanc provoque 4 Mds€ de dégâts. La chrysomèle des racines du maïs, originaire du Mexique, est aussi considérée comme l'un des insectes les plus coûteux au monde. Elle sévit surtout aux Etats-Unis mais a été détectée en 2002 dans trois départements franciliens.

« Dans le futur, les invasions d'insectes vont se multiplier, notamment du fait du change-

ment climatique, prévient Franck Courchamp, auteur principal de cette étude et chercheur au CNRS. D'ici à 2050, on estime que ces ravageurs auront 18 % de zones géographiques favorables à leur installation supplémentaires. »

Si l'étude a chiffré à 69 Mds€ le coût minimal des dégâts causés par ces envahisseurs, les scientifiques reconnaissent qu'il est sous-évalué. Ils se sont en effet concentrés sur l'étude des dix espèces invasives les plus coûteuses, sans comptabiliser celles, très nombreuses, qui provoquent moins de dégâts. Et lorsqu'on demande d'extraire le coût réel pour l'économie mondiale de tous ces envahisseurs rampants et volants, ils tablent sur une facture totale de... 270 Mds\$.

LA DÉPÉCHE

D U M I D I

Nord-Est

Avis de décès

07 OCT. 2016

SAINT-JEAN

Claude, Bernard et Brigitte,
leurs enfants et leurs conjoints ;
ses petits-enfants et
ses arrière-petits-enfants ;
son frère et sa belle-sœur,
parents et amis
ont la grande peine de vous
faire part du décès de

Madame Jacqueline GIUSTI

Née CROS-ROIG

survenu dans sa 90^{ème} année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 8 octobre 2016,
à 10 h 30, en l'église de L'Union.
Selon la volonté de la famille,
des dons seront recueillis au profit des associations IRIS et
Sésame Autisme.
Un dernier hommage peut lui être rendu à la chambre funéraire de Saint-Jean, de 9 heures à 19 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

S' informer : P.F. Saint-Jeannaises
Saint-Jean, Balma Tél. 05.61.35.04.05

LA DÉPÈCHE

DU MIDI

Nord-Est

SAINT-JEAN

Journée du jeu

La Journée du Jeu se déroulera samedi de 14 heures à 19 heures à l'Espace Alex-Jany. L'entrée est libre et gratuite. Infos au 05 61 37 63 13 ou ludotheque@mairie-saintjean.fr

Braderie du Secours Catholique

Le Secours Catholique de Saint-Jean organise sa grande braderie d'hiver au 1^{er} étage dans la salle derrière l'église (boulevard des Pensées), dimanche 16 octobre de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. On y trouvera des vêtements, des jouets, des livres, de la vaisselle, du linge de maison, etc. à petits prix. Outre des bonnes affaires, c'est aussi une action pour la solidarité. La recette de la journée permettra d'aider les personnes en difficultés sur la commune.

Marché de Noël

Le comité des fêtes de Saint-Jean organise dimanche 4 décembre un marché de Noël de 8 heures à 18 heures. Cette manifestation aura lieu à l'espace René-Cassin, chemin de Montrabé. Les artisans ou particuliers qui désirent participer à cet événement peuvent joindre le 06 89 52 24 63 ou prendre contact avec la mairie de Saint-Jean. Date limite d'inscription vendredi 11 novembre.

07 OCT. 2016

07 OCT. 2016

agriculture

Les céréaliers craignent l'extension des zones non traitées

La morosité est toujours de mise dans le petit monde agricole de la Haute-Garonne. Le 3 octobre, dans le cadre d'une mobilisation nationale, représentants du premier syndicat de la profession (FDSEA 31) et les Jeunes agriculteurs (JA 31), ont interpellé les parlementaires locaux afin de leur rappeler à quel point leurs fins de mois sont difficiles. « C'est un monde en crise, indiquent conjointement les deux syndicats. Nos prix de vente ne couvrent pas nos coûts de production. Dans le même temps, l'Etat, poussé par les critiques de certaines ONG, ne cesse de créer des lois qui ne sont plus supportables par les exploitants agricoles ».

10 000 ha impactés

Les conséquences de cette nouvelle réglementation – un des volets du plan gouvernemental de soutien aux grandes cultures – sont d'ordre économique pour les 6 000 agriculteurs du département qui pourraient être tenus de respecter les zones non traitées (ZNT) plus vastes. Ces zones protègent les eaux de surface, les plantes et arthropodes non-cibles des contaminations dues à la dérive de pulvérisation



FDSEA 31 et Jeunes agriculteurs du département mettent en garde contre les conséquences néfastes de l'extension des ZNT/Photo DDM, Marc Salvet

de préparations phytopharmaceutiques.

« Ces fameuses ZNT, c'est une chose très gênante pour nous, assure Marie-Blandin Doazan, présidente des JA 31. On dit peut l'entendre pour les ZNT le long des cours d'eau, mais on apprend qu'elles vont être élargies aux bosquets, aux arbres. Ce seront des zones cultivables en moins ». Ces règles environnementales « pourraient faire perdre à la Haute-Garonne jusqu'à 20 % de sa surface cultivée, estime les syndicats agri-

MSA : TRAVAUX EN COURS

Depuis juin, les travaux ont démarré dans ce qui sera bientôt l'ancien siège de la Maison de l'agriculture et de la MSA (mutualité sociale agricole) sur les Allées de Brienne à Toulouse. Le bailleur social les Chalets y a créé 150 logements. Le 1er juillet 2017, la chambre d'agriculture 31 sera installée sur le campus de l'école d'agronomie de Toulouse et la MSA, près de l'école régionale de santé (Cartoucherie).

coles. Ce qui représente, sur une surface céréalière de 130 000 ha, une perte de 10 000 ha de blé tendre, l'équivalent de 16 millions de baguettes, soit une baisse de revenu de 9 millions d'euros pour les exploitations. » Un courrier a été envoyé, hier, par les syndicats aux députés et sénateurs de Haute-Garonne. « Tout ça alors qu'en même temps on continue d'importer des produits européens avec des normes différentes. Ce qu'on ne comprend pas, c'est le double discours », insiste Marie-Blandine Doazan.

Gérald Camier

SAINT-JEAN

08 OCT. 2016

À noter sur vos agendas

Conseil municipal

Le conseil municipal se réunira lundi, à 18 heures, à l'Espace-Palumbo.

Réunion politique associative

La première rencontre pour la co-construction de la politique associative aura lieu demain mardi 11 octobre, de 18 h 30 à 20 heures, à l'Espace Palumbo. Cette réunion est réservée aux présidents des associations et à leurs adhérents. Cette démarche et expérimentation locale sera menée en partenariat avec le Mouvement Associatif, fédération d'associations en Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Elle vise à construire une politique associative intersectorielle, durable, adaptée aux enjeux associatifs locaux.

Opération brioches

Ce samedi matin, au marché, l'Adapei 31 participe à l'opération brioches organisée tous les ans par l'Unapei au niveau national. Le but est de récolter des fonds pour financer des projets au bénéfice des enfants handicapés. L'ampleur des projets financés dépendra de la réussite de l'opération, liée au nombre de brioches vendues.

social

08 OCT. 2016

Un fiché S touche le RSA : Gérard Bapt saisit le gouvernement



Farouk Ben Abbes./Photo DR

Le député socialiste de Haute-Garonne Gérard Bapt va saisir le gouvernement sur le fait que l'islamiste radical Farouk Ben Abbes, fiché S et assigné à résidence à Toulouse, touche le RSA.

Selon nos informations, cette situation n'est pas nouvelle puisque le belgo-tunisien de 31 ans, perçoit cette allocation depuis 2011, qui lui a été versée par les Conseils départementaux de l'Isère et des Hauts-de-Seine, où il a résidé, puis par celui de la Haute-Garonne, depuis 2015. Les seules périodes où il n'a pas touché le RSA sont celles où il a été in-

carcéré.

«Cette situation choquante est un dysfonctionnement de notre État de droit, déplore le parlementaire. Il va être humainement douloureux pour les familles des victimes d'attentats d'apparene et qu'un assigné à résidence, dont le nom apparaît dans plusieurs enquêtes judiciaires liées au terrorisme, bénéficie des droits de notre protection sociale.» Farouk Ben Abbes est soupçonné d'avoir participé

à l'attentat du Caire, dossier dans lequel il a bénéficié d'un non-lieu, qui avait coûté la vie à une jeune Française en 2009. Assigné à résidence à Toulouse

depuis 2015, il vit à La Reynerie avec son épouse et bénéficie donc du RSA. «Farouk Ben Abbes répond

L'islamiste radical assigné à résidence à Toulouse touche chaque mois 535 euros de RSA.

aux critères d'éligibilité pour toucher le RSA qui sont fixés par l'État», confirme-t-on au Conseil Départemental, qui est chargé de distribuer le RSA aux 38 000 bénéficiaires du dé-

partement. Le RSA peut en effet être perçu, sous condition de ressources, par toutes les personnes qui détiennent un droit au séjour en France.

En août dernier, Farouk Ben Abbes avait fait parler de lui car l'État lui avait versé par erreur 15 000 euros. Alors qu'il aurait dû recevoir 6 000 euros d'indemnités suite à une détention provisoire injustifiée, le ministère de la justice s'était trompé et lui en avait versé 15 000 de plus et l'islamiste n'avait pas signalé ce dysfonctionnement à l'administration.

Lionel Laparade et Claire Raynaud

SamEDI 8 octobre

09 OCT. 2016

Toulouse Rodéo avec sérieux et envie

Saint-Jean - Rodéo 6

MT: 0-2 Arbitre : M. Cébrian, assisté de MM. Befué et Tourrèche
Pour Toulouse Rodéo : Zalmatte (25e,sp), Mediène (41e,60e), Chenine (50), Ocal (82e,87e).

SAINT-JEAN (DHR) : Cadenet- Soumahi, Kriouache (Gonzalez,68e), Medjali, Oulasaki, Derain, Faivre, Fatnassi (cap.), Cissé, Chekouch (Gornas,64e), Cherrou (Sanson,54e). Entraineurs : Farid Ben Mechta et Mazen Al Masri. Avertissements : Cherrou (31e), Derain (61e)

TOULOUSE RODEO (CFA 2) : Coulibaly- R. Aouada, Adjei, Ait Had (cap.), K. Aouada, N. Taïder (Viltard,78e), Mediène (Haraoui,64e), Faty, K. Zalmatte (Ocal,74e), Chenine, Medjari. Entraineur: Mélanie Brûche. Avertissement : Taider (42e)

L'ESSENTIEL

Les joueurs de Saint-Jean qui s'attendaient à une rencontre difficile n'ont pas été déçus. Hormis une vingtaine de minutes équifibrées avec une occasion en or pour Faivre qui a trouvé sur sa route un Coulibaly inspiré, ils ont



Tout est OK pour Zalmatte et ses coéquipiers du Rodéo./photo DDM, XDF

couru derrière le ballon. Beaucoup de générosité et d'énergie certes mais cela ne suffisait pas face à la machine toulousaine. Un score relativement étiqueté à la pause laissait un petit espoir mais le physique plus au point et le sérieux affiché par des visiteurs ont fait que l'addition a enflé. Le

Rodéo poursuit en toute logique.

LES HOMMES

Dans un groupe Saint-Jeannais qui a beaucoup subi même s'il a joué crânement sa chance Faivre a été le plus en vue et tenté beaucoup de choses. Le capitaine Fatnassi avant sa sortie sur blessure à la soixante-neuvième minute

a été précieux.

Au Rodéo les talents ne manquent pas ! Mediène est un véritable poison, vif, rapide et technique. Medjahri a lu aussi une vélocité hors du commun au service de qualités exceptionnelles. Coulibaly est un dernier rempart sûr au dégagement phénoménal.

ILS ONT DIT

Farid Ben Mechta (co-entraîneur de Saint-Jean): «On va vu une équipe drôlement au-dessus avec des individualités qui ont fait la différence. On n'avait pas grand-chose à proposer, si ce n'est de subir.»

Mélanie Brûche (entraîneur du Rodéo): «Un match sérieux où on a eu une efficacité intéressante avec l'envie de jouer, donc une victoire très largement assurée qui, je l'espère, va aller dans le bon sens pour le prochain match contre la réserve du TFC.»

J.-J.E.

LA DÉPÈCHE

DU MIDI

Nord-Est

10 OCT. 2016

SAINT-JEAN o- RODEO 6

MT: 0-2 Arbitre : M. Cébrian, assisté de MM. Béfué et Tourèche.

Pour Toulouse Rodéo : Zalmate (25 sp), Mediène (41,60), Chenine (50), Ocal (82,87).

SAINT-JEAN (DHR) : Cadenet-Soumah, Kriouache (Gonzalez,68), Medjal, Oulasri, Derain, Faivre, Fatnassi (cap.), Cissé, Chekouch (Gornas,64), Cherrou (Sanson,54). Entr. : F. Ben Mechta et M. Al Masri. **Avertissements :** Cherrou (31), Derain (61)

TOULOUSE RODEO (CFA 2) : Coulibaly- R. Aouada, Adjei, Ait Had (cap.), K. Aouada, N. Taïder (Viltard,78), Mediène (Haraoui,64), Faty, K. Zalmate (Ocal,74), Chenine, Medjari. Entraineur: Mélanie Briche.

Avertissement : Taider (42).

environnement

Garonne : la prolifération des algues, « un phénomène récurrent »

► l'essentiel

Odeurs nauséabondes, colonisations des herbiers, les algues prolifèrent actuellement dans la Garonne. Un phénomène naturel, pas forcément lié à des rejets polluants.

Les algues envahissent la Garonne ? Rien de plus naturel, assure Jean-Pierre Rebillard, chef de service à l'agence de l'eau Adour-Garonne. Ce tapis verdâtre qui recouvre les berges du fleuve interroge les bâdauds et transporte ses préjugés au fil de l'eau. Pollution de la Garonne ? Non plus, en tout cas officiellement. Les algues colonisent, au gré des saisons et du débit de la Garonne, et jouent un rôle non négligeable en matière de biodiversité. Jean-Pierre Rebillard évoque un « phénomène récurrent » pour lequel la population se pose de nombreuses questions.

Les algues semblent s'être de nouveau installées en bord de la Garonne. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Elles viennent se développer sur des herbiers de

macrophyte, toutes les plantes aquatiques visibles à l'œil nu. C'est une sorte de géranium. Il y a des espèces connues de longue date (renoncules).

Jusqu'au printemps, on peut avoir

« A priori, d'après ce qu'on observe, on ne peut pas dire que les algues sont toxiques »



Un tapis d'algues au quai du Port Viguerie à Toulouse. Naturel et récurrent./Photo DDM, Michel Labonne

des biomasses : la quantité totale de végétaux qui peut être très variable dans la Garonne d'une année sur l'autre. Ce sont des phénomènes connus. En 1998, des études ont été menées pour démontrer surtout qu'il y en a autant en

amont qu'en aval, car souvent on associait cela à des rejets de l'agglomération de Toulouse.

Ces algues sont-elles toxiques ?

A priori, de ce qu'on voit, non. Principalement, on est cette année sur un développement avec des conditions de faible débit au printemps, la présence importante d'herbiers, un faible débit en été avec un ensoleillement maximum et donc, à la surface de ces herbiers, vient se développer des algues filamentées. Qui vont s'entretenir en même temps que les herbiers vont dégénérer, pour-

rir, ce qui facilite le développement de ces algues. Ce qui donne ce côté pas forcément sympa, un peu ragoûtant. C'est un phénomène très classique avec ce type de conditions climatiques. En amont de Toulouse, on trouve des espèces caractéristiques des milieux courants, quand vous entrez dans l'agglo de Toulouse avec les successions de barrages, de digues, de seuil, ça va ralentir l'eau et vous observez des espèces d'herbiers à partir des bordures

ÉTUDES EN COURS

Selon l'agence Adour-Garonne, des études sont actuellement conjointement menées avec l'université Paul Sabatier à Toulouse sur « le développement d'un outil de modélisation » des algues. Les laboratoires de recherche Eco-lab vont tenter de définir la dynamique de cette végétation aquatique, explique Adour Garonne.

« L'idée est de comprendre aussi le phénomène de l'arrachage de ces plantes, précise aussi Jean-Pierre Rebillard. Elles ont également une vocation d'oxygénation et préservation de la biodiversité. Ce sont par exemple des zones de ponte remarquable pour les poissons, les insectes. Ou tous les poissons carnassiers attendent le menu frein qui se bâlade. »

qui vont également laisser se développer ces algues.

Quelle est la teneur des études menées sur le sujet ?

On est plus sur des problèmes de dynamique de débit. Les années où le débit est moins important, elles sont installées. Ensuite, on les voit moins mais elles n'ont pas pour autant disparu. Les herbiers sont enracinés et repartent de plus belle, comme une pelouse au printemps.

Recueilli par Gérald Camier

l'événement

10 OCT. 2016

Le « bio » bouscule le marché

l'essentiel ▶

Ces jours-ci, le Gers fêtait sa millième ferme bio. Tout un symbole dans une région qui occupe déjà la première place nationale par le nombre d'hectares cultivés. L'intérêt que porte le consommateur à ce mode de production pousse les agriculteurs à la conversion bio.

Le Gers, premier département de France en la matière, fêtait jeudi sa millième ferme bio. Un événement en soi, qui confirme l'engouement du monde agricole pour ce mode de production. Car la demande est bel et bien là, confirmée dans les statistiques des ministères. Le bio enchaîne les années de croissance à deux chiffres. Plébiscité dans nos assiettes, dans les cantines, à nos bonnes tables, il est aussi encouragé par les pouvoirs publics. Les instances régionales ont choisi, depuis plusieurs années, de subventionner ceux qui ont opté pour le bio. Une politique qui a porté visiblement ses fruits. Le *Plan Bio* qu'a lancé à l'époque Midi-Pyrénées, et qui court jusqu'en 2020, aide aux financements des exploitations et des entreprises agroalimentaires. Tout comme le bio est mis en avant à travers la marque *Bio Sud-Ouest France*.

Midi-Pyrénées garde sa place de leader au palmarès des produits vraiment naturels. Elle reste la première région bio de France pour le nombre d'hectares que se partagent 6 500 producteurs. C'est aussi elle qui possède le premier cheptel ovin bio.

« Le bio, c'est bon... »

Ces jours-ci, les campagnes de promotion se succèdent. L'association *Interbio Midi-Pyrénées*

lance cette semaine l'opération « *Le Bio dans ma Région, c'est si bon* », en s'appuyant sur le relais d'une quinzaine de magasins. Voilà vingt ans, personne n'aurait cru à un développement aussi rapide. Le bio est prometteur et devrait inciter les agriculteurs à orienter différemment leur production à l'heure où la plupart des filières traversent d'importantes difficultés dans la région.

Le gouvernement, lui aussi, veut croire au bio et à ses débouchés. En août, le ministre Stéphane Le Foll demandait à l'Agence BIO (le logo vert « AB » qui figure sur les produits) d'accompagner le développement de cette production en France. Impossible d'aller à contre-courant : l'agriculture biologique connaît un essor sans précédent. L'an passé, le marché national des produits bio s'est accru de 14,7 %, pour représenter quelque 5,76 milliards d'euros. En 2015, on comptait une augmentation de 23 % des terres cultivées en mode biologique. Et les sondages démontrent que le bio entre régulièrement dans les foyers français de plus en plus attachés à l'origine et à la qualité des produits.

Le succès du salon *Sisqa* en est une preuve éclatante.

Selon une étude du cabinet Xerfi, le marché du bio devrait atteindre 9 milliards d'euros en 2020. Ce secteur a vu son chiffre d'affaires doubler en sept ans pour représenter aujourd'hui 5,8 milliards d'euros.

On le voit autour de nous, les enseignes spécialisées fleurissent, comme *Biocoop*, *Naturalia*, aux côtés des vieilles marques comme *La Vie Claire*. Leurs revenus croissent malgré l'offensive des grandes surfaces qui ont désormais leurs rayons « bio » aux références multipliées. Pour l'alimentation aussi, nous changeons progressivement d'époque.

J.-M.D.

zoom

10 OCT. 2016

L'Occitanie en tête de l'agriculture bio

C'est dès 1998, sous l'impulsion de Martin Malvy, que la région Midi-Pyrénées devenue Occitanie a entamé le virage de l'agriculture bio. Dix-huit ans plus tard, la région Occitanie occupe le premier rang français avec 6 495 exploitations bio et 319 020 hectares bio et en conversion. Cette dimension permet à la région Occitanie d'afficher un taux de surface agricole utile bio de 10,1 %, la plaçant au deuxième rang tricolore (voir infographie). Capitalisant sur les acquis de l'ex Midi-Pyrénées et la conversion biologique grandissante du vignoble languedocien, notre région est la plus dynamique en matière d'agriculture biologique. Ainsi, l'ex Midi-Pyrénées est à lui seul le premier territoire de France qui consacre le plus grand nombre d'hectares aux grandes cultures bio et qui possède le premier cheptel ovin bio. Cette dynamique a été renforcée par la mise en place d'un Plan Bio 2008-2013. Ainsi, sur la période 2008-2013, 45 % des aides du Plan bio ont directement bénéficié aux investissements dans



De plus en plus d'exploitations agricoles décident de se convertir aux cultures ou élevages biologiques./ D.R

les exploitations agricoles et 27 % aux investissements des entreprises de l'aval afin d'intégrer au maximum la filière.

Un nouveau plan bio 2014-2020

Face à son efficacité sur le terrain qui s'est traduit par une hausse significative des surfaces cultivées en bio, en juin 2014, la Région a renouvelé son engagement en faveur de l'agriculture biologique avec l'adoption de son nouveau Plan Bio 2014-2020.

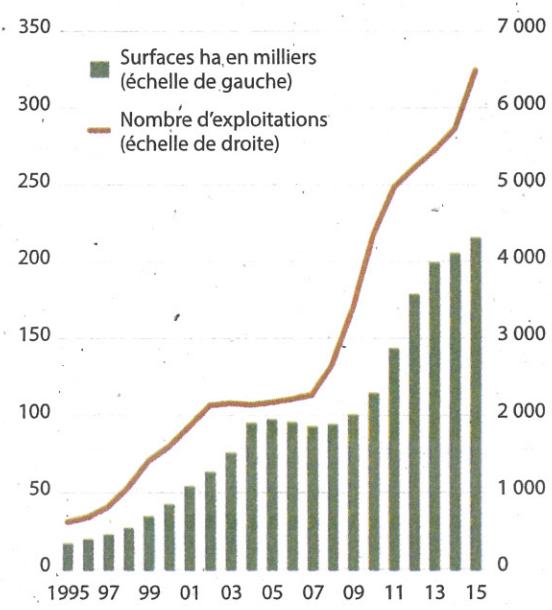
L'élevage n'est pas oublié puisque la Région incite les éleveurs de poulets notamment à accélérer afin de répondre à une demande croissante des consommateurs notamment pour les œufs bio. En Midi-Pyrénées, l'Observatoire National de l'Agriculture Biologique dénombrait en 2014 pas moins de 78 producteurs de poulets de chair bio, soit 8 % de plus qu'en 2013. Quant aux producteurs d'œufs bio, ils étaient 124 en 2014, en progression de 7 %.

G.B.

Le bio en forte hausse dans la région

L'agriculture biologique en Occitanie en 2015

LES EXPLOITATIONS ET LES SURFACES



1^{er} rang français
6 495 exploitations

*surface agricole utilisée

2^e rang français
10,1% de la SAU* nationale

Exploitations par département en 2015 (évolution par rapport à 2014, en %)

Département	Nombre d'exploitations	Surfaces certifiées bio, en.ha
Gers	944 (+34,1)	28 041
Gard	796 (+0,9)	18 759
Hérault	747 (+7,2)	17 156
Aude	621 (+7,6)	27 052
Pyrénées-Orientales	567 (+6)	11 181
Aveyron	565 (+14,8)	36 445
Haute-Garonne	466 (+27)	11 761
Tarn	405 (+15,1)	11 392
Ariège	387 (+14,2)	17 067
Tarn-et-Garonne	355 (+10,9)	9 130
Lot	275 (+7,4)	8 604
Lozère	227 (+12,9)	16 691
Hautes-Pyrénées	140 (+35,9)	2 621

1^{er} rang français
319 020 ha bio en conversion

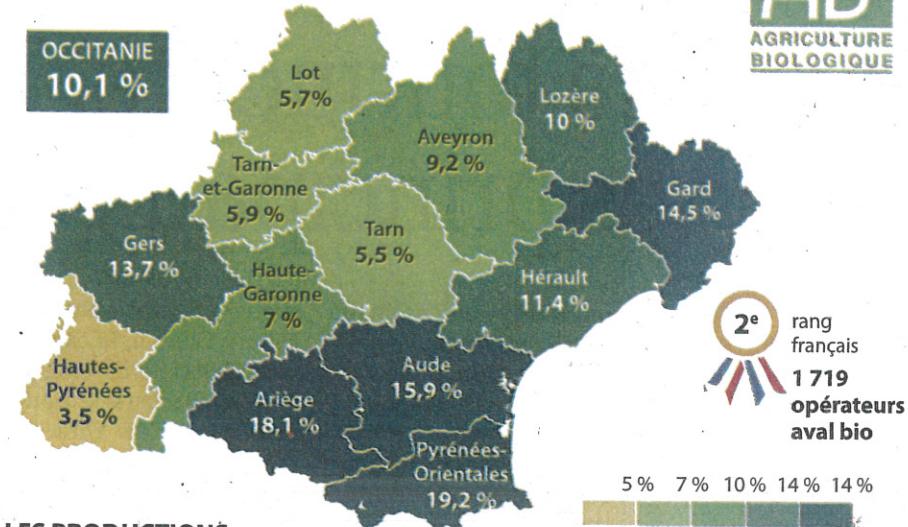


LA DÉPÊCHE DU MIDI

Nord-Est

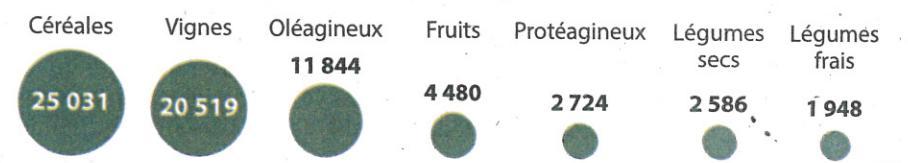
10 OCT. 2016

DES DISPARITÉS TERRITORIALES En % des exploitations bio



AGRICULTURE
BIOLOGIQUE

LES PRODUCTIONS Surface certifiée, en ha



LA DÉPÉCHE

grand sud

environnement

10 OCT. 2016

Réchauffement ? Un champignon tropical découvert dans les Pyrénées

l'essentiel ▶

Du côté des espèces exotiques envahissantes, on connaît par exemple la tortue de Floride, côté faune, ou la renouée du Japon, côté flore. Désormais, les champignons ont aussi leurs envahisseurs.



Découvert pour la première fois dans les Pyrénées, un champignon exotique aux curieuses particularités. / Photo DDM, P.C.

D'abord, il a repéré la couleur orange vif de la colonie sur sa branche morte. Puis la forme particulière du pied, « un peu latéral ». Mais surtout, « l'hyménium, la partie fertile du sporophore des champignons, là où sont produites les spores sous le chapeau », explique Robert Cazenave. En l'occurrence ? L'inconnu n'avait pas de lamelles et donc rien d'une girolle. Ni de tubes comme sous un cèpe... « mais des alvéoles hexagonales, en forme de nid d'abeille », pointe du doigt le président de l'association mycologique de Bigorre sur les minuscules spécimens qu'il garde dans une boîte plastique. « Et là, j'ai tout de suite compris que j'étais face à un champignon que nous ne connaissons pas chez nous et qu'il s'agissait d'une première. En rentrant, j'ai donc commencé mes recherches... »

Huit mois d'enquête

Une enquête qui a pris huit mois à Robert Cazenave. Pour identifier rapidement dans un premier temps *Favolascia Calocera*, « un champignon tropical du sud-est asiatique et de Madagascar » puis pour remonter sa piste afin de comprendre comment il avait pu arriver là où il l'avait trouvé la première fois, près de Pau, en octobre 2015, avant de remettre récemment la main sur cette nouvelleousse.

Comme le frelon asiatique

« Ce qui est sûr, c'est que c'était la première fois qu'on le trouvait en France, la seconde découverte ayant été faite ensuite à Lormont, près de Bordeaux. Mais en cherchant, j'ai découvert que ce champignon était d'abord arrivé en Europe par l'Italie, en 1999, avant de passer en Espagne, au Portugal et qu'il est maintenant attesté en Suisse et même en Angleterre, en Corse ». Et pour être tout à fait

complet ? « Parti à l'origine de l'Asie du sud-est, il avait été découvert en Nouvelle-Zélande en 1969, puis s'était d'abord installé en Australie, à Hawaï et en Afrique. »

Et comme le frelon asiatique, c'est aussi par bateau et camion qu'il est finalement arrivé. « Tous les sites où il a été trouvé en Europe étaient proches d'un port marchand ou d'un importateur de bois exotique », a patiemment relevé Robert Cazenave en dressant

sant la cartographie de *Favolascia Calocera*.

Un champignon anti-champignon

Le problème ? Eh bien c'est qu'habituellement, côté température moyenne en Europe, il faut en moyenne 10°C à 15°C de plus à ce champignon tropical pour prospérer. « Le réchauffement climatique n'explique donc pas tout, il y a eu un fort pouvoir d'adaptation de l'espèce », souligne le mycologue qui publiera en mars prochain un article scientifique sur sa trouvaille... « sans intérêt culinaire » et dont « on ne connaît pas la toxicité » mais qui a des propriétés intéressantes voire inquiétantes, pour d'autres champignons : un cordon de mycélium agressif, un mode de reproduction beaucoup plus simple que la majorité des espèces de nos forêts et une propension à produire des substances antifongiques afin d'écartier la concurrence de ses voisins. « Reste à savoir si *Favolascia Calocera* sera capable de s'implanter durablement, voire de s'étendre et quel danger cette espèce exotique peut présenter pour nos espèces locales... », conclut Robert Cazenave.

Pierre Chailier

développement durable

Économie circulaire : tout se transforme

L'économie circulaire ? « Souvent les gens en font sans le savoir », sourit Carol Durand. « Un simple vide-greniers, c'est déjà de l'économie circulaire à l'échelon du citoyen. Vous vendez un objet dont vous n'avez plus l'usage mais qui pourra avoir une nouvelle vie chez quelqu'un d'autre. Et quand vous triez vos déchets, vous participez aussi à l'économie circulaire », explique cette co-organisatrice des 3^{es} Rencontres régionales de l'économie circulaire au programme desquelles on cherchera presque en vain le mot « recyclage »... Car l'économie circulaire, trait d'union entre l'économie et l'environnement

de la réutilisation des matières issues des déchets.

écoconception

« C'est aussi étudier dès le départ un produit pour qu'il soit fonctionnel, rentable et neutre pour l'environnement tout au long de sa vie ou encore travailler sur une meilleure mutualisation des moyens, groupement d'agriculteurs pour une machine, de professionnels pour louer un service, un savoir-faire », précise Carol Durand.

Écoconception, dans le premier cas, économie de la fonctionnalité dans le deuxième, revenant à privilégier l'usage à la possession mais aussi écologie industrielle et territoriale

visant à une gestion optimisée des stocks et des flux de matières, d'énergie et de services, sans oublier le réemploi de produits qui ne correspondent plus aux besoins du consommateur, la redécouverte des vertus de la réparation et la réutilisation de certains déchets ou parties du déchet en état de fonctionnement pour élaborer de nouveaux produits... Autant de thèmes qui seront donc abordés, ce 13 octobre à Revel lors de cette journée dont le but sera aussi de montrer avec des acteurs nationaux que l'économie-circulaire est « économiquement viable et innovante dans le cadre de la transition énergétique pour une

économie verte », souligne Carol Durand.

Pierre Fabre, Véolia, Renault aux tables rondes, mais aussi présentation de la flotte de véhicules à hydrogène décarboné de Braley ou valorisation des déchets verts pour alimenter des chaudières collectives par le SYDED du Lot : au carrefour des technologies de demain et des ressources locales « cette journée est ouverte à tous les acteurs territoriaux qui pourront vérifier que l'économie circulaire, c'est possible et ça marche », conclut Carol Durand.

P.C.

Programme détaillé et inscription sur www.biovalleilauragais.fr

11 OCT. 2016

SAINT-JEAN

Les nouveaux arrivants reçus à la mairie

Certains se sont installés à Saint-Jean depuis quelques mois... D'autres seulement depuis une poignée de semaines. Mais quelque 20 familles de ces nouveaux habitants de la commune ont répondu présentes à l'invitation du maire Marie-Dominique Vézian. Celle-ci a désiré les rencontrer pour leur présenter leur nouvelle ville, ses activités, son organisation et ses relations avec Toulouse-Métropole.

Les nouveaux arrivants ont pu poser les questions aux adjoints, au premier rang desquels le député Gérard Bapt, et au DGS Alaric Berlureau. Marie-Dominique Vézian a rappelé la place économique de Saint-Jean avec



Les nouveaux Saint-Jeannais reçus dans les salons de l'Espace Victor-Hugo.

sa zone d'activités du Cassé : « Sa réussite a permis l'installation de 2 200 emplois sur la commune ». Et d'ajouter : « Le tissu commercial de proximité est lui

aussi riche et diversifié ».

Puis le maire a décliné divers éléments phares de la ville telle la clinique de L'Union « établissement qui se classe deuxième

pour la chirurgie de la cheville et troisième pour la chirurgie digestive au plan national ». Elle a aussi insisté sur la partie culturelle avec l'Espace Palumbo : « dont la saison est variée avec du café-théâtre, de la musique moderne et ancienne, du théâtre classique des spectacles de jeunesse ».

Un verre de l'amitié a réuni les élus et les nouveaux habitants. Ceux-ci sont repartis de l'Espace Victor-Hugo avec un grand sac offert par la mairie et contenant un plan, diverses plaquettes et guide, stylo et clé USB... sans oublier un pot de miel des abeilles de Saint-Jean venant tout juste d'être récolté !

Le ministre de la Justice assure que l'islamiste Farouk Ben Abbes ne touchera plus le RSA

11 OCT. 2016

Terrorisme



L'islamiste radical Farouk Ben Abbes./ DR

Vendredi, le député socialiste de Haute-Garonne **Gérard Bapt** s'était ému dans nos colonnes du fait que l'islamiste radical Farouk Ben Abbes, fiché S et assigné à résidence à Toulouse, touche le RSA et avait déclaré qu'il allait interpeller le gouvernement sur ce qu'il considérait comme "un dysfonctionnement de notre État de droit".

La réponse du gouvernement n'a pas tardé puisque le ministre de la justice s'est exprimé sur ce sujet, dimanche, lors de l'émission *Le Grand Rendez-Vous* sur Europe 1 et i Télé, assurant que Farouk Ben Abbes, ne toucherait bientôt plus cette allocation.

"Cet homme est mis en examen pour association de malfaiteurs à but terroriste. Cette procédure va aller jusqu'au bout. De deux choses l'une: il est condamné, il sera mis en prison et ne touchera pas le RSA. Ou il n'est pas condamné, il sera expulsé et ne touchera plus le RSA", a expliqué Jean-Jacques Urvoas.

Gérard Bapt s'insurge contre le fait que l... *par la depeche*

Le belgo-tunisien de 31 ans est notamment soupçonné d'avoir participé à l'attentat du Caire -un dossier dans lequel il a bénéficié d'un non-lieu-, qui avait coûté la vie à une jeune lycéenne française en 2009. Assigné à résidence à Toulouse depuis les attentats de Paris en novembre 2015, il vit à La Reynerie avec son épouse et bénéficie donc du RSA, qui lui est versé par le Conseil départemental de Haute-Garonne.

En août dernier, on avait également appris que l'État avait versé par erreur 15 000 euros à l'islamiste radical. Alors qu'il aurait dû recevoir 6 000 euros de d'indemnités suite à une détention provisoire injustifiée en 2010 et 2011, le ministère de la justice s'est trompé et lui en a versé 15 000 de plus. Selon une source judiciaire, « le bénéficiaire n'a pas signalé ce dysfonctionnement à l'administration » mais devrait se voir réclamer prochainement ce trop-perçu.

«Le ministère de la Justice a fait une erreur il y a quelques mois dans ce domaine et j'ai engagé une procédure pour recouvrer les sommes qui lui ont été indûment versées», a tenu à préciser le ministre de la Justice.

SAINT-JEAN

Trail du cassoulet

Le Petit Journal a mouillé le maillot

Même si elle est plus rapide à l'écriture d'un article pour le Petit Journal qu'à parcourir 14 km par monts et par vaux, la correspondante du Petit Journal, Françoise Gall, a eu le courage de s'attaquer au trail du cassoulet à Verfeil dimanche 2 octobre sur cette distance. Elle fut bien un peu distancée par les premiers

mais finit très honorablement ce parcours physiquement difficile devant 34 autres concurrents et en 2 h 3 min 39 sec, ce qui fait quand même près de 7 km/h. Oui, bon, il y a eu 786 coureurs classés, mais cela n'empêche pas l'équipe du Petit Journal de la féliciter à l'unanimité !

DG

Solidarité

Collecte au profit des animaux



Les animaux ont besoin de nous!

L'association saint-jeannaise Génération+ rappelle qu'elle sera au Super U de Montrabé ce **samedi 8 octobre toute la journée** pour collecter des aliments et produits de première nécessité pour les animaux : aliments pour chiots,

chiens, chatons et chats, gamelles, couvertures, paniers... Merci par avance aux donateurs pour leur générosité ! Adresse du magasin : chemin de Saint-Jean à Montrabé.

FG31

SAINT-JEAN

Journée du Jeu

Ce samedi 8 octobre de 14h à 19h aura lieu la **Journée du Jeu** à l'Espace Alex Jany. Jeux d'intérieur, d'extérieur, jeux de réflexion, de stratégie, de hasard... Il y en aura pour tous les goûts et tous les âges. Le thème choisi cette année est celui de la préservation des ressources naturelles. Entrée libre.

FG31



De nouveaux jeux à découvrir!

AUJOURD'HUI EN FRANCE

10

SOCIÉTÉ

11 OCT. 2016

MARDI 11 OCTOBRE 2016

@le_Parisien

Muesli aux pesticides !

Selon une étude d'une association environnementale, ces mélanges de céréales non bio sont loin d'être bons...

PAR FRÉDÉRIC MOUCHON

DES PÉTALES DE BLÉ, des amandes, des noix... les mueslis, réputés riches en vitamines et en protéines, sont aujourd'hui devenus le menu de prédilection des amateurs de petit déjeuner équilibré. Mais à y regarder de plus près, ce mélange de céréales et de fruits secs n'est pas aussi vertueux que les publicités le prétendent.

Spécialiste des pesticides, l'association Générations futures a voulu savoir si ce produit de consommation courante, prisé des adultes comme des enfants, contenait ou non des traces de produits chimiques. Après avoir acheté et fait analyser dans un laboratoire spécialisé quinze paquets de muesli aux fruits non bio et cinq bio, les résultats, que nous dévoilons ce matin, sont sans appel. « 100 % des échantillons non bio analysés contiennent des résidus de pesticides alors qu'aucun des échantillons bio n'en contient», soutient l'association.

Qu'il s'agisse de produits vendus par les supermarchés sous leur propre logo ou de marques réputées, dans les quinze échantillons non bio testés, 141 résidus de pesticides ont été retrouvés au total, dont 81 sont suspectés d'être des perturbateurs endocriniens. Avec une concentration moyenne de 0,177 mg/kg de résidus de produits chimiques quantifiés par

échantillon, Générations futures affirme que c'est 354 fois la « concentration maximale admissible tolérée dans l'eau de boisson pour l'ensemble des pesticides ».

UN COCKTAIL DE PERTURBATEURS ENDOCRINIENS

« Nous ne disons pas que les gens vont être malades en consommant du muesli, mais qu'il est abnormal de commencer sa journée par un cocktail de perturbateurs endocriniens qui peuvent notamment avoir des effets sur le fœtus pour les femmes enceintes », explique le porte-parole de l'association, François Veillerette, qui appelle les céréaliers à modifier leur mode de stockage : « Souvent, pour protéger les graines entreposées dans les silos ou les contenues, les céréales sont saupoudrées d'insecticides. »

Contacté hier matin, Kellogg's n'a « pas pu trouver de porte-parole disponible pour répondre » à nos questions « dans les délais impartis ».

Nestlé, qui commercialise notamment des mueslis Fitness 5 fruits, affirme pour sa part que la santé de ses consommateurs et « le respect de la réglementation en vigueur sont des priorités non négociables ». « Nous avons des règles de contrôle très strictes de tous nos ingrédients et nous mettons en place un processus rigoureux de net-

toyage de nos matières premières céréalières, notamment celui du blé provenant de nos campagnes françaises, explique-t-on au siège de Nestlé France. Nous menons très régulièrement des analyses de nos matières premières pour limiter au maximum la présence de résidus de pesticides dans nos produits qui sont en tout état de cause en deçà des limites autorisées. »

Pour inciter les fabricants à s'approvisionner en blé et fruits secs bio ou au moins à réduire la part d'insecticides utilisés dans la production de leurs céréales, Générations futures a écrit un courrier à toutes les entreprises qui commercialisent du muesli. « Quand on découvre dans un seul paquet jusqu'à 13 résidus de pesticides, on peut dire que les entreprises ont une marge de progression », estime François Veillerette.

Les résultats de l'étude

LES MAUVAIS ÉLÈVES

Céréales muesli comportant le plus de résidus de pesticides parmi une sélection de 15 mueslis non bio.

Muesli	Auchan Fruits et fibres (pétales de blé)	14 résidus	0,34 mg/kg
Nestlé Fitness 5 fruits	13 résidus	0,12 mg/kg	
Auchan Crouty 4 fruits	11 résidus	0,1 mg/kg	
Kellogg's All Bran Fruit'fibres	10 résidus	0,35 mg/kg	
Brin de Jour Muesli croustillant aux fruits	10 résidus	0,28 mg/kg	

L'INFOGRAPHIE : TH Source : enquête EXPERT / 7 générations futures



SAINT-JEAN

12 OCT. 2016

Un film sur Ambroise Croizat, le bâtisseur de la Sécu

« Ambroise Croizat, le bâtisseur de la Sécu » et ministre du Travail à la Libération, un film de Gilles Perret, sera projeté lundi 17 octobre prochain, à 20 h 30, à l'Espace Palumbo. Cette projection sera suivie d'un débat sur l'évolution de la place de la sécurité sociale dans la société : avec Colette Bec, professeure de sociologie à l'Université Paris-Descartes et Gérard Bapt, député chargé du budget de la sécurité sociale. Ambroise Croizat a été l'un des fondateurs de la sécurité sociale et des congés payés, secrétaire général à la CGT et ministre du Travail et de la Sécurité sociale de 1945 à 1947.



Ambroise Croizat est un homme politique français mort en 1951./Photo DDM, DR.

Cette soirée organisée par l'Université Populaire. Entrée libre et gratuite. La soirée se terminera par un pot amical.

LE PETIT JOURNAL

Le bi-hebdo du Pays Toulousain

CHAQUE MARDI
ET VENDREDI

SAINT-JEAN

Gymnasia Saint-Jean, c'est fini

12 OCT. 2016

Tous à Gymnasia Rouffiac !



L'équipe plus motivée que jamais

C'est parti ! La bonne vieille salle Gymnasia de Saint-Jean n'est plus, vive la nouvelle salle de Rouffiac ! Locaux tout neufs, machines toute neuves, mais équipe inchangée et plus motivée que jamais ! La salle est ouverte depuis déjà un mois et les adhérents sont unanimes. Les

cours habituels ont repris : gym douce, gym séniors, zumba, jazz, yoga, pilates... il y en a pour tous les goûts et tous les âges. A noter que pendant les vacances de Toussaint, un stage multi-activités (natation et danse) sera organisé la semaine du 24 au 28 octobre, pour les



Jean-Louis Paquiot, le directeur, n'hésite pas à s'investir !

enfants, dès l'âge de 3 ans. Pour découvrir le Gymnania nouveau, rendez-vous à Rouffiac-Tolosan, 40 route d'Albi (nouvelle zone com-

merciale à côté d'Intersport).
Tél : 05 61 09 06 93. Site internet : gymnasia.fr

FG31

SAINT-JEAN

Une autre façon de chercher un emploi

25ème édition du Markethon

Mardi 18 octobre de 8h à 16h se déroulera la 25ème édition du Markethon. Organisée par la Maison Commune Emploi Formation du Nord Est Toulousain (MCEF du NET), cette journée consiste pour les demandeurs d'emploi à aller démarcher les employeurs potentiels et à recueillir des promesses d'embauche. C'est une façon de dynami-

ser ses recherches en échangeant avec d'autres demandeurs d'emploi et en allant à la rencontre des entreprises. Sont concernés aussi bien les personnes sans emploi que celles en formation professionnelle, ainsi que les salariés, les stagiaires, les étudiants... Il est nécessaire de s'inscrire en appelant le 05 34 25 02 29, ou par mail à info@mcefnet.fr

FG31

Water makes money

Le pactole de la gestion de l'eau

Vendredi 14 octobre à 20h30 sera projeté à l'Espace Palumbo le documentaire de Leslie Franke et Herdolor Lorenz, Water makes money. L'enquête menée par les deux réalisateurs interroge sur les enjeux de la gestion

de l'eau par les pouvoirs publics et les multinationales, ses dérives et les solutions envisageables. La projection du film sera suivie d'un débat. Entrée libre. Renseignements au 05 61 37 63 28.

FG31

12 OCT. 2016

TOULOUSE

Quoi de neuf à la MJC Ancely?

Bientôt les vacances !

Ça bouge à la MJC d'Ancely ! La rentrée de septembre a été marquée par l'arrivée d'un nouvel animateur jeunesse : **Christophe Coutanceau**, qui exerçait auparavant ses fonctions à la MJC de Saint-Jean, en banlieue toulousaine, a rejoint Ancely avec des projets plein la tête ! Après une fin septembre marquée par la participation aux Masters de danse hip hop à la Halle aux Grains, il est déjà temps de penser aux vacances d'automne : le point d'orgue en sera un **chantier jeunes** consacré à la réalisation de boîtes à livres destinées à être déposées dans les jardins du quartier Ancely. Le temps passé sur ce chantier donnera droit à une contrepartie



Christophe Coutanceau, le nouvel animateur jeunesse

financière réutilisable sur d'autres activités. Attention, le nombre de places étant limité, il est nécessaire de s'inscrire, **au plus tard le mercredi 12 octobre** (de 14h



Les jeunes s'apprêtent à passer de bonnes vacances d'automne

à 18h), auprès de l'Espace Jeunes. A noter aussi, le jeudi 20 octobre, une journée graffiti, stop motion et street hockey à l'Espace Job, en partenariat avec les MJC Roguet et

Ponts Jumeaux. Pour tous renseignements, appeler la MJC au 05 61 41 77 29, ou voir le site www.mjcancely.fr Adresse : 7 allée des Causses à Toulouse.

FG31

Farouk Ben Abbes a-t-il droit au RSA?

12 OCT. 2016

Gérard Bapt dénonce une situation choquante

Vendredi dernier, Gérard Bapt, député de Haute-Garonne et président du groupe d'amitié France-Syrie, a réagi à l'information du Parisien.fr selon laquelle l'islamiste radical belgo-tunisien, Farouk Ben Abbes, allait percevoir le RSA en Haute-Garonne. Pour Gérard Bapt, il va être humainement douloureux pour les familles des victimes des attentats du Caire, de

Toulouse et du Bataclan d'apprendre qu'un assigné à résidence, dont le nom apparaît dans plusieurs enquêtes judiciaires liées au terrorisme, bénéficie des droits de notre protection sociale. Il va être difficile aussi à comprendre cette situation par les familles modestes qui ont vu leur demande de RSA refusée ou suspendue. Cette situation administrative est

due à une situation de droit qui place les administrations françaises dans une situation délicate, choquante aux yeux de nos concitoyens. Aussi, concluait le député, « *je compte interroger le gouvernement et le groupe SRC de l'Assemblée nationale sur ce qui m'apparaît être un dysfonctionnement de notre Etat de droit, qu'il s'agisse de l'efficacité de la lutte anti-terro-*



Le député Gérard Bapt
riste ou des troubles qu'il risque de susciter dans l'opinion».

FG31

CASTELGINEST

12 OCT. 2016

Le film d'un pionnier du bio ce samedi au Castelia

Choisir la filière du bio en 1968 fut pour Gilbert Espinasse une sacrée gageure. À l'heure où les agriculteurs bio étaient considérés comme des illuminés, ce paysan aveyronnais se persuade du lien entre la santé de la terre et celle de l'homme. Il s'entête avec de nouvelles méthodes à cultiver ses terres difficiles sous le regard réprobateur des uns, narquois des autres. Après quelques tâtonnements, quand ses champs de blé ou de pommes de terre commencent à donner des récoltes plus qu'honorables, il prouve à ses détracteurs que l'on peut travailler la terre autrement et sans engrais chimique. Son histoire fait l'objet d'un superbe film d'une heure et demie réalisé par Yves Garric qui sera projeté le samedi 15 octobre à 20 h 30 au Castelia à l'initiative de l'association Nordenvie. La projection sera suivie d'un débat animé par le réalisateur Yves Garric et Gilbert Espinasse en personne. La profondeur des idées du paysan aveyronnais, son humour et sa gentillesse sont à découvrir absolument.



Yves Garric et Gilbert Espinasse
durant le tournage./Photo DDM.

grand sud

Toulouse

Des balises Argos au secours des espèces menacées

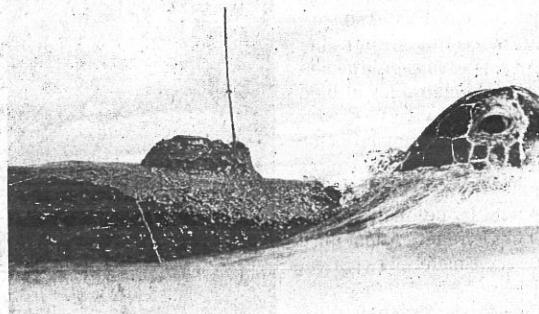
L'essentiel

À Toulouse, l'opérateur Collecte Localisation Satellites (CLS) a réuni les experts français de la biodiversité utilisant des balises Argos pour suivre des espèces menacées.

Riae manta, requin-baleine, lynx, renne sauvage, tortue, manchot royal, anguille... toutes ces espèces, a priori sans rapport, ont pour point commun d'être menacées et d'être suivies par balise Argos. Grâce à 8 500 engins posés sur tout autant d'animaux à travers la planète, l'opérateur toulousain Collecte Localisation Satellites (CLS) traite et retranscrit aux équipes de biologistes leurs positions quasiment en temps réel.

Étudier migrations et dangers

Sur l'écran géant représentant le globe terrestre, des milliers désignaient des points lumineux clignotant en permanence. En un clic, on connaît la position d'un renne en Yakoutie ou d'une outarde en Asie centrale. Des données qui permettent aux chercheurs d'appréhender le mode de vie de leurs protégés et d'en déduire les menaces éventuelles dont ils sont victimes. Un suivi qui présente un intérêt tout particulier pour les espèces



Près de 200 tortues sont équipées de balises Argos dans l'océan Indien, permettant d'étudier leurs déplacements et les périls qui les menacent. / IFREMER

migratoires. « Pour le pigeon ramier (plus communément appelé palombe), les études ont permis de démontrer certaines certitudes acquises par l'observation visuelle. Et d'en acquérir de nouvelles, notamment sur le caractère non-systématique des migrations », confie Jean-Paul Castets administrateur du Groupement d'Investigation sur la Faune Sauvage. « Le système permet de réécrire l'histoire des migrations animales », corrobore Mme Weller. Ainsi, sur la durée, les balises renseignent les scientifiques sur

les zones de reproduction, de nourriture, de halte migratoire... Un tableau complet qui n'occulte pas les dangers guettant ces espèces. Braconnage, pollution, destruction de l'environnement, et changement climatique sont les premiers incriminés dans la disparition de la biodiversité.

« Les 200 balises Argos nous ont permis de découvrir que les tortues marines vivant sur les îles françaises de l'océan Indien se déplaçaient jusqu'aux côtes du Mozambique, du Kenya, de Madagascar où elles sont braconnées

par les populations locales. Une balise a même été trouvée dans un village, loin de la côte », explique Jérôme Bourjea, biologiste à l'IFREMER.

Plus de lynx dans 10 ans ?

Dans le Jura, les balises Argos permettent de « suivre la réinsertion des lynx qui peuvent perdre leurs réflexes de prédatation lors de la captivité », confie Gilles Moynes, directeur d'Athenas qui a fait de la sauvegarde de cette espèce un véritable sacerdoce. Crée en 1987, la structure a pour but de recueillir, soigner et réhabiliter ces félins avant de les libérer dans leur milieu naturel.

« Une fois le lynx prêt à être relâché, nous lui posons une balise qui se décroche au bout d'un an. C'est un outil d'aide à la conservation », explique-t-il. Aujourd'hui, il ne reste qu'une centaine de lynx dans le massif jurassien, menacés par le braconnage, responsable de la mort d'adultes veillant sur les nouveau-nés. « À ce rythme, dans 10 ans, il ne restera plus de lynx dans la région. C'est ce qui est arrivé dans les Vosges », s'alarme M. Moynes.

Plus insidieuse, la menace inhérente au réchauffement climatique. Un péril auquel ne survivront pas toutes les espèces puisqu'en quatre décennies, la biodiversité de la planète a déjà chuté de plus

À TOUTES ÉPREUVES

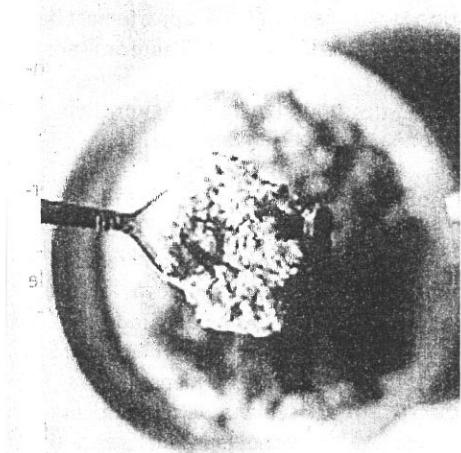
« À l'origine, les balises Argos ont été créées il y a 35 ans pour enregistrer des données météo dans des endroits inaccessibles », explique Garance Weller, responsable du suivi des données relatives aux animaux. Leur incroyable robustesse et fiabilité ont ensuite donné lieu à une utilisation plus large comme le suivi des bateaux de pêche, de voiliers en course, d'aventuriers, ou de bateaux vulnérables à la piraterie. L'invention a rapidement séduit les biologistes. Depuis 30 ans, des équipes de chercheurs et d'électroniciens ont ainsi développé et perfectionné les balises au point d'être maintenant les principaux utilisateurs du système français Argos. « La balise ne doit pas peser plus de 3 % du poids de l'animal sur lequel elle est posée. Les plus petites pèsent à peine 3 grammes », précise Garance Weller.

de moitié. Le système Argos apporte des preuves irréfutables de ces bouleversements en enregistrant des modifications des comportements. Exemple avec le renne de Sibérie ou le manchot royal, obligés de parcourir des distances toujours plus longues pour se nourrir. On ne pourra pas dire que l'on n'a pas prévenu... **Benoit Rouzaud**

santé

12 OCT. 2016

Alerte aux pesticides dans les mueslis



Seules les céréales bio sont exemptes de pesticides./Photo DR

L'ONG Générations Futures pointe la présence de résidus de pesticides dans des müeslis aux fruits non bio, notamment de perturbateurs endocriniens, dans une enquête publiée hier portant sur 15 échantillons.

L'association, spécialisée dans les risques sanitaires et environnementaux liés aux pesticides, affirme que ces müeslis contiennent en moyenne 9,4 résidus de pesticides, dont 5,4 suspectés d'être des perturbateurs endocriniens (PE).

Cependant, pour une consommation de 50 à 100 gram-

mes par jour de produit, « aucune dose journalière admissible » ne semble être dépassée, précise-t-elle.

La dose journalière admissible est la quantité de substance chimique que l'on peut ingérer par jour, au cours de sa vie, sans risque appréciable pour sa santé.

« Les gens ne vont pas être empoisonnés » mais l'ingestion quotidienne de ces petites doses et « la contamination par d'autres perturbateurs endocriniens qu'on va trouver dans les plastiques, les cosmétiques, les ignifugeants etc, vont jour après

jour exposer notre organisme à des cocktails [...] dont on sait qu'ils peuvent avoir des effets sur les organismes les plus sensibles », a souligné le porte-parole de Générations Futures, François Veillerette. Aucun résidu n'a en revanche été trouvé dans cinq échantillons de müeslis bio analysés.

Elle a fait analyser 15 müeslis et produits assimilés non bio et cinq bio, appartenant à de grandes marques (Kellogg's, Nestlé, Jordans...) ou des marques de distributeurs (Auchan, Leclerc, Carrefour...).

12 OCT. 2016

Association

Film et débat : la guerre des graines avec Jardin Nature Pibrac

Le vendredi 14 Octobre à 20h30, dans la Salle Polyvalente, l' association Jardin Nature Pibrac propose une soirée autour de la thématique des semences paysannes avec la projection du film La Guerre des Graines suivie d'un débat.

Les graines sont-elles une marchandise ou un bien commun de l'humanité au même titre que l'eau ou l'air

? Une menace pèse sur le droit et la possibilité pour les paysans de replanter leurs propres graines. Les 5 grands semenciers qui possèdent déjà la moitié du marché des graines cherchent à étendre leur privatisation. De l'Inde à Bruxelles, en passant par les campagnes françaises et l'Île du Spitzberg à 1000 kms du Pôle Nord, Stenka Quillet et Clément Montfort enquêtent sur cette Guerre des

Graines qui menace plus d'un milliard d'agriculteurs sur la planète. En Inde, Vandana Shiva, scientifique militante, est devenue la bête noire de la multinationale Monsanto. Au Spitzberg, près du cercle polaire, une chambre forte a été creusée dans la glace pour préserver des graines issues du monde entier, en cas de catastrophe écologique.

La projection de ce film sera suivie d'un débat avec les spectateurs et un représentant de l'association Pétielle du réseau "Semences Paysannes", de Philippe Mamessier ,semencier des Jardins de Tantugou et de Laurent Hazard Directeur de Recherche à l'INRA.

Depuis 12 000 ans, les paysans sèment, sélectionnent et échangent librement leurs semences. Mais cette pra-



tique ancestrale au fondement de l'agriculture est menacée. En 100 ans, sous les effets de l'industrialisation de l'agriculture, les trois-quarts de la biodiversité cultivée ont disparu. Alors que se renforce la mainmise sur les semences par une poignée de multinationales, la réglementation tend à limiter le droit des paysans à

échanger et reproduire les semences. Le documentaire « La Guerre des Graines » décrypte les batailles autour de la privatisation du vivant, avec l'appui de témoignages de paysans, d'élus, de militants, d'experts et d'industriels.

Entrée Gratuite. Ouvert à tous.

BP

SAINT-JEAN

Gros succès pour la Journée du jeu



Les Saint-Jeannais ont posé pour la « photo de famille » de façon très ludique.

« Papa tu connais ce jeu ? C'est quoi ? ». Une jeune Saint-Jeannaise accompagnée de son père a découvert un univers merveilleux tout entier consacré aux activités ludiques... Organisée par la mairie samedi dernier, la Journée du jeu a connu un réel succès tant par la diversité des activités proposées que par le très nombreux public qui avait répondu présent. Et des jeux, il y en avait de toutes sortes ! Ceux en bois façonnés comme des œuvres d'art,

ceux, plus modernes, avec des éléments plastifiés. À l'extérieur de l'Espace Alex-Jany, les Saint-Jeannais pouvaient aussi... jouer de la musique, se faire maquiller ou aller jouer au baby-foot pour des parties en diabolées. On pouvait même, gratuitement, commander un sirop ou grignoter un gâteau. Assise devant une table ronde qui figurait l'élément principal d'un studio de radio la maire Marie-Dominique Vézian s'est exprimée : « Cette manifesta-

tion a été placée sous deux signes. Le premier est celui du vivre ensemble alors que le second a pour objet le thème de la préservation des ressources, thématique de cette année 2016-2017 ». Elle a ensuite passé la parole à Céline Moretto, adjointe à la famille et à l'éducation, qui a confié : « Cette Journée du jeu est gérée avec plusieurs partenaires municipaux et associatifs. Que tous soient vivement remerciés ».



©AudeBouvier/LeJ

DANS LES POUBELLES AVEC DES GLANEUSES

600.000 tonnes de denrées périssables sont jetées tous les ans par les supermarchés français. Pour tenter d'éviter ce gâchis, des Toulousaines font leurs courses dans les bennes des grandes surfaces. Le Journal Toulousain les a suivies dans leur chasse au trésor.

/// Par Marine Mugnier

«J'ai le rayon bio !» se réjouit Julie*, 27 ans, les pieds sur une benne, la tête dans une autre. Une bonne dizaine de poubelles s'entassent dans la chambre froide de ce supermarché de la banlieue toulousaine. Elles sont deux, ce soir, à braver l'illégalité et l'odeur de poisson du local. Ici, c'est un de leurs «spots», un lieu pour récupérer des denrées dans les ordures tout en étant à l'abri des regards.

Ce soir, il fait froid dehors mais aussi à l'intérieur. Le thermomètre de la salle affiche 5°C. Les deux habituées ont prévu le coup : manteaux et bonnets à pompon sont de sortie. Glaner demande de l'organisation, Julie et Marie* le savent bien. Elles se nourrissent grâce aux déchets des supermarchés depuis maintenant plusieurs années. Elles apprécient cette chasse au trésor : «ouvrir une à une

les bennes sans savoir ce qu'il peut y avoir dedans est plus amusant que de suivre une liste de courses et de parcourir les rayons», racontent les glaneuses. L'une d'elles stoppe sa recherche, tend la main, et montre une noix de coco, la découverte insolite de la soirée. Julie semble écoeurée : «Ce qui est fou, c'est qu'elle a fait 10 000 kilomètres pour finir dans nos poubelles.» Si la jeune

cette adepte du tri sélectif, Marie, 28 ans, assume le fait de venir surtout pour des raisons financières. Ce soir, elle cherche particulièrement des yaourts pour ses filles. Elle ne parle quasiment que de ça et pousse un cri de joie quand elle ouvre une benne pleine de produits laitiers. Il y a de tout, pour tous les goûts. Une bonne nouvelle pour sa famille, car ils sont six à vivre

a pu leur apporter, par exemple, des tubes de dentifrice ou des croquettes pour leurs chiens. «Quand je récupère, je pense aux maraudes», confie-t-elle. Selon les deux récupératrices, il y a souvent de quoi nourrir plus de cinquante personnes. Julie assure avoir déjà trouvé près de cinq kilos de fromage en une fouille. La quantité de nourriture découverte ici permet de beaucoup donner mais il faut faire attention à ne pas s'embarrasser. Si les mouvements de glaneuses n'ont pas de charte, ils sont souvent codifiés. Ne pas prendre trop pour ne pas avoir à jeter ensuite mais aussi pour laisser aux personnes qui passeront après elles chercher les rebus du supermarché. Autres règles : prendre uniquement ce que la grande surface ne veut plus commercialiser et repartir ensuite en laissant les lieux le plus propre possible. Les filles ont des principes, mais ne semblent pourtant pas gênées à l'idée d'enfreindre la loi. Quand on leur demande si elles ont peur d'être surprises par les forces de l'ordre, elles racontent que cela a déjà été le cas.

À chaque fois, la police a été compréhensive. «Je m'inquiéterai le jour où je ferai ça en bande organisée mais là, nous ne sommes que deux et des filles en plus», précise l'une d'elles. Et sous l'œil des caméras de vidéosurveillance du supermarché, elles rassemblent leur butin. Julie sourit : «Il faut avoir des abdos pour faire ça !» Devant la chambre froide, sont entassés une petite dizaine de poches, un sac de randonnée lourd de victuailles et un carton plein à ras bord. Il est 22 h passées. Leur mission n'est pourtant pas terminée. Elles chargent maintenant le coffre de leur petite voiture avant de repartir. Plus tard dans la soirée, les jeunes femmes se rendront chez Marie pour se répartir la récolte. Les produits conditionnés seront déballés. Les fruits et légumes lavés au bicarbonate ou au vinaigre. Ce soir, elles s'endormiront le frigo plein. De quoi manger pendant une semaine, avant de remettre le couvert.

*Les prénoms ont été changés

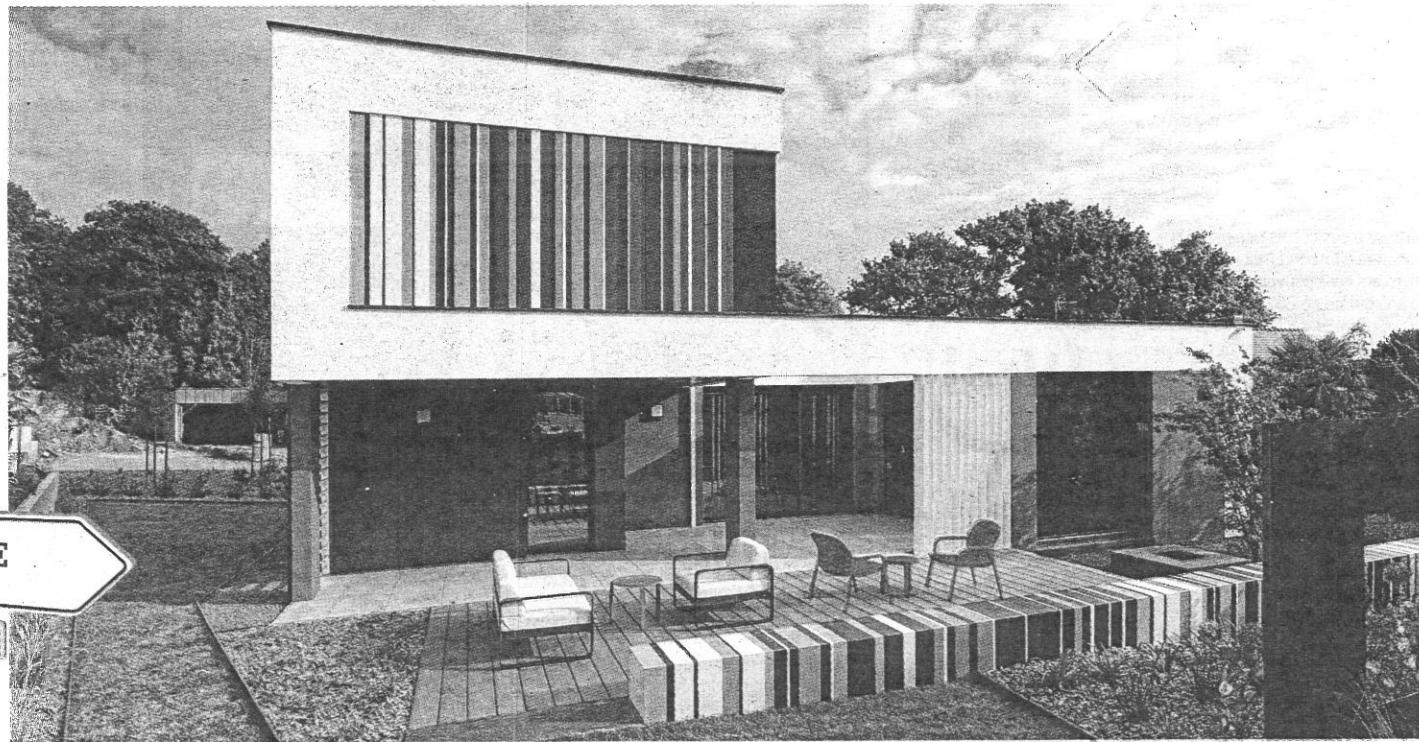
@MarineMugnier

«Le luxe des poubelles, c'est d'avoir beaucoup de choix de yaourts»

femme ne fait pas ses courses en ligne ou en rayon, c'est en partie pour des raisons écologiques. Elle ne comprend pas pourquoi des produits qui ne sont pas encore périmés sont jetés aux ordures. Des bouquets de fleurs après la Saint-Valentin, du foie gras et du saumon après les fêtes de fin d'année. Parfois, elle découvre aussi des bennes pleines de piles et d'ampoules. De quoi dégouter

grâce à ses récoltes. «Le luxe des poubelles, c'est d'avoir beaucoup de choix de yaourts», explique-t-elle. Une chance que le glanage peut offrir à cette femme sans emploi dont le compagnon ne travaille pas non plus. Si elle fouille, c'est pour ses proches d'abord, pour son association ensuite. Elle est bénévole au sein d'une équipe qui aide des personnes sans domicile fixe. Grâce à la récupération, elle

13 OCT. 2016



C'est votre future maison !

HABITAT Un étage, trois chambres, une mezzanine, deux salles de bains, une terrasse, un jardin à deux pas de la mer... et une autonomie énergétique globale entre 50 et 70 %.

PAR NORA MOREAU

SURNOMMÉE la villa E-rose (prononcer « irose »), la première maison nouvelle génération, plus économique et plus écolo, a été inaugurée hier à Brest (Finistère). Cette bâtie de 145 m² respecte les normes énergétiques visées à l'horizon 2020. Elle a été pensée et conçue par l'entreprise locale Trécobat, leader national de l'habitat basse consommation. Il s'agit de la 3^e maison pilote sur les 25 commandées en France dans le cadre du projet Comepos. Objectif : concevoir et bâtir des logements à énergie positive.

« La question n'est plus simplement de consommer moins, mais d'imaginer des constructions qui produisent plus d'énergie qu'elles n'en consomment », note Eric Wurtz, directeur de recherches au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en charge de Comepos. Aussi le groupe Trécobat a-t-il voulu tenter, au-delà de la future réglementation Bâtiment responsable 2020, des innovations dans cette villa, afin de la rendre unique en son genre.

■ UNE MAISON ULTRA-ÉCONOMIQUE

« Elle a été construite en parpaing et isolée de l'intérieur

avec de la laine minérale », explique Régis Croguennoc, responsable des études et de la conception. « Sur le toit, des panneaux solaires rechargent des batteries stockées dans le garage. La production d'eau chaude est assurée par une pompe à chaleur et le vitrage à contrôle solaire limite le recours à la climatisation l'été. » Plus étonnant, le chauffage est assuré par un plafond hydraulique à très basse température : l'eau qui circule n'est qu'à 25 °C.

■ UN HABITAT SAIN

« On prend aussi en compte la santé des habitants », ajoute Régis Croguennoc. La maison est

équipée d'un système de ventilation où l'air est filtré et réchauffé avant d'être introduit dans les pièces de vie tandis que l'air vicié est évacué. « Des plaques de plâtre permettent aussi de chasser vers l'extérieur les polluants, le CO₂ ou le radon », ajoute le spécialiste. Quant aux émissions de champs électromagnétiques, des câbles blindés permettent d'en neutraliser 99 %.

■ UN LOGEMENT CONNECTÉ

La domotique permet à toute la maison d'être commandée par le biais d'une application unique : ouverture des volets, réglage des températures, etc. Le

total de ces innovations fait que la villa E-rose va pouvoir pousser son autonomie énergétique entre 50 % et 70 %, une première en France. « Elle reste encore expérimentale », précise Alban Boyé, directeur général du groupe Trécobat.

Dès le 1^{er} janvier 2017, une famille s'y installera pour deux ans. Des mesures de production et de consommation seront faites, et les habitudes et le ressenti des locataires seront suivis par des professionnels. Ils pourront, par la suite, acheter la maison pour 570 000 €. Tout en sachant que le coût énergétique mensuel de la villa ne devrait pas excéder 30 € par mois.

14 OCT. 2016

SAINT-JEAN

La Croix-Rouge au marché

Demain samedi 15 octobre, se tiendront place François-Mitterrand de 10 h 30 à 12 heures, lors du marché hebdomadaire de Saint-Jean, les Rencontres nationales de la sécurité intérieure. Les démonstrations et toutes informations seront assurées par les équipes de la Croix-Rouge.

Ce soir film et débat sur la gestion de l'eau potable

L'eau provient de la pluie, des nappes phréatiques, des cours d'eau ou de l'humidité du sol. Elle est essentielle à la vie et cruciale pour la bonne santé des écosystèmes. L'eau permet aussi la production agricole et industrielle. Ce vendredi soir, à 20 h 30, la ville de Saint-Jean propose une soirée autour du film documentaire « Water Makes Money » de Leslie Franke et Herdor Lorenz sur la gestion de l'eau potable.

L'enquête menée par les auteurs amène à comprendre les enjeux de la gestion de l'eau (entreprises multinationales et communes). Entre « partenariat public-privé » (proche de la privatisation) et ses dérives de corruption, et régie (service public), des collectivités résistent en se réappropriant ce bien commun (telle la mairie de Paris). Ce film s'inscrit dans la thématique municipale « Préservation des ressources naturelles », en lien avec l'exposition « Derrière mon robinet coule une rivière » (présentée en ce mois d'octobre dans le hall de l'Espace Palumbo). Cette soirée sera l'occasion d'une discussion avec le public permettant d'identifier les préoccupations concernant cette ressource vitale



Ce mois-ci une exposition « Derrière mon robinet coule une rivière » est visible dans la halle de Palumbo.

qu'est l'eau. Water makes money est un documentaire sur la privatisation croissante de l'eau, mais aussi sur les collectivités résistantes qui œuvrent pour se réapproprier ce bien commun.

Entrée libre et gratuite, infos : 05 61 37 63 28 ou palumbo.mairie-saintjean.fr

14 OCT. 2016

LÉGISLATIVES : LES PREMIERS CANDIDATS SOCIALISTES

Le dépôt des candidatures n'a lieu qu'entre le 14 et le 18 novembre prochains mais ils sont déjà nombreux au Parti socialiste à vouloir se présenter à l'investiture pour les élections législatives de 2017. Pour l'heure, seuls trois députés sortants n'auraient pas d'adversaire lors des élections internes au PS les 8 et 9 décembre : Catherine Lempton (1^{re} circonscription), Martine Martinet (4^{re} circonscription) et Kader Arif (10^{re} circonscription). En revanche, deux sortants seront mis en concurrence. Sur la 2^{re} circonscription, Gérard Bapt, dont tout

concourt aujourd'hui à ce qu'il soit de nouveau candidat malgré la désapprobation de la fédération PS, devra faire face aux candidatures de Didier Cujives, Étienne Morin, Bertrand Monthubert, Jean-Jacques Mirassou, Sabine Geil-Gomez et Jean-Paul Makengo. Puis dans la 9^{re}, Christophe Borgel pourrait affronter le maire de Portet, Thierry Suaud, et celui de Ramonville, Christophe Lubac. Dans la 5^{re} où

Seuls trois députés sortants n'auraient pas d'adversaire pour l'investiture du PS.

Françoise Imbert ne se représente pas, Véronique Volto, Sandrine Floureas, Ghislaine Cabessut et Marie-Claude Farcy sont dans les starting-blocks. Dans la 6^{re}, Monique Iborra se représente mais elle a été exclue du PS ; la conseillère départementale Camille Pouponneau devrait être investie. Dans la 7^{re}, le sortant Patrick Lemassle ne se représente pas : Sophie Touzet s'est portée candidate. À moins que

le premier secrétaire fédéral, Sébastien Vincréssé. Dans la 8^{re}, Joël Aviragnet, Paul-Marie Louis Ferré seront en compétition pour succéder à Delga. Enfin, Isabelle Hardy et Hélène Roi, présidente de la FCPE 31, seront en concurrence dans la 10^{re} circonscription. Les circonscriptions 1, 3, 4, 5 et 9 serviront à des candidatures féminines. Une commission nationale ratifiera les investitures le 17 décembre. Un accord avec les partenaires traditionnels du PS pourrait intervenir ultérieurement. Sébastien Vincréssé.

14 OCT. 2016

SAINT-JEAN

Conseil Municipal

Unanimité sur (presque) toute la ligne

Le conseil municipal du 10 octobre, programmé tout juste deux semaines après le conseil de rentrée, a été remarquable par la quasi unanimité qui a réuni les élus. Qu'il s'agisse de partager l'actif et le passif entre le SIVU de voirie de Toulouse et la commune de Saint-Jean suite à son entrée dans la Communauté Urbaine du Grand Toulouse, de renoncer à recouvrer un certain nombre de créances pour une valeur de 1 557 E, de fixer le montant de l'indemnité du comptable de la commune ou la participation des communes voisines qui scolarisent des enfants à Saint-Jean, ou encore de fixer la participation financière de la commune aux travaux d'« effacement » des réseaux basse tension, éclairage public et



La réunion va commencer

télécommunications prévus rue des Roses, ou de solliciter auprès du Conseil Régional une subvention pour un spectacle... les conseillers sont tombés d'accord sur la plupart des points. Seules n'ont pas été adoptées à

l'unanimité une modification du budget rendue nécessaire par de nouvelles opérations (abstention des 7 membres de l'opposition) ni l'installation d'un relais de téléphonie sur le stade Pujol (les 5 élus de Mieux Vivre à

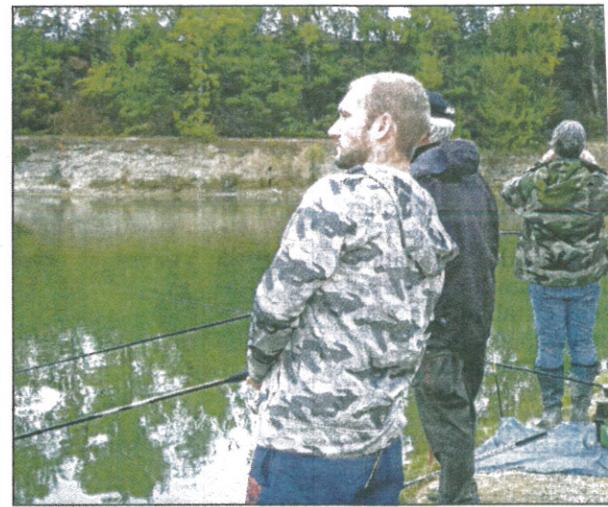
Saint-Jean se sont abstenu au motif qu'ils craignent les émissions nocives de ce type d'installation). **Le prochain conseil municipal se réunira le lundi 28 novembre.**

FG31

Et se montre en pleine forme !



Le président Claude Marrigues (au centre) et ses cuistots



Une bonne partie de pêche pour commencer la journée



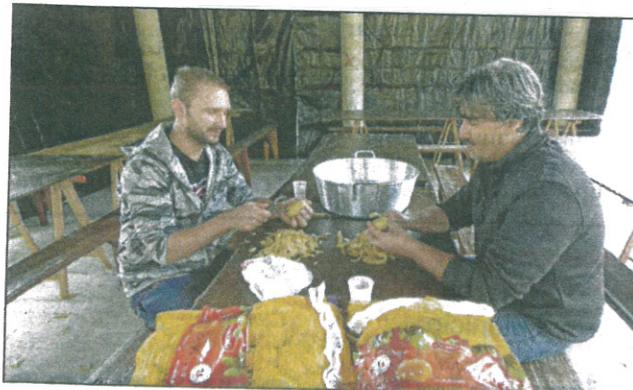
Le verre de l'amitié, avec Mme Vézian, maire, et M. Bapt, député

Samedi dernier, les pêcheurs et leurs amis ont fêté au lac de la Tuilerie les 25 ans de l'Association de Pêche de Saint-Jean. Après un copieux lâcher de 120 kg de truites la

veille, les pêcheurs s'en sont donné à cœur joie dès le lever du jour, tandis que les responsables de l'association s'activaient autour de la préparation du banquet d'anniversaire : un chevreuil farci.

Le président, Claude Marrigues, et les membres du bureau, Louis Averseng, Thierry et Yves Baco, Daniel Métais, Francis Zanone, les gardes-pêche Philippe Benza et Dominique Operti... n'étaient pas de trop pour aider le chef François Lay. A l'heure de l'apéritif, tout était prêt pour accueillir Mme Vézian, maire et M. Bapt, député, bientôt rejoints par M. Espic, adjoint au maire, et M. Cayrac, ancien élu, ainsi que par les

versaire : un chevreuil farci. Le président, Claude Marrigues, et les membres du bureau, Louis Averseng, Thierry et Yves Baco, Daniel Métais, Francis Zanone, les gardes-pêche Philippe Benza et Dominique Operti... n'étaient pas de trop pour aider le chef François Lay. A l'heure de l'apéritif, tout était prêt pour accueillir Mme Vézian, maire et M. Bapt, député, bientôt rejoints par M. Espic, adjoint au maire, et M. Cayrac, ancien élu, ainsi que par les



Christophe et Thierry, rois de la pluche

président et vice-président de l'association de pêche de l'Union. La fête s'est poursuivie jusque tard dans l'après-midi et on s'est déjà donné rendez-vous pour les 30 ans de l'association, en 2021 ! A

noter que d'ici là aura lieu, le vendredi 28 octobre à 18h, l'assemblée générale. Sans oublier de nombreux lâchers et concours de pêche qui vont se succéder au fil des mois...

SAINT-JEAN

Une sortie à la Maison du Bois et du Jouet

Samedi 22 octobre, le Centre Social organise une sortie pour tous à la **Maison du Bois et du Jouet de Mazamet**. Le départ est fixé à 9h30, le retour vers 18h. Le tarif est de 10 E par adulte, 5 E par enfant (12 et 6 E pour

les personnes extérieures à Saint-Jean). Pour tout renseignement et pour les inscriptions, appeler le Centre Social au 05 62 89 48 27 ou 05 34 33 29 12. Mail : centre.social@mairie-saintjean.fr

FG31

Ambroise Croizat, le bâtisseur de la Sécu

Rappel : lundi 17 octobre à 20h 30, à l'Espace Palumbo, la municipalité propose une soirée « Université Populaire ». Après la projection du film de Gilles Perret, « **Ambroise Croizat, le bâtisseur de la Sécu** » se déroulera un débat sur l'actualité de la Sécurité Sociale, animé par M. Gérard Bapt, député en charge

du projet de loi sur le financement de la Sécurité Sociale, et Mme Colette Bec, professeur de sociologie à l'Université Paris Descartes et spécialiste de la sociologie des systèmes de solidarité. La soirée se terminera autour d'un pot amical. Entrée libre et gratuite.

FG31

Braderie d'hiver du Secours Catholique

Dimanche 16 octobre, de 9h à 17h, le Secours Catholique organise sa braderie d'hiver : vêtements, chaussures, linge de maison, vais-

selle, livres, jouets, objets de décoration... seront proposés à tout petit prix. Rendez-vous à la salle des 4 Chemins, derrière l'église !

FG31

Sur les marchés de Saint-Jean et l'Union

Les huîtres sont de retour !



Sébastien Saint-Orens et son aide Maxime sur le marché de Saint-Jean

Avec les premières fraîcheurs d'automne, les huîtres font leur retour au marché ! On a donc retrouvé depuis samedi dernier le fidèle producteur Sébastien Saint-Orens qui vient de Gujan-Mestras vendre sa précieuse récolte. Petites, moyennes, grandes, ses huîtres sont toujours aussi fraîches et appétissantes, et les prix toujours raisonnables ! Dès samedi, les

amateurs se sont pressés devant son étal : impossible de le rater, il est le premier lorsqu'on arrive au marché ! Même scénario dimanche sur le marché de l'Union, et il en sera ainsi jusqu'à la fin de l'hiver. Pour ceux qui auraient l'âme voyageuse, ils peuvent toujours se rendre sur le port de la Barbotière à Gujan-Mestras, où Sébastien Saint-Orens travaille toute la semaine.

FG31

Contes pour toutes petites oreilles

Mardi 18 octobre, à 10h et 11h, la bibliothèque municipale invite les tout petits (dès 3 mois) à deux séances de « Contes pour toutes petites oreilles ». Il est demandé de

réserver en appelant le 05 61 37 63 07. Rappel : la bibliothèque est provisoirement hébergée au 16 chemin du Bois de Saget.

FG31

agriculture

14 OCT. 2016

Épandage réduit : la FDSEA en colère

TOULOUSE/Une délégation de représentants de la FDSEA 31, premier syndicat agricole, convoque une « commission culture exceptionnelle », ce matin, afin d'être reçue par la Direction départementale des territoires (DDT) à la cité administrative de Toulouse. La FDSEA parle d'une « catastrophe économique » pour la production céréalière de la Haute-Garonne qui exploite environ 550 000 ha (blé, tournesol, maïs). Christian Mazas, secrétaire général du syndicat, s'oppose au « projet d'arrêté [du ministère de l'Environnement] qui prévoit, dans un mois, de nous interdire de protéger nos cultures avec des produits phytopharmaceutiques à 20 mètres des routes, des fossés, des bois, des prés... »

« Ce qui veut dire, poursuit-il, que l'impact économique sera non négligeable pour la production agricole du département. Sur 550 000 ha, ça représente 25 à 30 % de surfaces perdues. Avec un rendement de 1 000 à 1 200 euros par ha, faites le calcul du manque à gagner ». La profession, explique la FDSEA, s'applique à limiter l'impact de



Les zones d'épandages de pesticides se réduisent./Photo DDM

la pulvérisation de ces produits toxiques lors de l'épandage. Reste que Ségolène Royal, la ministre de l'Environnement est formelle : « Les possibilités d'épandage des produits phytosanitaires étaient déjà très réglementées et très restrictives avec l'arrêté de 2006. Mais elles seront encore réduites avec une interdiction de traiter sur certaines zones cultivées, le long des fossés, des habitations, des forêts, bosquets, haies... »

Gérald Camier

le fait du jour

85 % des réserves en eau consommées

l'essentiel ▼

La sécheresse est préoccupante en Haute-Garonne. 85 % des volumes d'eau disponibles pour le soutien du niveau de la Garonne ont été épuisés. De nouvelles restrictions entrent en vigueur.

La situation de sécheresse que connaît la région Midi-Pyrénées, et la Haute-Garonne en particulier, n'est pas loin d'être préoccupante. Selon la préfecture de région, 85 % des volumes d'eau disponibles dans les barrages des Pyrénées ariégeoises ont déjà utilisés. C'est le 4e plus fort déstockage depuis la création du soutien d'étiage, il y a 23 ans. « Sur les 51 millions de mètres cubes mis à disposition par EDF (gestionnaire des barrages), 35 millions ont été utilisés entre début juillet et le 15 septembre. C'est la période où la demande est la plus forte, notamment pour l'agriculture », explique Olivier Louis, chef du pôle politique et police de l'eau à la Direction départementale des territoires (DDT). Aujourd'hui, sur ces 51 millions de mètres cubes, il ne reste que 6 millions de mètres cubes disponibles pour soutenir le niveau de la Garonne.

« Nous injectons 6 m3 par seconde, ce qui permet de maintenir le débit de la Garonne à un niveau limite de 45 m3 par seconde ». Le lac d'Oo, en Haute-Garonne, a déjà fourni ses 5 millions de mètres cubes. Il n'est déjà plus disponible pour soutenir l'étiage de la Garonne. Seuls les lacs ariégeois participent encore au soutien d'étiage. « Au rythme actuel, les réserves seront épuisées le 25 octobre », admet le responsable. Pour prendre le relais, la DDT et le Sméag, le syndicat mixte qui gère le débit de la Garonne comptent sur les pluies automnales. Sans quoi, il faudra procéder à des restrictions. « Le préfet de Haute-Garonne ne l'exclut pas, notamment pour la branche amont de la Garonne, entre l'Espagne et Toulouse ». Sur le front de la météo, la situation ne s'arrange pas vraiment. Après un petit passage pluvieux qui ne devrait donner que 10 à 20 mm d'eau en moyenne sur le département, entre hier et au-

jourd'hui, un temps sec va se réinstaller jusqu'en milieu de semaine prochaine. « Avec 20 à 30 mm d'eau, nous pouvons réguler le débit de la Garonne pendant une semaine. Des pluies de 5 à 10 mm n'ont quasiment aucun effet. » Sur la Garonne, justement, « la vigilance est nécessaire en amont de la commune de Valenton : à cet endroit, les débits sont très proches du débit d'alerte renforcée », précise la préfecture. De nouvelles mesures de restrictions des prélèvements sur les petits cours d'eau qui alimentent la

Garonne entrent en vigueur à partir du vendredi 14 octobre et jusqu'au 31 octobre, sauf si la situation ne s'améliore pas. Elles concernent les bassins-versants du Volp et du Ger, deux affluents de la Garonne qui viennent de franchir leur débit de crise. Seuls les prélèvements liés aux cultures de fruits et de légumes bénéficient d'une dérogation, à hauteur de 50 % des prélèvements.

*Cyril Doumergue
@cyrildoumergue*



La cascade d'Aigüalluts, source de la Garonne, avec au fond le pic d'Aneto, point culminant des Pyrénées. / Photo Creative commons, IMiguel.

COMMENT LES LACS DES PYRÉNÉES VIENNENT AU SECOURS DE LA PLaine

« En Garonne, l'étiage (période pendant laquelle les débits sont les plus faibles) est sous l'influence de la pluie, de nappes d'eau souterraines, des neiges et du glacier du pic d'Aneto en Espagne, explique Bernard Leroy, spécialiste au Sméag, le Syndicat mixte d'études et d'aménagement de la Garonne. Dans les Pyrénées et à Toulouse, les faibles débits se rencontrent en fin d'été et à l'automne, ainsi qu'en hiver quand les Pyrénées se couvrent de neige. » Face au risque naturel de sécheresse et des conséquences du changement climatique, la gestion d'étiage s'avère de plus en plus cruciale. C'est le Sméag qui anime et met en œuvre le « soutien d'étiage », des opérations de réalimentation en eau depuis des lacs pyrénéens depuis vingt ans. Pour la Garonne, les faibles débits constituent un facteur prépondérant pour la qualité des écosystèmes aquatiques, ainsi que pour l'activité et l'emploi de certains secteurs économiques. « Savoir gérer les épisodes de faibles débits relève d'un enjeu fort : éviter les conflits entre usages, tout en garantissant les conditions de bon fonctionnement des écosystèmes. »

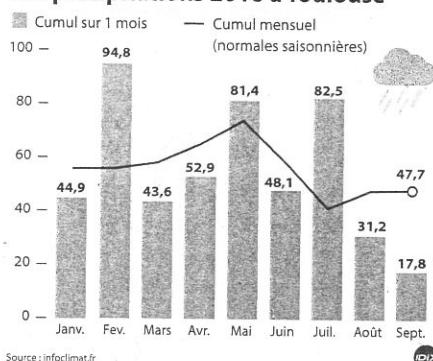
14 OCT. 2016

repères

6

MILLIONS DE MÈTRES CUBES
> c'est l'eau qui reste disponible dans les retenues ariégeoises. 51 millions de mètres cubes sont provisionnés chaque année pour le soutien du cours de la Garonne, en période estivale. Il ne reste que 6 millions de mètres cubes, qui seront épuisés au 25 octobre. Heureusement, des pluies sont attendues en fin de semaine prochaine.

Les précipitations 2016 à Toulouse



« Le préfet n'exclut pas de recourir à des restrictions d'usage de l'eau potable, si la situation devait perdurer ».

Olivier Louis, chef du pôle politique et police de l'eau à la Direction départementale des territoires (DDT). Le débit de la Garonne est tombé à moins de 45 m³ par seconde. Le soutien d'étiage des lacs ariégeois serait épuisé vers le 25 octobre.

EAU POTABLE : « PAS DE PÉNURIE »

La société Veolia fournit en eau potable la totalité des communes de Toulouse, Blagnac et Beauzelle, et partiellement plusieurs autres communes du département. « Pas d'inquiétude sur la fourniture d'eau ». C'est en substance ce qu'a répondu hier la société à « La Dépêche du Midi ». « Notre prélevement représente 3 % du débit actuel de la Garonne, explique Belen Rosado-Boulet, directrice des usines de Toulouse Métropole et Garonne Nord chez Veolia. Avec un débit d'environ 40 m³/s en ce début octobre, la Garonne couvre parfaitement les besoins en eau potable de Toulouse, qui sont de l'ordre de 100 000 à 120 000 m³ d'eau par jour ». La société Veolia rappelle qu'en matière de besoins en eau, c'est l'agriculture qui est la plus demandeuse (70 %), devant l'industrie (20 %) et la consommation d'eau potable (10 %). « Pour qu'il y ait de véritables problèmes d'approvisionnement en eau potable, il faudrait que la Garonne soit totalement à sec, et cela semble impossible ». Quant à la qualité de l'eau distribuée, Veolia assure que le bas niveau de la Garonne n'a pas d'impact. « Nous avons conçu un schéma de captage d'eau brute



Véolia, qui fournit l'eau potable de la ville de Toulouse, assure que la qualité de l'eau n'est pas affectée par le bas niveau de la Garonne./DDM

qui s'appuie sur plusieurs prises d'eau : deux situées sur la Garonne, au droit des

usines, et qui alimentent historiquement notre ville, et deux autres situées en amont de la confluence Ariège-Garonne, et qui constituent depuis leur installation en 2006 un dispositif de secours et de ressources alternatives ». Le pilotage de ces différentes prises d'eau est assuré par les équipes d'exploitation, grâce aux informations qui leur remontent des stations d'alerte positionnées en amont des points de pompage. « Ils gèrent ainsi volume et qualité de la ressource au plus près des besoins », précise Belen Rosado-Boulet.

Pour rappel, à la hauteur de Toulouse, la Garonne s'oriente vers le Nord-Ouest et, à la hauteur d'Empalot, se divise en deux bras qui enserrent plusieurs îles dont l'île du Rame. Le débit moyen est estimé à 190 m³ par seconde, mais il peut être beaucoup plus élevé à certaines périodes de l'année : fonte des neiges sur le massif pyrénéen, pluies abondantes sur l'ensemble du bassin-versant. À l'inverse, à l'étiage, en fin d'été, il peut descendre en dessous de 40 m³ par seconde. Ce qui est le cas actuellement.

C. Dm.

14 OCT. 2016

Développement durable

La Mairie de Toulouse remporte un CUBE d'argent

Le mardi 11 octobre, la Mairie de Toulouse a été récompensée du CUBE d'argent lors du concours national d'économies d'énergie CUBE 2020. L'Institut Français pour la performance du bâtiment (Ifpeb) récompense ainsi les efforts des utilisateurs de bâtiments tertiaires publics et privés en matière de dépenses énergétiques. La Mairie de Toulouse a décroché la 2e place dans la catégorie bâtiments d'enseignement grâce aux efforts de l'école Littré. Comme chaque can-

didat, elle a mesuré, pendant un an, ses économies d'énergie réalisées par rapport aux trois années précédentes. « Nous sommes très fiers de ce CUBE d'argent, qui récompense un gros effort humain et organisationnel. Pour la prochaine édition, nous candidatons au nom de Toulouse Métropole et nous proposons un bâtiment symbolique, celui de Marengo Boulevard, le siège social de notre belle Métropole » a déclaré Jean-Luc Moudenc, Maire de Toulouse, Président de Tou-

louse Métropole. « CUBE 2020 permettant de nouer des partenariats, nous avons choisi de mobiliser à l'échelle territoriale autour de la question des économies d'énergie. Notre équipe s'est réunie pour la première fois le mercredi 14 septembre dernier. Elle regroupe des entreprises et acteurs tertiaires tels qu'EDF, Dalkia, Poste Immo, Oppidea, Bureau Veritas, SCLESF, EGIS, et des mairies de notre métropole, notamment Blagnac et Cugnaux » a-t-il déclaré. « Dans le cadre du

Plan Climat Energie Territorial de Toulouse Métropole, la Mairie de Toulouse s'est donnée comme objectif fermement affiché de réduire les consommations énergétiques des bâtiments et équipements de son patrimoine. Participer au concours CUBE 2020 était le prolongement naturel de notre campagne de sensibilisation des occupants dans les bâtiments municipaux » a réagi Elisabeth Toutut-Picard, Adjointe au Maire en charge du Développement Durable, Présidente de la commission



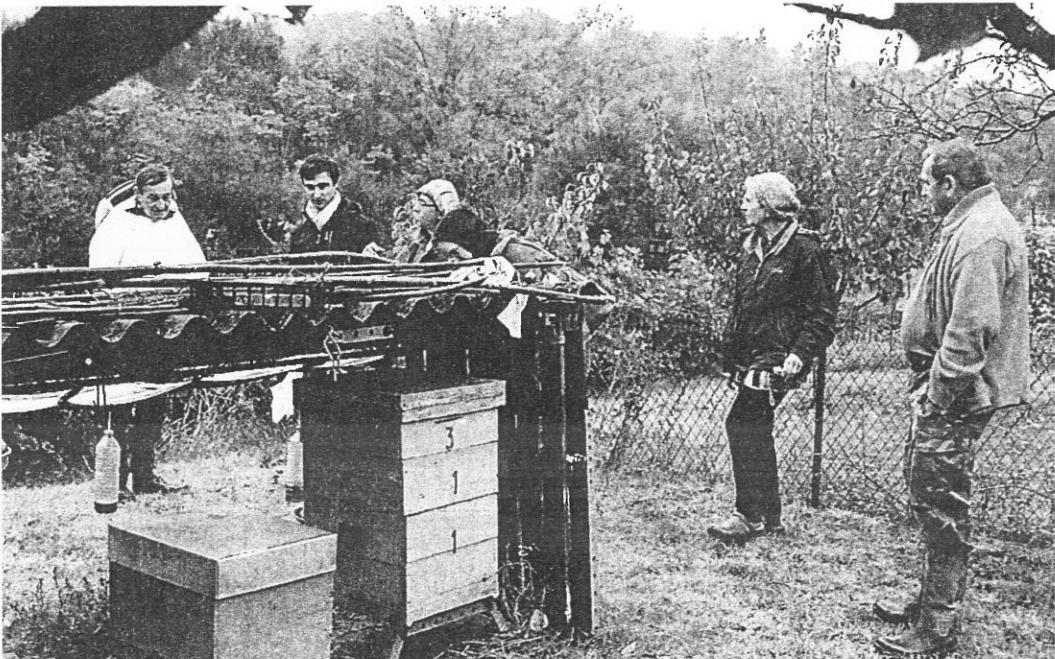
Elisabeth Toutut-Picard

métropolitaine Environnement, Développement Durable et Energies

SAINT-JEAN

15 OCT. 2016

Gérard Bapt installe sa ruche chez des citoyens



La ruche de Gérard Bapt, à gauche, a été installée à côté de celle de Jean et Eliane Nicouleau, dans leur jardin./Photo DDM.

Une nouvelle ruche vient d'être installée, hier matin, dans le jardin de M. et Mme Jean Nicouleau, à côté de celle que le couple possède déjà. Cette nouvelle venue porte une plaque où est inscrit : « Ruche offerte par le syndicat apiculteurs Midi-Pyrénées à Gérard Bapt, député de la Haute-Garonne, pour son engagement en faveur des abeilles ».

Une occasion pour son président Olivier Fernandez de rappeler que son association veut ainsi remercier l'un des trois députés qui avec Delphine Batho et Jean-Paul Chanteguet

ont porté une loi contre l'emploi des insecticides néonicotinoïdes 10 000 fois plus puissants que le DDT !

« Nous sommes très heureux que cette interdiction a pu être votée à l'Assemblée nationale. Elle est l'aboutissement d'une bataille pour la protection de notre santé et de celle des abeilles » a ajouté Olivier Fernandez.

Autour du rucher avait pris place Gérard Bapt, accompagné de son attaché parlementaire Jean-Luc Fontalirand, et de Jacques Débenest, responsable du Rucher Ecole qui forme plus de 200 personnes

par an. Celui-ci a ouvert la ruche pour libérer les abeilles. Elles se sont mises alors à effectuer des ronds de plus en plus distants de la ruche pour intégrer leur nouveau territoire.

Jean et Eliane Nicouleau, ancienne directrice de l'école Saint-Jean-Centre, se sont dits ravis de recevoir une nouvelle ruche. La leur produit entre 10 et 15 kg de miel par an. Le couple est aussi amoureux de la nature et cultive ses fruits et légumes. « Nous nous régalaons et en faisons aussi profiter les gens de notre entourage », confie Eliane Nicouleau.

LA DÉPÉCHE

DU MIDI

Nord-Est

SAINT-JEAN

17 OCT. 2016

Au fil de la cité

Une Sortie pour tous à la maison du bois et du jouet de Mazamet, est organisée samedi 22 octobre prochain. Départ de Saint-Jean à 9 h 30 et retour vers 18 heures. Renseignements et inscriptions au centre social au 05 62 89 48 27 ou 05 34 33 29 12 ou centre.social@mairie-saintjean.fr.

Tarifs pour les habitants de Saint-Jean 10 € adultes/5 € enfants. Tarifs extérieurs 12 € adultes/6 € enfants.

Conseil municipal.

Le prochain conseil municipal se réunira lundi 28 novembre prochain, à 18 heures, à l'Espace Palumbo.

Pourquoi l'indemnité pour aller au travail à vélo fait « flop »

5 OCT. 2016



Chaque entreprise peut proposer à ses salariés jusqu'à 200 € par an exonérés de taxes, s'il vient au travail à vélo. Mais la mesure est facultative./DDM Michel Viala, illustration

l'essentiel ▶

Moins d'une dizaine d'entreprises de l'agglomération proposent à leurs salariés une indemnité s'ils viennent au travail à vélo. Un dispositif entré en vigueur il y a 8 mois.

Huit mois après son entrée en vigueur, l'indemnité kilométrique vélo (IKV) peine à séduire, à Toulouse et en France. Chaque entreprise peut, depuis février 2016, verser 25 centimes d'euros par kilomètre à ses salariés qui effectuent le trajet domicile-travail à vélo. Le dispositif est totalement facultatif. L'indemnité est exonérée de taxes pour l'employeur et d'impôts sur le revenu pour le salarié, dans la limite de 200 € par an. Ce qui correspond par exemple à un trajet de 4 km aller-retour (soit

8 km), 100 jours par an.

À Toulouse, difficile de connaître le nombre exact d'entreprises qui ont effectivement mis en place l'indemnité. Ainsi, l'Observatoire du Club des Villes et Territoires cyclables en recense 30 au total en France sur son site internet, dont... 0 en Haute-Garonne.

Après enquête, nous avons tout de même déniché trois entreprises pionnières dans le département : Cirso, une entreprise informatique de Montaudran à Toulouse ; le bureau d'études Inddigo, et la société de prévisions maritimes Mercator Ocean, basée à Ramonville. Toutes des entreprises de moins de 150 salariés, et déjà engagées dans les dépla-

cements écologiques. Les gros groupes comme Airbus hésitent à mettre en place l'indemnité, pour des raisons logistiques notamment.

« Nous y réfléchissons, mais dans un grand groupe comme le nôtre, les contraintes administratives pèsent lourd. Et puis

comment contrôler que chaque employé effectue bien les trajets qu'il déclare », explique ainsi Sébastien Lhuillery, responsable du

Plan de déplacement d'entreprise de Thales Alenia Space (2 500 salariés dans le Sud toulousain).

Depuis le 1er septembre, le secteur public est aussi concerné par l'indemnité. Mais seulement en « test » pour deux ans, et uni-

Les grands groupes comme Airbus hésitent à mettre en place l'indemnité, pour des raisons logistiques notamment

Stéphane Lhuillery, responsable du Plan de déplacement d'entreprise chez Thales Alenia Space, 2 500 employés

quement pour les fonctionnaires qui dépendent du ministère de l'Environnement. À l'Agence de l'Eau à Toulouse par exemple, la mise en place devrait intervenir avant la fin de l'année, et sera rétroactive au 1er septembre. Mais l'effet reste assez limité.

« Dès son entrée en vigueur, l'indemnité kilométrique a été vidée de sa substance en étant rendue facultative. C'est bien dommage, car c'est une belle incitation pour venir au travail à vélo », estime Sébastien Bosvieux, de l'association de défense des cyclistes et piétons 2 Pieds 2 Roues.

Selon une étude danoise réalisée en 2007-2008, les salariés se rendant au travail à vélo ont, pour une forme équivalente, 15 % de jours d'absentéisme en moins.

repères

200

EUROS PAR AN > **domicile-travail.** L'indemnité kilométrique vélo est exonérée de cotisations sociales pour l'entreprise et d'impôt sur le revenu pour le salarié, dans la limite de 200 euros par an.

« Nous étudions sa mise en œuvre. Mais elle pose quelques difficultés et lourdeurs administratives. »

Sébastien Lhuillery, responsable du Plan de déplacement d'entreprise chez Thales Alenia Space, 2 500 employés

17 OCT. 2016

le fait du jour

Toulouse: quand le RER refait surface

repères

3,4
BILLIARDS > d'euros.

C'est le coût estimé de ce projet, comparable à celui, officiel, du plan de déplacements urbains arrêté par le SMTC (3,8 milliards) et comprenant la 3^e ligne de métro. Il serait fait appel à la Région (1/2 milliard).

24 heures

l'essentiel

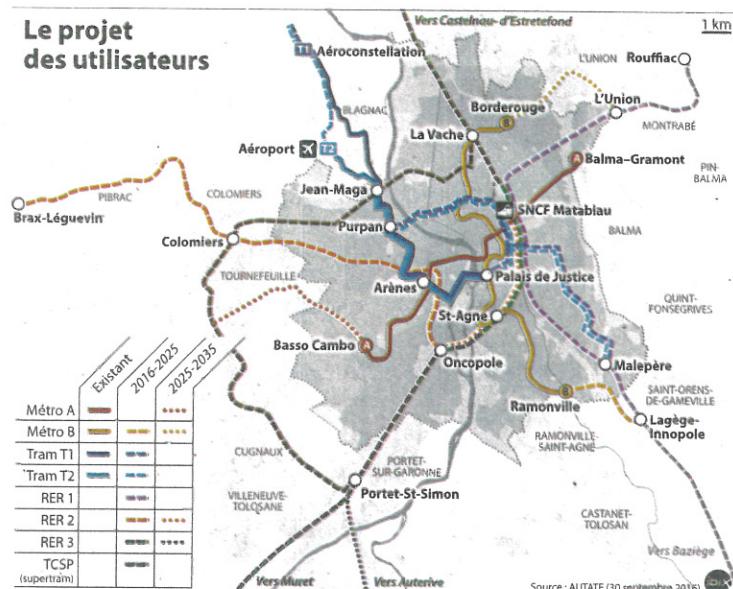
L'association d'usagers des transports Autate a déposé une contribution au débat sur le projet de 3^e ligne de métro, proposant la création d'un réseau de RER toulousain à la place de la 3^e ligne.

L'avantage avec le débat public sur le projet de troisième ligne, lancé en septembre par la Commission nationale du débat public (CNDP), c'est qu'il rebat les cartes des projets en la matière.

La commission locale présidée par Jacques Archimbaud a ouvert la boîte de Pandore des transports, divers spécialistes, associations ou mouvement expriment leurs positions et leurs propositions sur les projets pour l'agglomération.

Marc Péré, maire de l'Union et président du groupe d'élus métropolitains Métropole Citoyenne ou Maxime Lafage, chargé de projet transport en Ile-de-France (et l'un des initiateurs de l'idée d'une 3^e ligne) ont fait part de leurs questions et propositions (notre édition du 23 septembre). L'association d'usagers des transports Autate vient, elle, de déposer son alternative au projet de 3^e ligne de métro. L'association fait le constat suivant: « La part modale des

Le projet des utilisateurs



transports publics (dans notre agglo) est l'une des plus faibles de France (13 % en 2013), les déplacements hors du centre-ville sont très longs, compliqués et souvent polluants (et) la moitié des habitants de l'agglomération réside hors de Toulouse » pour proposer « des appuis sur les lignes de train et proposer une offre à fréquence élevée (15 minutes en heures de pointe) de

type RER. Nous demandons, à cet effet, la création d'un syndicat mixte métropolitain des transports intégrant le SMTC et la région Occitanie (à l'instar du SMTAML sur la métropole lyonnaise) ».

Pour les usagers de l'Autate, « les déplacements quotidiens domicile travail provoquent de nombreux embouteillages parce qu'ils ne peuvent s'effectuer en

transport en commun, de manière comparative (temps de parcours surtout) ».

« Pour un demandeur d'emploi habitant la banlieue, sans voiture, c'est impossible de trouver du boulot », commente Marie-Pierre Bes, présidente de l'Autate, « l'idée, c'est de proposer un réseau de RER basé sur les lignes SNCF existantes, avec des gares connectées au reste du ré-

« Faire que les principales communes de l'agglomération toulousaine soient reliées à une demi-heure de Toulouse et entre elles ».

Marie-Pierre Bes, présidente de l'Autate, association d'usagers des transports en commun.

seau structurant et accessibles facilement à pied ou à vélo ». Ce contre-projet écarte la 3^e ligne de métro, jugée trop coûteuse (plus de 2 milliards d') et insuffisante à résoudre les problèmes des banlieues toulousaines. Il reprend en revanche les autres projets inscrits au plan de déplacements urbains qui viennent d'être arrêté par le SMTC Tisséo, comme le doublement de la ligne A du métro ou le déploiement du réseau de bus prioritaires Linéo. En y ajoutant des prolongations du métro vers La Bèze en 2025 et Tournefeuille et l'Union en 2035. Une alternative qui mérite d'être étudiée.

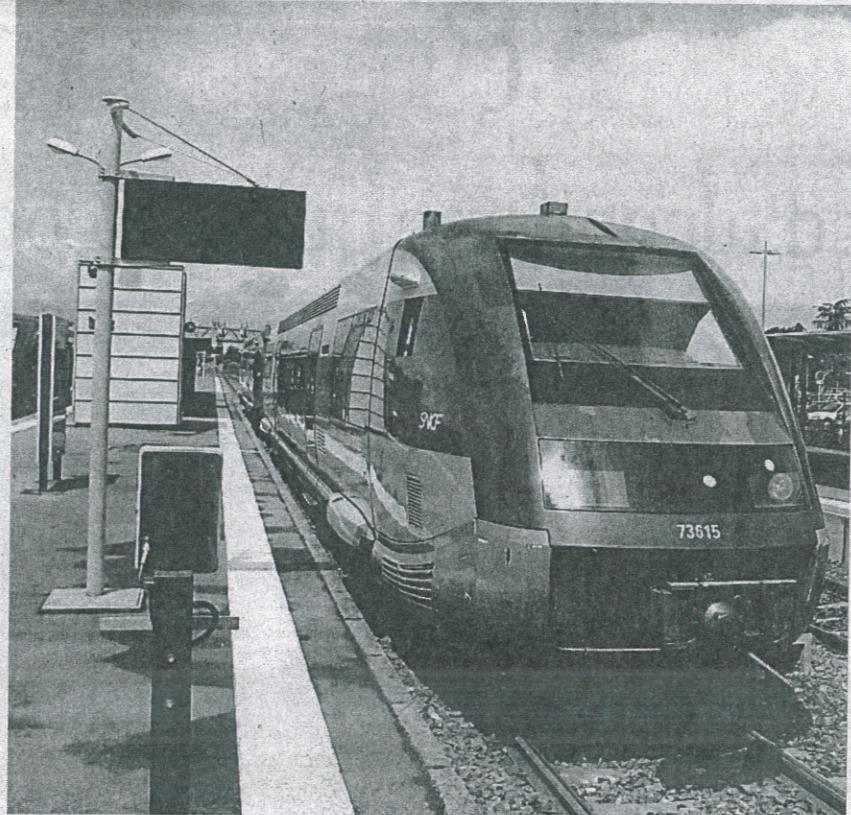
Philippe Emery

17 OCT. 2016

UN « PROJET DES UTILISATEURS »

L'Autate, association des usagers des transports de l'agglomération toulousaine et de ses environs, est née il y a un peu moins d'un an sur le constat d'« embouteillages imposants observés tous les jours sur nos rocades démontrant que l'offre de transports présente sur l'agglomération toulousaine n'est pas à la hauteur des besoins de déplacements ». Face à ce constat, l'Autate proposait de « rassembler les usagers et usagers de transports de la région toulousaine en faveur d'un développement ambitieux des transports urbains et ferroviaires d'agglomération ». L'association, qui revendique aujourd'hui une soixantaine d'adhérents particuliers et une dizaine d'associations, a envisagé, dès son lancement, de « donner la parole aux usagers pour débattre aussi bien les difficultés rencontrées chaque jour que pour faire des propositions aux institutions ». La présidente Marie-Pierre Bès précise : « En fait, nous serions plutôt une association de défense des non-usagers pour qu'ils deviennent des usagers des transports en commun. Notre objectif, avec ce « projet des utilisateurs » serait de relier toutes les communes de l'agglomération à une demi-heure de transport en commun ».

Courriel : autate@googlegroups.com



Un TER relie Colomiers à Toulouse-Arènes tous les quarts d'heure en heure de pointe depuis 2003./DDM-archives Xavier de Fenoyl.

TRAINS, TRAM, MÉTRO ET BUS RAPIDES

Le contre-projet de l'Autate (voir carte ci-dessus) comporte plusieurs volets : développement d'un réseau RER régional, utilisant les lignes SNCF au départ de Toulouse avec fréquence à 15 minutes en heure de pointe, création d'une circulaire en TCSP (transport en commun en site propre, l'association évoque un supertram), prolongation des lignes A et B du métro et des trams T1 et T2 et développement de bus à haute capacité. Le projet pourrait être réalisé par étapes en plusieurs phases, la première jusqu'à 2025 et ensuite pour 2035.

Trois lignes de RER toulousain

Le RER 1 relierait Baziège à Rouffiac par Toulouse-Marengo, desservant Montlaur, Escalquens, Labège, Toulouse-Amouroux, l'Union, Montrabé. Le RER 2 relierait Brax-Léguvin à Toulouse-On-

copole (et Marengo en 2035) par Pibrac, Colomiers, Toulouse-Arènes, utilisant le TER cadencé actuel Colomiers-Arènes. Le RER 3 profiterait notamment du doublement programmé des voies SNCF entre Toulouse et Saint-Jory pour relier Castelnau d'Estrétefonds à Muret, par Lespinasse, Fenouillet, Lacourtensourt, La Vache, Marengo, Saint-Agne, Oncopole, Portet-Saint-Simon, Roques-Villeneuve Tolosané.

Circulaire Ouest (supertram)

Ce TCSP relierait, plutôt en supertram, le nord de l'agglomération (station métro La Vache) au sud de l'agglomération (gare de Portet-Saint-Simon), par l'Ouest toulousain, desservant Sept-Deniers, Blagnac (station Jean-Maga), Airbus Saint-Martin, Colomiers gare, Tournefeuille, Plaisance-du-Touch et Cugnaux. Les collectivités

territoriales possèdent déjà une partie des emprises entre Portet-Saint-Simon et Colomiers, selon l'Autate.

Prolongation du métro

La prolongation de la ligne B vers Labège est envisagée pour 2025 tandis que les prolongations vers Tournefeuille, Cugnaux et l'Union (et Saint-Jean) vers 2035, sous condition d'une densification de l'habitat justifiant le coût d'un métro qui serait aérien pour l'essentiel.

Prolongation T1 et T2

Du T2 vers le terminus du T1-Aeroconstellation permettant la liaison aéroport-nord Blagnac et du T1/T2 vers Côte-Pavée et Malepère, et vers Matabiau, Purpan, Sept-Deniers.
<http://autate.fr/site/categories/contribution-au-debat-public-3eme-ligne/>

17 OCT. 2016

interview

« LE NOUVEL ENJEU, C'EST DE CONNECTER TER ET TISSÉO »

Peut-on parler d'un « RER toulousain » ? La Région a renforcé ces dernières années l'offre de TER, pour répondre aux besoins de nos citoyens, toujours plus nombreux



Carole Delga, présidente du conseil régional Occitanie/Pyrénées – Méditerranée.

à emprunter le train quotidiennement car notre région, contrairement à d'autres, connaît une augmentation du nombre de voyageurs. Si nous ne pouvons pas parler de « RER toulousain » au sens parisien du terme, qui impliquerait des infrastructures dédiées, l'offre proposée aux usagers s'est considérablement améliorée. La Région a ainsi créé un terminus technique à Colomiers et aux Arènes, avec un doublement partiel des voies. Cela permet de faire circuler 94 TER par jour entre Toulouse et Colomiers, dont 54 TER entre Arènes et Colomiers, et 40 TER entre Toulouse et L'Isle Jourdain, 18 trains continuant ensuite vers Auch. En heure de pointe, il y a un train toutes les 15 minutes entre Colomiers et Arènes et un train toutes les 30 minutes, vers l'Isle Jourdain et vers Matabiau. On compte sur cette ligne 8 000 voyages par jour, tout comme sur la ligne de Muret qui offre 43 TER chaque jour. **Quelles sont les perspectives de développement de l'offre, avec notamment le doublement des voies à Saint-Jory ?** Le passage prévu à 4 voies entre Toulouse et Saint-Jory, dans le cadre du programme GPSO, permettra de faire circuler 6 TER par heure en heure de pointe entre Toulouse et Castelnau d'Estrétefonds, puis 4 jusqu'à Montauban. Sur l'axe Nord Est, avec le doublement partiel des voies entre Toulouse et Saint-Sulpice, réalisé dans le cadre du Plan Rail, nous comptons aujourd'hui 67 TER par jour. Sur l'axe Sud Est, le nouvel enjeu est l'interconnexion avec le réseau Tisséo. C'est le travail que nous venons d'engager qui vise à mieux identifier la localisation précise des lieux de connexion des TER avec notamment métro et tramway, sur ce secteur mais aussi sur l'ensemble de l'agglomération. Cette question de l'interconnexion a d'ailleurs été au cœur des débats de nos Etats généraux du rail et de l'intermodalité, lancés au printemps dernier et dont les conclusions seront dévoilées dans quelques semaines. Je veux aussi une amélioration quantitative et qualitative du service de la SNCF concernant les trains du quotidien.

Êtes-vous favorable à ce que la Région intègre l'autorité organisatrice des transports de l'agglomération ? La Région est autorité organisatrice des transports régionaux. Elle gérera au 1^{er} janvier 2017, les transports interurbains par autocars (en dehors des agglomérations), et le transport scolaire, au 1^{er} septembre 2017. Elle n'a pas vocation à gérer, avec SMTCTisséo, le transport intra-muros, dans l'agglomération toulousaine.

MONTRABÉ

Remise des prix du concours des jardins de la biodiversité

17 OCT. 2016



Le long de la « coulée verte » on peut observer quelques espèces préservées par la biodiversité./Photo DDM.

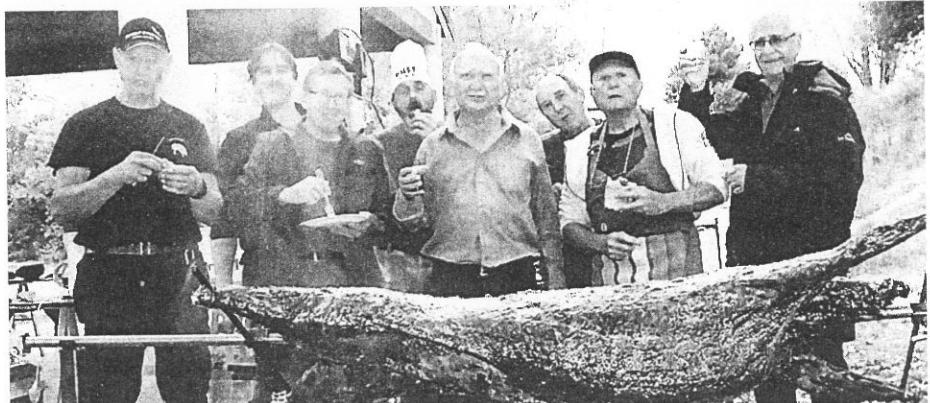
Le vendredi 19 octobre à 19 heures 30, en présence de Jacques Sebi, maire de Montrabé, la commission environnement remettra à la salle de l'accent (face à la poste) les prix pour le concours municipal des « jardins de la biodiversité ». Ce concours est inspiré des jardins de Noé, une association fondée par des anciens du WWF (www.noecconservation.org). Les prix sont décernés, après délibération, suite aux visites organisées chez les participants au cours du mois de juin, avec un élu de la mairie, un membre des services techniques et un naturaliste de l'association Nature Midi-Pyrénées. Le principe de la biodiversité : laisser faire la nature...

18 OCT. 2016

SAINT-JEAN

L'association de pêche a fêté ses 25 ans

Un quart de siècle que les pêcheurs taquinent le poisson du lac de La Tuilerie... Les 25 ans de l'association de pêche de Saint-Jean ont été fêtés avec brio autour du plan d'eau et autour d'un magnifique repas. Le point d'orgue de ce déjeuner festif était le chevreuil farci. Il a été préparé par le chef François Lay, rapidement rejoint par une cohorte d'aides bénévoles qui, par avance se pourléchaient du mets à venir. Ainsi se sont lancés dans les préparations le président Claude Marrigues, les membres du bureau Thierry Baco, Yves Baco, Louis Averseng, les gardes-pêches Philippe Benza, Dominique Operti, les membres Daniel Metais et Francis Zanone. Avant de déguster le chevreuil qui achevait de cuire fut servi le verre de l'amitié. Étaient présents le maire et conseillère départementale Marie-Dominique Vézian, le député Gérard Bapt, l'adjoint Bruno Espic et l'ancien ad-



Le chevreuil termine sa cuisson avant de régaler les palais.

joint Gérard Cayrac. Étaient également présents Jean-Pierre Etchemendigaray et Daniel Rodrigues, respectivement président et vice-président de l'association de pêche de L'Union, venus en voisins. « Cette journée festive laissera à chacun des par-

ticipants un agréable souvenir. Rendez-vous est pris en 2021 pour fêter les 30 ans » a souligné Claude Marrigues avant de préciser que l'assemblée générale de la Pêche aura lieu vendredi 28 octobre prochain, à 18 heures, à l'Espace Alex-Jany.

sports 31

18 OCT. 2016

Le point en DHR

L'ÉTAT DE GRÂCE SE POURSUIT POUR TOURNFEUILLE

Dans la poule A, Saint-Jean s'incline une nouvelle fois à domicile contre la réserve de Colomiers (0-1 ; Ouhafsa). Les Columérins empochent leur deuxième victoire de la saison et restent invaincus, ce qui leur permet de rester au contact du leader, Tournefeuille, qui enchaîne à la maison avec une quatrième victoire d'affilée contre la réserve d'Auch (2-1 ; Dramé, Jaubert). Toujours invaincus, les hommes de Mohamed Bouamama affichent de solides dispositions pour la suite de la saison. La réserve de Blagnac s'incline lourdement sur ses terres contre le relégué Lourdes (1-6). Après deux victoires en ouverture et un seul but encaissé, les Blagnacais sont stoppés net par le réveil des Lourdais. Portet se rassure à domicile avec son premier succès face au promu haut-pyrénéen Orleix (3-1 ; Dehimi, Rodrigues, Migliore). Toulouse Mirail est défait à la maison par les Commingeois de Cazères qui restent invaincus et conservent leur place de dauphin (0-2 ; Binet, Benameur).

Dans la poule B, la réserve de Toulouse Métropole s'impose à la maison et signe sa première victoire face aux Tarnais de Marssac (2-1 ; Bassahia, M. Khalid).

Coup d'arrêt pour L'Union qui s'incline en déplacement dans le Tarn-et-Garonne contre Montauban (3-2 ; Robert, Adèle). Fonsorbes fait de même contre le promu tarnais, la réserve d'Albi (0-1). Pibrac et la Juventus de Papus se neutralisent dans l'Ouest toulousain (1-1 ; Charrié pour Pibrac ; Kaba pour Papus). Les Toulousains n'ont toujours pas remporté le moindre match et pointent à la dernière place du classement. Belle performance pour Aussonne qui ramène un match nul précieux de son excursion chez le leader gersois Fleurance (1-1 ; K. Da Silva).



Papus court toujours après le succès / Photo DDM, archives D. Pouydebat

Benjamin Boudreault

grand toulouse

18 OCT. 2016

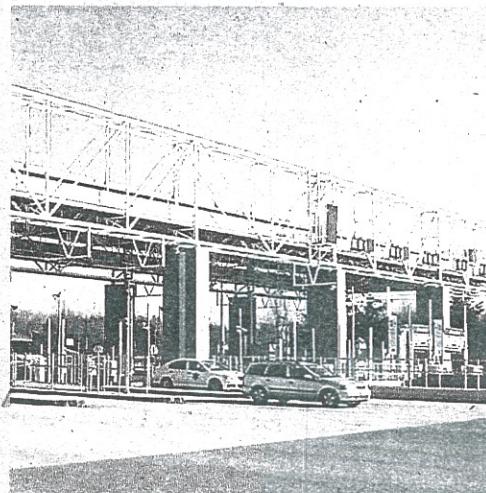
L'Union

Des maires du Nord-Est demain matin au péage

La date a été confirmée hier. C'est demain mercredi, vers huit heures, que dix maires du nord-est toulousain seront réunis au petit péage de L'Union pour réclamer sa suppression. On ignore par quels moyens ces élus ceints de leur écharpe tricolore feront entendre leur voix, mais selon nos sources, ce ne sera pas en regardant passer les voitures! Responsables, ces élus ne détérioreront sans doute pas de matériel, mais le choix d'une levée de barrière n'est pas exclu. A leur tête, Marc Pétré, maire de L'Union, sait faire. Il y a treize ans, élu de l'opposition et à la tête de l'association CAPA68, il avait déjà été à l'origine d'une telle manifestation qui lui avait surtout rapporté une amende après une plainte des Autoroutes du Sud de la France. Aujourd'hui plus «sage», il n'en reste pas moins déterminé. Mais il est surtout entouré d'autres maires bien décidés à faire bénéficier leurs administrés de la gratuité de ce péage qu'ils ne peuvent plus voir.

Dans le collimateur des élus

Parmi ces maires, on sait que seront présents celui de Balma, de Montrabé, de Saint-Jean, de Mondouzil, de Pin-Balma et de Beaupuy... Pour Marc Pétré, porte-parole de ce collectif, «l'opération menée aujourd'hui a plusieurs raisons d'être. Nous ne voulons plus de ce péage qui est un des plus chers de France avec 0.5cts



C'est en début de matinée que les élus sont attendus au petit péage de L'Union.

pour 1,2 km. Ensuite, nous n'avons toujours pas de réponse du cabinet du ministère que nous avons saisi. Ce péage est une réelle aberration. Il est l'un des seuls péages intra-urbains de notre pays. Il y a désormais

urgence...». Au nom des maires impliqués, il insiste: «la pression démographique dans le nord-est toulousain sature. La sortie 15, vers la zone Gramont/Montredon, est totalement bouchée, soir et matin, sur la rocade, avec une file de plusieurs kilomètres pour accéder à cette zone. Et c'est sans compter l'arrivée prochaine de Latécoère à Montredon, un événement qui doit absolument être déclencheur de la suppression de ce péage. Mais je rappelle que ce n'est pas là un combat idéologique. Il s'agit de développement économique et de possibilité réelle de désengorgement des accès au périphérique». L'élu propose à ce titre «la construction d'une bretelle pour accéder par l'autoroute à toute cette zone.» Vinci, la société exploitante du péage, que nous avions contactée sur la question pour obtenir quelques détails, avait renvoyé vers le ministère...

En quelques mois le péage de L'Union est réellement passé dans le collimateur d'élus locaux, toutes étiquettes confondues. Au conseil départemental, un vœu de suppression a été voté en janvier par le groupe socialiste-radical et progressiste. Une seule voie de l'opposition a suivi ce vote. En revanche, dans la foulée, c'est à l'unanimité que les élus de la Métropole ont exprimé le même souhait.

Emmanuel Haillot

18 OCT. 2016

Toulouse Saint-Michel

Une nouvelle commandante à la tête de 220 gendarmes

Arrivée en août dernier à la tête de la compagnie de Toulouse Saint-Michel (77 communes du Nord-Est toulousain pour 200 000 habitants), la chef d'escadron Magali Michel a pris officiellement le commandement de ses troupes, hier après-midi, à la caserne Courrège. Alors qu'elle fêtera ses 33 ans dans 15 jours, cette jeune mère de famille, issue d'une famille de gendarmes, a sous sa responsabilité plus de 220 militaires dans un secteur très étendu. « Le goût du service public et la volonté d'être au plus près des citoyens sont quelques-unes de mes priorités. L'important est de se sentir utile », dit-elle, humblement.

Répondre aux défis quotidiens de la sécurité dans la lutte contre toute sorte de délinquance, telle est la mission principale assignée à la nouvelle commandante. Une exigence de tous les jours qui impose deux qualités : « Être un chef opérationnel et un chef de service », assure le général Bernard Clouzot qui a dirigé la prise de commandement aux côtés du procureur Couilleau et du directeur de cabinet du préfet, Frédéric Rose. Une cérémonie à laquelle était également présent le député PS de la deuxième circonscription, Gérard Bapt.

Durant ces quatre dernières années, Magali Michel a travaillé au sein de la direction



Déjà en poste depuis le mois d'août, Magali Michel a pris officiellement son commandement hier./Photo DDM, Thierry Bordas.

de la coopération internationale à Nanterre. De 2009 à 2012, c'est sur le terrain qu'elle se fait remarquer en commandant le peloton d'intervention de l'escadron de gendarmerie mobile d'Orléans. Une carrière militaire déjà bien remplie et aussi brillante que son parcours professionnel : diplômée de Science-Po Strasbourg puis de la presti-

gieuse école spéciale militaire de Saint-Cyr, filière stratégie et relations internationales. Des galons acquis grâce à une forte détermination et une grande capacité de travail. C'est avec le même engagement qu'elle entend poursuivre ses nouvelles missions sur le terrain.

F. Ab.

urbanisme

18 OCT. 2016

Construire 7 000 logements par an en Métropole

► **l'essentiel**

C'est l'objectif de développement affiché par la Métropole, dont 3 250 à Toulouse, pour accueillir 4 000 habitants en plus par an à Toulouse et 9 000 en Métropole. Pour chaque logement neuf, il y aura une place de parking, à Toulouse.

Densité modérée. C'est le credo affiché par Jean-Luc Moudenc en matière d'urbanisme. Le candidat avait fait campagne sur l'engagement de maîtriser la construction dans les faubourgs toulousains, le maire de Toulouse a présenté hier les nouvelles règles d'urbanisme mises en place par la Ville de Toulouse, qui devraient être votées lors d'un prochain conseil municipal de la Ville rose.

Des règles qui préfigurent le futur PLUiH (plan local d'urbanisme intercommunal et pour l'habitat) qui régira l'urbanisme au niveau de la métropole, à partir de 2019. La « densité modérée » est en fait un slogan qui a du mal à arbitrer entre l'obligation de construire pour accueillir les quelque 4 000 Néotoulousains et 8 000 à 9 000 nouveaux Métropolitains arrivant chaque année et la volonté de préserver qualité de vie, environnement et mobilité dans l'agglomération toulousaine.

L'objectif affiché est donc de construire chaque année entre 6 500 et 7 500 logements par an en Métropole, dont 3 250 sur le territoire de Toulouse (soit peu ou prou la moitié). Mais l'aspect pavillonnaire de certains quartiers résidentiels serait préservé.

Les nouvelles règles du plan local d'urbanisme révisé (après en-



Construire entre 6 500 et 7 500 logements par an en Métropole./Photo DDM, archives Xavier de Fenoy

du commissaire-enquêteur (avec 2 réserves et 39 recommandations, dont 33 ont été suivies par la mairie) prévoient notamment une hausse du nombre de parkings à réaliser dans chaque construction neuve : ainsi, il faudra une place de parking par logement social alors qu'il fallait 0,5 place voire 0 place dans le PLU précédent. Pour le privé, il faudra 1,3 place par logement neuf contre 1 place avant (mais toujours 0 place dans l'hypercentre intra-boulevards afin d'éviter la concentration auto en centre-ville). « Les gens continuent d'avoir des voitures, une ou deux par foyer, et, faute de place en sous-sol, ils se garent dans les rues ou sur les trottoirs qui ne sont pas prévus pour ça », explique Jean-Luc

Moudenc.

Annette Laigneau, adjointe au maire de Toulouse et vice-présidente de la Métropole en charge de l'urbanisme, rappelle que la démarche de protection du patrimoine bâti et naturel se poursuit à Guilhemery, Lalande, Poumourville et Pont des Demoiselles, avec la création d'1 ha supplémentaire d'espaces boisés classés, l'identification de 126 nouveaux arbres remarquables et 3 ha d'espaces verts et 420 espaces bâties protégés en plus. 1 406 constructions sont désormais protégées comme élément bâti patrimonial.

Les nouvelles règles ont été établies avec 6 équipes d'urbanistes dédiées aux 6 secteurs de la Ville rose.

Philippe Emery

► **repères**

O

TAUX > du prêt accession toulousain. La Ville rose transforme son dispositif premier logement en prêt accession toulousain (PAT), complémentaire du PTZ (prêt à taux zéro) de l'Etat. 6 000 € seront prêtés sans intérêt aux primo-accédants (mêmes conditions de ressources que pour le PTZ), désirant acheter un logement ancien de plus de 5 ans (+14 ans auparavant) et 10 000 € pour du neuf en quartier prioritaire. 66

POLITIQUE Assemblée nationale: fin de cycle dans la lessiveuse parlementaire

Les députés de la majorité soupirent à chaque nouvelle péripétie de l'exécutif. Le blues n'est pas loin. Plus d'une cinquantaine d'entre eux ne brigueront pas nouveau mandat en juin prochain. Une peur de perdre, moquent certains. Le signe d'un malaise, croient d'autres. Mais les explications sont plus diverses et plus complexes.

Par [Matthieu Verrier](#) | Publié le 18/10/2016



PHOTO ARCHIVES PASCAL BONNIERE

Ils raccrocheront au printemps prochain. Avant même les élections, le groupe socialiste à l'Assemblée sait que nombre de députés ne seront plus sur ses bancs l'an prochain. Ceux-ci ont décidé de ne pas se représenter. Les raisons sont diverses. L'annonce de Laurent Grandguillaume, début septembre, a soulevé des questions. Pourquoi ce jeune (38 ans) et talentueux parlementaire de Côte-d'Or rend-il son écharpe après seulement un mandat ? Et ce n'est pas le seul. À 45 ans, Emeric Bréhier, élu en Seine-et-Marne, n'a plus envie de retourner au Palais Bourbon l'an prochain.

Est-ce le signe d'un malaise dans les rangs de la gauche ? « *C'est révélateur d'un quinquennat qui a réussi* », lâche dans une cruelle ironie le frondeur Mathieu Hanotin, trentenaire qui a bien l'intention de briguer un deuxième mandat en Seine-Saint-Denis. Il est vrai que **le quinquennat de François Hollande a bousculé les élus de gauche**, avec son pacte de responsabilité, sa réforme territoriale, sa loi travail et son débat sur la déchéance de nationalité. Sans compter **une communication baroque**, à l'image du dernier livre de confessions publié la semaine dernière. Lui président, il préfère voir des

journalistes ingrats que des élus de sa majorité. « *On ne voit pas de parlementaires suffisamment dérangés par ce mandat pour ne pas demander l'investiture du parti* », persifle-t-on au siège du PS.

Opposé au cumul des mandats dans le temps

Éreintés par ce quinquennat où la gauche s'est confrontée au réel ? Les jeunes députés concernés réfutent cette explication. Ils parlent de renouvellement et d'un engagement politique qui ne se limite pas au fait d'être élu. « *Ce que je fais paraît atypique, alors que dans tous les pays européens, cela paraîtrait tout à fait naturel* », sourit Laurent Grandguillaume, « *ce qui doit nous interroger sur comment fonctionne notre vie politique.* » Opposé au cumul des mandats, celui qui se définit comme « *un passant* », prône aussi **le non-cumul dans le temps**. Sa vie se partagera désormais entre sa formation en ressources humaines et son engagement associatif prolongeant sa loi sur l'expérimentation des zones zéro chômage de longue durée.

Phénomène générationnel

Cette envie de ne pas s'enraciner dans le marbre du Parlement peut relever du phénomène générationnel. Il correspond aussi à une idée de plus en plus prégnante. Les réflexions sur des réformes institutionnelles débouchent régulièrement sur le non-cumul des mandats dans le temps. François Hollande l'a évoqué lors de son discours de la salle Wagram, en septembre.

A Solferino, on donne une fourchette large à propos des sortants qui ne se représentent pas. « *Entre 50 et 75* », estime Christophe Borgel, chargé des élections au Parti socialiste, soit **un quart des 288 députés élus**. Trois facteurs sont avancés. D'abord, une quarantaine de députés du groupe auront franchi la barre des 70 ans. Certains aspirent à la retraite. **Gérard Bapt, élu en 1978 en Haute-Garonne, n'a pas jeté l'éponge.** Élu la même année, Henri Emmanuelli espère au contraire passer la main au secrétaire général adjoint de l'Élysée, Boris Vallaud. Ensuite, la loi demandera aux parlementaires de choisir un seul mandat. Carole Delga, nouvelle présidente d'Occitanie, quittera alors l'Assemblée. Enfin, d'autres n'entendent pas enchaîner plus de trois mandats consécutifs.

La question se pose dans une bien moindre mesure dans l'opposition. La droite se trouve surtout embarrassée par la loi contre le cumul des mandats que beaucoup aimeraient modifier. Elle regarde plus vers le nouveau cycle qu'elle espère ouvrir au printemps prochain.



Margot a perdu sa fille de 2 ans lors de l'attentat de Nice, on lui retire le RSA

Marie Laure Zonszain

Inadmissible, ignoble, choquant. Comment qualifier autrement ce qu'est en train d'endurer Margot, la jeune maman de Léana, deux ans et demi, décédée comme 85 autres personnes à Nice, sur la Promenade des Anglais le 14 juillet dernier ?

Dans un reportage sur France 3 côte d'Azur, la jeune femme raconte. « **Ma fille, c'est ce que j'avais de plus cher au monde. J'ai laissé ma vie sur la Prom'** ». Impossible de faire le deuil, ajoute la grand-mère, au bord des larmes, « je n'ai pas l'impression qu'elle est partie ». Depuis le drame, Margot, 22 ans, a déménagé, et s'est installée, avec ses parents, dans un autre quartier. « Dans ma tête, je me suis dit qu'ils (les services de secours) allaient la réanimer, comme dans les films », explique pudiquement le grand-père de Léana qui, le soir du drame, s'amusait avec son cousin en regardant le feu d'artifices. « **On s'en est rendu compte quand le médecin a regardé sa montre et tiré le drap** ». Margot, selon ses propres mots, ne vit plus mais survit. Elle raconte comment elle attend de se plonger dans ses rêves pour revoir sa fille. « Elle aurait dû rentrer en petite section de maternelle. Je n'ai jamais pu lui faire son bisou. Je ne l'emmènerai jamais à l'école ». Pour cette famille terrassée par la douleur, le seul bref moment de réconfort fut celui de leur rencontre avec le Pape François, au Vatican. Margot et ses parents ont assisté à l'hommage national, rendu à Nice, le 15 octobre.

Comment reprendre dès lors le cours de sa vie ? Surtout lorsque l'administration s'en mêle, de la manière la plus sordide. En effet, Margot a renoncé à son nouveau travail, assistante maternelle, lorsque l'attentat est survenu. Le RSA qu'elle percevait jusque là lui a été retiré car elle n'a plus d'enfant à charge... A l'incompréhension s'ajoute la colère. « Quand je vois qu'une personne fichée S, récemment sortie de prison, a pu bénéficier du RSA et qu'on me le retire au profit de ce genre de personnes... Aujourd'hui, je n'ai plus rien. ». **Un décalage obscène** qu'avait dénoncé le député Gérard Bapt. "Il va être humainement douloureux pour les familles des victimes des attentats d'apprendre qu'un assigné à résidence, dont le nom apparaît dans plusieurs enquêtes judiciaires liées au terrorisme, bénéficie des droits de notre protection sociale (ndlr : demande effectuée en juillet à sa sortie de prison) ", expliquait-il. « Il va être difficile aussi à comprendre cette situation par les familles modestes qui ont vu leur demande de RSA refusée ou suspendue". Le parlementaire a interpellé le Garde des Sceaux et le ministre de l'Intérieur à ce sujet.

Jean-Jacques Urvoas, interrogé sur cette affaire a reconnu que « le ministère de la Justice a fait une erreur ». Le ministre a affirmé avoir engagé une procédure pour « recouvrer les sommes qui lui ont été indûment versées », ajoutant que, dans tous les cas, – mis en prison ou expulsé – cette personne ne touchera plus le RSA. Et Margot ?

LA DÉPÈCHE

DU MIDI

Nord-Est

18 OCT. 2016

SAINT-JEAN

Jacques, Patricia, Patrick,
ses enfants, et leurs conjoints ;
ses petits-enfants,
parents et amis
ont la douleur de vous faire part
du décès de

Monsieur Yves MONCHO

Adjudant-chef
dans l'armée de l'air
Ancien Combattant

survenu à l'âge de 83 ans.
La cérémonie religieuse sera
célébrée le mercredi 19 octobre
2016, en l'église de Saint-Jean,
à 14 h 30.

Le présent avis tient lieu de
faire-part et de remerciements.

S'informer : PF Saint-Jeannaises
Saint-Jean/Balma, tél. 05.61.35.04.05

19 OCT. 2016

SAINT-JEAN

Le Syndicat des Apiculteurs offre une ruche au Député



Gérard Bapt a reçu une ruche pour s'être investi dans la défense des abeilles en déposant à l'Assemblée Nationale un amendement...

Page 11

SAINT-JEAN

Biodiversité

Le Syndicat des Apiculteurs offre une ruche au Député Gérard Bapt



La ruche arrive à destination



Son nouvel environnement devrait lui convenir



Notre député sait se faire melleux!

Ce vendredi 14 octobre, Gérard Bapt, Député de Haute-Garonne, attendait de pied ferme des invités pas comme les autres au 55 chemin Lapeyrière : le Syndicat des Apiculteurs de Midi-Pyrénées venait en effet lui livrer une ruche pour le remercier de s'être investi dans la défense des abeilles en déposant à l'Assemblée Nationale un amendement visant à interdire, à compter du 1er septembre 2018, les insecticides néonicotinoïdes, « tueurs d'abeilles ». A noter

que deux autres députés, Delphine Batho et Jean-Paul Chanteguet, qui ont eux aussi soutenu cet amendement, devaient recevoir la même récompense. Olivier Fernandez, le président du Syndicat des Apiculteurs de Midi-Pyrénées, s'est réjoui de cette avancée : « *Le pot de miel a gagné contre le pot de pesticides !* ».

Et le Petit Journal ne résiste pas au plaisir de communiquer l'adresse du syndicat : 23 rue du Bourdon à Toulouse !

SAINT-JEAN

19 OCT. 2016

Vers une meilleure reconnaissance de la vie associative

Lancement de la co-construction de la politique associative



M. Montagne, Mme Vézian et Mme Arrault

Mardi 11 octobre a été officiellement lancée par la municipalité « la co-construction de la politique associative ». Mme Vézian, maire, Mme Arrault, adjointe déléguée à la vie associative, les adjoints aux affaires sociales, à la culture, au sport, ainsi que M. Berlureau, Directeur Général des Services, et M. Michel Montagne, délégué régional du Mouvement Associatif de la région Occitanie, ont présenté les grandes lignes de ce projet qui vise à mieux organiser la vie associative et à intensifier la coopération entre les associations et les collectivités publiques, conformément aux préconisations gouvernementales. Devant une cinquantaine de représentants d'associations réunis salle Palumbo, Mme Arrault a rappelé que les saint-jeannais adhérents à des associations sont au nombre de 4083 pour 147 associations répertoriées. Tandis que M. Montagne soulignait que les 129 000 associations recensées en Occitanie emploient 164 755 salariés, soit deux fois plus que l'aéronautique. En bref, cette démarche doit permettre aux associations de se rapprocher entre elles, de mieux exprimer leurs besoins, d'être mieux entendues par la commune et plus visibles des citoyens, dans le souci de satisfaire l'intérêt général. Il s'agit d'une démarche volontaire, aussi chaque association intéressée est-elle appelée à s'ins-



La présentation du projet



Un auditoire attentif

crire et à désigner deux représentants, un titulaire et un suppléant.

Attention, la date limite d'inscription, au moyen d'une fiche à se procurer en mairie, est fixée au vendredi 4 novembre ! **Une première réunion de travail est pré-**

vue le jeudi 10 novembre. Une seconde réunion, mardi 15 novembre, réunira tous les délégués associatifs. Tous les documents concernant le sujet se trouvent sur le site www.mairie-saintjean.fr, rubrique « associations ».

FG31

SAINT-JEAN

Grande collecte de produits pour animaux organisée par Génération+

19 OCT. 2016

Des gamelles de générosité pour nos amis les animaux !



Belle récolte pour Esméralda, Christine, Valérie et Frédérique

Samedi dernier, l'association Génération+ était au magasin Super U de Montrabé pour une collecte au profit des animaux. Christine, Esméralda, Frédérique, déléguée à la protection animale, Valérie et Daniel, se sont relayés durant toute la journée pendant que Marc commençait à répartir la nourriture et le matériel récoltés vers les destinataires de la collecte : les associations « Agir pour les animaux » de Castelginest, et « Le chat libre », qui ont du accueillir cet été des dizaines de chats abandonnés suite au démantèlement

du camp de Montaudran. Outre l'accueil chaleureux des responsables du supermarché, les organisateurs ont apprécié le soutien spontané de nombreux adhérents venus de communes voisines, dont Mireille, Monnelle, Frédéric, Mariola et Alex. Nourriture, gamelles, couvertures, paniers... ce sont des kilos de produits qui ont été offerts ! Faisant dire aux organisateurs : « Une journée exceptionnelle, intergénérationnelle, qui a renforcé les liens sociaux dans la convivialité ! Un grand merci aux généreux donateurs ! ».

FG31

19 OCT. 2016

SAINT-JEAN

Surréalisme à la galerie La Mosaïque

La galerie La Mosaïque accueille Olivier Lamboray et Nathalie Charrié. Olivier Lamboray est belge et vit à Bali : cela aide tout de suite à appréhender son œuvre. Il a été un grand voyageur, 28 pays sur 4 continents, et s'est posé à Bali depuis quelques années. Il dit avoir failli se perdre à force de voyages, presque désorienté, le voyage comme éloge de la fuite. Il a donc posé ses valises (présentes dans chaque tableau) et cherché, retrouvé ses racines. De belge, il y a donc ce goût pour le surréalisme et la représentation des monu-



Le président Picard avec les artistes et les élus le soir du vernissage.

ments, places, rues mouillées de son enfance. Des voyages, il garde le train, le tram, nos-

talgie poétique. De son île, il a pris les couleurs et l'amour qu'il y a trouvé. Unique.

Nathalie Charrié nous livre également une œuvre mystérieuse et poétique. Elle emprunte aussi à la mythologie, comme ces oiseaux, travail réalisé au musée Saint-Raymond sur les travaux d'Hercule « Faire fuir les oiseaux du lac de Styphale ». La sculpture montre l'impact de l'oiseau touché tombant dans le lac. Sa préférence pour les oiseaux n'empêche pas une créativité non dénuée d'humour par ailleurs.

*Exposition jusqu'au 2 novembre.
Tous renseignements sur
<http://apanet.fr>*

pétanque 31

19 OCT. 2016

SUR L'AGENDA.

DEMAIN

Saint-Gaudens: 3e tour trophée 55 ans et +; triplète ; poule

SAMEDI 22 OCTOBRE

Boussens: doublette ; poule + CG

Saint-Jean: doublette mixte; poule

AS Saint-Julien: doublette

Lévignac: doublette ; doublette féminine

Cambernard: doublette

Balma ; triplète ; poule

DIMANCHE 23 OCTOBRE

Lapujade: doublette féminine ; poule

Montrejeau: triplète ; poule + CG

Bessières: 1er tour Coupe de Noel ; doublette ; poule

Longages: doublette

Castanet: triplète

MARDI 25 OCTOBRE

Plaisance: doublette ; 4 parties ; 55 ans et +



19 OCT. 2016

SAINT-JEAN

Le Syndicat des Apiculteurs offre une ruche au Député



Gérard Bapt a reçu une ruche pour s'être investi dans la défense des abeilles en déposant à l'Assemblée Nationale un amendement...

Page 11

SAINT-JEAN

Biodiversité

Le Syndicat des Apiculteurs offre une ruche au Député Gérard Bapt



La ruche arrive à destination



Son nouvel environnement devrait lui convenir



Notre député sait se faire melleux!

Ce vendredi 14 octobre, Gérard Bapt, Député de Haute-Garonne, attendait de pied ferme des invités pas comme les autres au 55 chemin Lapeyrière : le Syndicat des Apiculteurs de Midi-Pyrénées venait en effet lui livrer une ruche pour le remercier de s'être investi dans la défense des abeilles en déposant à l'Assemblée Nationale un amendement visant à interdire, à compter du 1er septembre 2018, les insecticides néonicotinoïdes, « tueurs d'abeilles ». A noter

que deux autres députés, Delphine Batho et Jean-Paul Chanteguet, qui ont eux aussi soutenu cet amendement, devaient recevoir la même récompense. Olivier Fernandez, le président du Syndicat des Apiculteurs de Midi-Pyrénées, s'est réjoui de cette avancée : « *Le pot de miel a gagné contre le pot de pesticides !* ».

Et le Petit Journal ne résiste pas au plaisir de communiquer l'adresse du syndicat : 23 rue du Bourdon à Toulouse !

SAINT-JEAN

19 OCT. 2016

Vers une meilleure reconnaissance de la vie associative

Lancement de la co-construction de la politique associative



M. Montagne, Mme Vézian et Mme Arrault

Mardi 11 octobre a été officiellement lancée par la municipalité « **la co-construction de la politique associative** ». Mme Vézian, maire, Mme Arrault, adjointe déléguée à la vie associative, les adjoints aux affaires sociales, à la culture, au sport, ainsi que M. Berlureau, Directeur Général des Services, et M. Michel Montagne, délégué régional du Mouvement Associatif de la région Occitanie, ont présenté les grandes lignes de ce projet qui vise à mieux organiser la vie associative et à intensifier la coopération entre les associations et les collectivités publiques, conformément aux préconisations gouvernementales. Devant une cinquantaine de représentants

d'associations réunis salle Palumbo, Mme Arrault a rappelé que les saint-jeannais adhérents à des associations sont au nombre de 4083 pour 147 associations répertoriées. Tandis que M. Montagne soulignait que les 129 000 associations recensées en Occitanie emploient 164 755 salariés, soit deux fois plus que l'aéronautique. En bref, cette démarche doit permettre aux associations de se rapprocher entre elles, de mieux exprimer leurs besoins, d'être mieux entendues par la commune et plus visibles des citoyens, dans le souci de satisfaire l'intérêt général. Il s'agit d'une démarche volontaire, aussi chaque association intéressée est-elle appelée à s'ins-



La présentation du projet



Un auditoire attentif

crire et à désigner deux représentants, un titulaire et un suppléant.

Attention, la date limite d'inscription, au moyen d'une fiche à se procurer en mairie, est fixée au vendredi 4 novembre ! **Une première réunion de travail est pré-**

vue le jeudi 10 novembre. Une seconde réunion, mardi 15 novembre, réunira tous les délégués associatifs. Tous les documents concernant le sujet se trouvent sur le site www.mairie-saintjean.fr, rubrique « associations ».

FG31

SAINT-JEAN

Grande collecte de produits pour animaux organisée par Génération+

19 OCT. 2016

Des gamelles de générosité pour nos amis les animaux !



Belle récolte pour Esméralda, Christine, Valérie et Frédérique

Samedi dernier, l'association Génération+ était au magasin Super U de Montrabé pour une collecte au profit des animaux. Christine, Esméralda, Frédérique, déléguée à la protection animale, Valérie et Daniel, se sont relayés durant toute la journée pendant que Marc commençait à répartir la nourriture et le matériel récoltés vers les destinataires de la collecte : les associations « Agir pour les animaux » de Castelginest, et « Le chat libre », qui ont du accueillir cet été des dizaines de chats abandonnés suite au démantèlement

du camp de Montaudran. Outre l'accueil chaleureux des responsables du supermarché, les organisateurs ont apprécié le soutien spontané de nombreux adhérents venus de communes voisines, dont Mireille, Monnelle, Frédéric, Mariola et Alex. Nourriture, gamelles, couvertures, paniers... ce sont des kilos de produits qui ont été offerts ! Faisant dire aux organisateurs : « Une journée exceptionnelle, inter-générationnelle, qui a renforcé les liens sociaux dans la convivialité ! Un grand merci aux généreux donateurs ! ».

FG31

19 OCT. 2016

SAINT-JEAN

Surréalisme à la galerie La Mosaïque

La galerie La Mosaïque accueille Olivier Lamboray et Nathalie Charrié. Olivier Lamboray est belge et vit à Bali : cela aide tout de suite à appréhender son œuvre. Il a été un grand voyageur, 28 pays sur 4 continents, et s'est posé à Bali depuis quelques années. Il dit avoir failli se perdre à force de voyages, presque désorienté, le voyage comme éloge de la fuite. Il a donc posé ses valises (présentes dans chaque tableau) et cherché, retrouvé ses racines. De belge, il y a donc ce goût pour le surréalisme et la représentation des monu-



Le président Picard avec les artistes et les élus le soir du vernissage.

ments, places, rues mouillées de son enfance. Des voyages, il garde le train, le tram, nos-

talgie poétique. De son île, il a pris les couleurs et l'amour qu'il y a trouvé. Unique.

Nathalie Charrié nous livre également une œuvre mystérieuse et poétique. Elle emprunte aussi à la mythologie, comme ces oiseaux, travail réalisé au musée Saint-Raymond sur les travaux d'Hercule « Faire fuir les oiseaux du lac de Styphale ». La sculpture montre l'impact de l'oiseau touché tombant dans le lac. Sa préférence pour les oiseaux n'empêche pas une créativité non dénuée d'humour par ailleurs.

*Exposition jusqu'au 2 novembre.
Tous renseignements sur
<http://apanet.fr>*

pétanque 31

19 OCT. 2016

SUR L'AGENDA.

DEMAIN

Saint-Gaudens: 3e tour trophée 55 ans et +; triplète ; poule

SAMEDI 22 OCTOBRE

Boussens: doublette ; poule + CG

Saint-Jean: doublette mixte; poule

AS Saint-Julien: doublette

Lévignac: doublette ; doublette féminine

Cambernard: doublette

Balma ; triplète ; poule

DIMANCHE 23 OCTOBRE

Lapujade: doublette féminine ; poule

Montrejeau: triplète ; poule + CG

Bessières: 1er tour Coupe de Noel ; doublette ; poule

Longages: doublette

Castanet: triplète

MARDI 25 OCTOBRE

Plaisance: doublette ; 4 parties ; 55 ans et +



20 OCT. 2016

GRAGNAGUE

« Nettoyons la nature » : 106 kg de déchets ramassés



Les classes de Marie-Françoise et Martial ont collecté 50 kg de déchets. / Photo DDM, Liliane Guillotreau

Pour sa 6^e édition à Gragnague, « Nettoyons la nature » a mobilisé les 163 enfants de l'école primaire accompagnés des enseignants et parents bénévoles. Sans oublier les agents techniques municipaux qui ont ramené les déchets les plus lourds sur leur camion. Cette matinée avait des airs de promenade, l'été jouait les prolongations. Pourtant l'objectif pédagogique était bien présent : faire la chasse aux déchets sauvages et apprendre à protéger la nature. Six classes se sont succédé au départ de

l'école, à chacune sa feuille de route. Munis de gants et chasubles de protection, les enfants ont parcouru 9 km au total et collecté 106 kg de déchets dont seuls 4 kg ont pu être recyclés. Les rues du village, la zone de loisirs et les chemins de campagne ont été passés au peigne fin et ont révélé leur lot de trouvailles : pneus, ferraille, plastiques, canettes, papiers et surtout beaucoup de mégots, autant de trophées pour les écoliers et une nature préservée jusqu'à l'année prochaine !



DÉCOUVRIR

ÉLECTRICITÉ VERTE : TOULOUSE, VILLE BRANCHÉE ?

WATT. Bientôt, cinq réacteurs nucléaires de plus seront arrêtés pour des raisons de sécurité. A l'heure où la production d'électricité en France repose à 75 % sur l'atome, et où les questions environnementales sont incontournables, développer les énergies alternatives devient de plus en plus urgent. Cette semaine, le JT remonte le fil de cette électricité dite "verte", celle qui puise sa force dans le souffle du vent d'Autan, dans la chaleur du soleil du Midi ou dans le cours de la Garonne.

VERS LE 100 % PUR JUS ?

« Nous sommes ici toutes et tous convaincus de la nécessité de bâtir un nouveau modèle énergétique français qui nous permette de développer des filières d'avenir, de créer des activités nouvelles et des emplois durables »

► Ségaïne Royal, ministre de l'Environnement, devant l'Assemblée nationale lors de la lecture du projet de loi sur la transition énergétique.

« L'objectif d'une habitation à énergie positive n'est pas l'autarcie, mais plutôt la production locale et la consommation issue de nos installations »

► Philippe Flament, propriétaire d'une maison bioclimatique.

« La production d'électricité est très centralisée et technocratique en France. En tant que citoyens, nous voulons montrer que nous sommes aussi capables d'investir »

► Benjamin Toullec, cofondateur du projet Cito'enR.



/// Par Marine Mugnier

Et si notre électricité ne venait plus du nucléaire ? Pour l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, utiliser en France une énergie 100% verte est envisageable pour 2050. Et déjà, entreprises, distributeurs et citoyens prennent le pas. Un Toulousain peut, par exemple, décider de s'abonner à une offre d'électricité renouvelable. Même si ce consommateur ne reçoit pas directement de l'énergie verte à son domicile, le fournisseur de

d'électricité renouvelable que ce qui est consommé. Ainsi, en 2015, la part de ces énergies dans la production totale s'élevait à 17,4 %. Mais pour que ces alternatives au nucléaire atteignent domiciles et lieux de travail, il faut aussi que les moyens de distribution s'adaptent. Aujourd'hui, le Réseau de transport d'électricité (RTE) doit relever un nouveau défi, le maillage actuel étant centralisé autour du nucléaire. Il faut qu'il soit capable d'absorber un grand nombre de nouveaux flux liés aux énergies renouvelables, dont certains sont intermittents. Pour cela, le déploiement de "smart grids" est privilégié plutôt que le remplacement ou le renforcement des

maillages existants. Ces réseaux de distribution d'électricité dits "intelligents" permettent d'affiner l'équilibre entre production et consommation à l'instant T. À Toulouse, Engie Ineo a conçu et installé un smart grid pour connecter, à l'échelle d'une Zone d'activité économique (ZAE), les installations qui consomment de l'énergie, celles qui en produisent et celles qui la stockent. Le projet toulousain Sogrid vient également de dresser son premier bilan. Mise en place en septembre 2015 et testée sur plus de 1 000 foyers de la ville, cette innovation menée par Enedis (ex-ERDF) et STMicroelectronics, est une première mondiale. Grâce, notamment à une série

de capteurs, Sogrid permet de piloter intégralement le réseau électrique en temps réel. Si cette innovation prend de l'ampleur, on peut donc espérer que, demain, recevoir des informations, par exemple d'un panneau solaire ou d'une éolienne, et ajuster leur distribution d'énergie sur le réseau électrique sera banal. Depuis cet été, s'ajoute à cet élan la publication d'une ordonnance permettant l'autoconsommation collective. Ce qui est produit localement peut donc dorénavant être consommé localement. Les initiatives pour avancer vers la transition énergétique se multiplient, le JT fait le tour de celles de la métropole.

@MarineMugnier

TÉMOIGNAGE



Benjamin Toullec (à gauche) fait partie de la dizaine de bénévoles de Citoy'enR

/// Par Delphine Tayac

Se regrouper pour produire de l'énergie made in Toulouse. Telle est l'idée actuellement développée par l'association Citoy'enR. Une dizaine de bénévoles travaillent depuis deux ans à la création d'une coopérative qui produira de l'énergie propre. Les Toulousains pourront investir leur épargne en y achetant des parts sociales. L'argent ainsi placé servira à financer l'achat et l'installation de panneaux photovoltaïques

sur les toits de la métropole. «Nous allons créer des parcs solaires de 60 à 70 m² qui pourront couvrir la consommation d'électricité de trois foyers pendant un an. A l'échelle individuelle, investir 50 euros permettrait de produire plus de 100 kWh par an pendant 20 ans, soit la consommation annuelle d'un ordinateur de bureau tous les ans sur la période», explique Benjamin Toullec, l'un des porteurs de cette initiative unique à Toulouse. L'énergie produite ne sera pas consommée directement mais réinjectée dans le réseau et rachetée par EDF à un tarif préférentiel. Les sommes générées serviront à financer des projets

pédagogiques et seront reversées aux membres de la coopérative : «Les taux de rémunérations seront équivalents aux livrets d'épargne classique, sauf que l'on sait à quoi sert notre argent», précise Benjamin Toullec.

financière en énergie électrique. Pour Benjamin Toullec, participer à Citoy'enR est un pas de plus dans son engagement dans l'écologie. Il est en effet déjà bénévole dans les mouvements Toulouse en transition et Alternatiba.

Leur investissement paie puisque plusieurs collectivités se disent prêtes à mettre à disposition leurs toits. Parmi elles, Toulouse, Saint-Orens, Tournefeuille et Aucamville. L'objectif est aussi de les convaincre d'investir, car l'épargne citoyenne seule ne suffira pas. «Nous sommes plutôt confiants car les communes sont de plus en plus tenues de produire de l'énergie renouvelable avec les plans Climat ou les Agenda 21. Or elles ont aussi de moins en moins de moyens financiers pour le faire.» En tout, une douzaine de sites publics ou privés sont déjà identifiés pour accueillir des panneaux solaires. Avec l'objectif d'installer les premiers au 2^e semestre 2017, et contribuer à la transition énergétique de la métropole. «En Allemagne, 50 % de l'énergie renouvelable est produite grâce à ce type d'initiatives citoyennes», se réjouit Benjamin Toullec.

@DelphineTayac

« Cela permet de savoir d'où vient l'énergie que l'on consomme »

Un système gagnant-gagnant qui, aux yeux du trentenaire, permet «de savoir d'où vient l'énergie que l'on consomme.» Pour donner à voir l'impact potentiel de ce projet, il s'est amusé à un rapide calcul. Sachant que l'épargne moyenne d'un Midi-Pyrénéen est de 21 000 euros, si l'ensemble des habitants de la région investissait 1/10^e dans ce type de projets, il estime que Toulouse pourrait être autosuf-

frante en énergie électrique. Grâce à ce nouveau projet, cet ingénieur en mécanique spatiale met à profit ses compétences. Car si les volontaires sont aidés dans leur démarche par l'incubateur Première brique et par la coopérative Enercoop qui leur fournit des conseils techniques, ils doivent aussi mettre les mains dans le cambouis. «Entre les aspects administratifs, économiques et juridiques, nous avons presque deux boulot», dit-il en souriant.

RELEVÉ DE COMPTEUR À TOULOUSE



PRIORITÉ À L'HYDROÉLECTRIQUE.

La municipalité a investi dans la production d'électricité renouvelable via ses deux centrales hydroélectriques. Celle du Ramier, et plus récemment, la Cavaletade (rue Hubert Curien). Elles génèrent respectivement 23 kWh et 4 kWh par an, soit une production totale de 23 à 27 kWh en fonction de la pluviométrie. Cette électricité, vendue à EDF, est ensuite distribuée sur le réseau et donc impossible à tracer. «Mais pour comparaison, elle couvre quasiment la consommation électrique de l'éclairage public qui était de 30 kWh fin 2015», explique Emilion Esnault, adjoint au maire en charge de la régie municipale d'électricité.

DÉVELOPPER LE PHOTOVOLTAÏQUE.

Toulouse ne dispose que d'un petit parc, posé sur les hauteurs de Pech David. «Sa production annuelle de 330 000 kWh reste dérisoire. Sa vocation est plutôt expérimentale», précise Emilion Esnault. Cette méthode de production d'électricité verte n'est donc quasiment pas exploitée dans la Ville rose, «toutefois la municipalité souhaite l'étendre.» Étant arrivée au maximum de l'exploitation hydraulique et ne disposant pas d'un milieu naturel propice à l'installation d'éoliennes, la Mairie a mis à l'étude la création d'une grande ferme photovoltaïque. Celle-ci devrait voir le jour à l'horizon 2020, et produire jusqu'à 80 kWh.

TRAQUER LES ÉCONOMIES.

L'éclairage public représentant 40% de la consommation électrique de la ville, la Municipalité travaille à la réduction de son empreinte environnementale. En deux ans, elle aurait déjà diminué de 12%. Dans cette optique, la technologie des ampoules LED est fortement développée et adaptée à l'éclairage dit "intelligent". Composés de LED classiques, les lampadaires sont programmés pour baisser leur intensité à 10% de leur capacité durant les heures creuses, où l'activité humaine est moindre. Pendant cette période, la lumière s'intensifie toutefois sur détection de mouvements. Cela permet une économie d'électricité de 64% par point lumineux.



REPORTAGE

C'est une maison verte

INDÉPENDANCE. Rares mais réelles, les maisons 100% énergie renouvelable existent. L'une d'entre elles se situe à Drémil-Lafage, à quelques kilomètres à l'Est de Toulouse. Son propriétaire explique comment il a notamment atteint son autonomie en électricité. Visite des lieux.

/// Par Séverine Sarrat

Pas de sonnette à l'entrée pour signaler sa présence, mais une cloche. Il ne s'agit pas là d'une coquetterie mais d'une volonté de Philippe Flament, le propriétaire et constructeur de cette maison autonome : «Tout simplement, pour consommer moins d'électricité»! Dans l'objectif d'économiser l'énergie et, plus encore, de la produire, ici, tout est minutieusement pensé. L'orientation des vitrages principaux de la maison permet de capter les rayons solaires pour garder la chaleur l'hiver, et l'avancée du toit et les panneaux solaires déplient une ombre portée sur les baies vitrées pour maintenir la fraîcheur des lieux l'été.

Depuis 20 ans maintenant, Philippe Flament apporte des améliorations constantes à son installation. Il est fier d'ouvrir sa maison aux curieux, de leur faire faire le tour du propriétaire et de dévoiler le dispositif qu'il a lui-même conçu. D'ailleurs, il aime à rappeler qu'il a tout fait seul. «Ce qui nécessite d'être un minimum ingénieur et surtout bricoleur», s'amuse-t-il. Tout en donnant des explications techniques, il se dirige vers le jardin. Au-dessus de la terrasse, sont fixés des panneaux photovoltaïques pour l'électricité et des capteurs solaires thermiques pour alimenter la maison en eau chaude (deux panneaux de 5 m² chauffent 300 litres d'eau) et en chauffage. Une cheminée trônant au milieu de la salle à manger assure l'appoint les jours de grand froid... «Avec du bois de récup' bien sûr», précise le propriétaire, écolo dans l'âme.

Et lorsque Philippe Flament pousse la porte de sa maison, les détails parlent d'eux-mêmes. «Un quart des cloisons sont faites de briques crues, elles n'ont donc pas nécessité d'énergie pour les cuire comme les briques traditionnelles», explique-t-il, effleurant

« Nous sommes totalement sevrés du pétrole »

le matériau des doigts. En levant la tête, le bois est omniprésent. «Du bois brut non traité au plafond et du pin des Landes sur les murs», poursuit-il, ouvrant une à une les portes des chambres de ses deux filles. Là, pas besoin d'appuyer sur l'interrupteur pour poursuivre la visite, des puits de

lumière se chargent de l'éclairage. Mais les enfants ne vivent plus dans la maison, ils occupent une dépendance adjacente que leur père a bâtie de ses mains : «Plus moderne, elle dispose d'un toit 100% photovoltaïque et d'une installation aérothermique pour le chauffage d'appoint. Elle est entièrement construite en écomatériaux : du bois massif recouvert d'un bardage pour les murs et isolation à la fibre de bois.» À l'intérieur des deux habitations, tout est électrique, «jusqu'à la tondeuse et nos véhicules. Nous sommes totalement sevrés du pétrole», se réjouit Philippe Flament. La famille parvient à produire assez d'énergie pour son autoconsommation et en revend même aux fourniseurs. «Annuellement, nous produisons 11 000 kWh. Nous en revendons 6 500 kWh et en consommons 3 000 kWh. Ainsi, nous réalisons 500 euros d'économie par an», s'exclame-t-il. Toutefois, car il faut bien aborder le côté budgétaire, l'investissement reste conséquent : «L'installation de tous les dispositifs a un surcoût de 5 à 10% de la valeur de la construction.» Mais peu importe, car il s'agit avant tout d'une volonté de marquer le moins possible la planète de son empreinte. Il appuie ses dires en désignant triomphalement ses deux stations de comptage, disposées sur un buffet, l'une affichant l'électricité produite (3,46 kWh), l'autre celle consommée (45W en temps réel). Mais si tout lui semble aujourd'hui évident, il se souvient que lorsqu'il a lancé son projet, il passait pour un précurseur. Lui estime plutôt que «ce sont les autres qui sont en retard».

@severine_sarrat

30 OCT. 2016

Nous avons pris la place des animaux

l'essentiel ▼

Selon le WWF, 58% des vertébrés ont été éliminés de la planète depuis les années 70, et ce sont les milieux d'eau douces qui ont été les plus touchés. La faute au braconnage, mais aussi à l'agriculture, la déforestation, la pollution..., qui réduisent l'habitat des animaux.

Une météorite dans le golfe du Mexique, un enfer sur Terre et dans les airs, qui signe la fin du règne des dinosaures. Tout le monde a entendu parler de la grande extinction qui a eu lieu il y 65 millions d'années. Il y en avait eu de bien pire auparavant, comme l'extinction du Permien, où 95 % des espèces ont été rayées de la surface du globe. Mais sommes-nous en train de vivre la sixième grande extinction de notre globe ? C'est fort possible, vu la vitesse avec laquelle le paysage du vivant est en train d'être bouleversé. Et là, on ne pourra accuser ni une grosse météorite, ni une glaciation, ni le déchaînement des volcans, mais bien l'activité humaine.

Le dernier rapport du WWF, publié jeudi, fait froid dans le dos. Depuis 1970, 58 % des vertébrés ont ainsi été éliminés sur la planète. Ce sont les espèces vivant en eau douce, comme certains dauphins d'Amazonie, ou bien encore des salamandres ou des crapauds qui ont subi un arrêt net.

L'effondrement est évalué à 81 % sur cette période de moins d'un demi-siècle ! Viennent ensuite les espèces terrestres (- 38 %) et enfin les espèces marines (-34 %).

En accusation, les chasseurs, et plus exactement des braconniers, qui continuent de détruire des espèces protégées. L'éléphant d'Afrique est impitoyablement abattu pour

toujours plus d'ivoire, comme son cousin le rhinocéros, dont la corne aurait des vertus aphrodisiaques. Dans les jungles asiatiques, le tigre, lui aussi fait les frais de ces légendes. En mer, les baleines sont toujours sur le fil du rasoir, et survivent de moratoire en moratoire...

Mais le constat est qu'au-delà de ces massacres organisés, l'activité humaine prend tout simplement trop de place !

C'est bien la déforestation des zones tropicales, en Amazonie, en Afrique ou en Indonésie, qui réduit à peau de chagrin l'habitat des dauphins, des gorilles ou des orangs-outans. La pression de la mécanisation agricole laisse de moins en moins de place aux zones sauvages. Il faut nourrir aujourd'hui 7 milliards d'êtres humains, demain encore davantage : la protection des salamandres ou des grands singes passera-t-elle après ?

Autre conséquence de la globalisation : les espèces adaptées à un biotope voyagent... et peuvent devenir invasives loin de chez elles, prenant la place des animaux du cru. Ainsi,

chez nous, les tortues de Floride, vedettes des jardineries dans les années 80, se retrouvent dans la nature et colonisent les mares et les ruisseaux de la cistude gasconne. Enfin, la pollution, l'urbanisation

et le réchauffement viennent ici ou là en rajouter une couche à la dure vie des bêtes.

Peut-on continuer ainsi indéfiniment ? Le 8 août dernier, nous avions déjà consommé tout ce que la planète peut produire en une année. Nous vivons donc sur les réserves du futur et elles sont loin d'être inépuisables...

Si rien n'est fait, alors en 2050, ce sont deux planètes qu'il nous faudra pour étancher nos besoins. Compliqué...

Dominique Delpiroux

Nous sommes probablement en train de vivre la sixième grande extinction

expert

30 OCT. 2016

« Nous devons apprendre à cohabiter »



Laurent Barthe, coordinateur du pôle biodiversité à Nature Midi-Pyrénées

Comme naturaliste, avez-vous remarqué la disparition de certaines espèces dans nos régions ?

En 15 ans, oui, j'ai vu des espèces menacées disparaître. Ce sont les amphibiens qui sont les plus touchés dans notre région. Mais je pense aussi à la cistude, cette tortue que j'étudie depuis longtemps, son habitat est de plus en plus réduit. C'est un animal qui vit dans les mares, et même si c'est interdit, on comble encore beaucoup de creux d'eau à la campagne. C'est en faisant disparaître ce réseau d'étangs et de cours d'eaux lentes que l'on fait aussi disparaître les cistudes, les amphibiens...

Que faut-il faire ?

Nous partageons le même habi-

tat ! Et il faut précisément apprendre à cohabiter. Or, dans notre façon d'aménager le territoire, on a trop souvent ignoré le biotope naturel et c'est au dernier moment qu'on réalise qu'on est en train de le détruire. Cela aboutit à des situations que l'on peut trouver caricaturales, du genre : « Le scarabée pique-prune bloque l'autoroute » ou « Le triton paralyse le chantier ». Ce qui se passe, c'est qu'on aurait dû réaliser un état des lieux bien avant, et prendre tranquillement les mesures qui s'imposaient. Aujourd'hui, l'important est d'abord de ne pas détruire. Le projet de Sivens était surdimensionné : ramené à sa juste proportion, il va permettre de préserver le biotope.

Y a-t-il donc une prise de conscience en France de cette préservation de l'environnement ?

Oui, puisque nous voyons des communes, des communautés de communes nous contacter, nous demander conseil pour préserver l'environnement.

Ainsi, dans les Pays de Save, il

existe un plan de « trame verte et bleue ». Il s'agit de préserver un maillage entre les haies et les cours d'eau, ce qui permet ainsi aux animaux de circuler. On voit aussi que chaque fois que l'on doit créer une route ou une voie d'importance, on se préoccupe de laisser un passage, par-dessus ou par-dessous aux animaux sauvages. L'essentiel est que, si l'on modifie l'environnement, on soit en mesure de mettre en œuvre des compensations.

Est-ce que des petites actions suffisent ?

Si un paysan replante 200 mètres de haie, c'est peu. Mais si tous les paysans du secteur font la même chose, alors ça change tout ! Nous encourageons les acteurs du milieu rural à préserver les vieux arbres, les mares, les haies, à recréer des refuges artificiels, comme des nichoirs à chauves-souris... Il faut comprendre que la biodiversité est au cœur de la vie, et surtout de la vie de l'être humain. Il faut savoir recréer ce lien qu'on a perdu avec la nature.

Recueilli par D. D.

LA DÉPÈCHE

DU MIDI

Nord-Est

BIODIVERSITÉ: 58% DES VERTÉBRÉS
ONT DISPARU EN 40 ANS

30 OCT. 2016

MAIS ON OBSERVE
L'APPARITION MASSIVE
DE DÉCÉRÉBRÉS



LA DÉPÈCHE

ANIMAUX MENACÉS DANS NOTRE RÉGION...



La cistude

C'est une tortue bien caractéristique de nos régions et facilement reconnaissable à ses taches jaunes sur le cou et la tête. On ne la trouve plus désormais que dans certains petits ruisseaux du Gers ou des Hautes-Pyrénées. La cistude est en voie de disparition à cause de l'invasion des tortues de Floride (avec des rayures rouges sur le cou) qui colonisent leur territoire habituel. Et également par le comblement des mares à la campagne. Un plan national de protection de cet animal tente de préserver son existence dans son biotope. (Photo Nature Midi-Pyrénées Laurent Barthe)



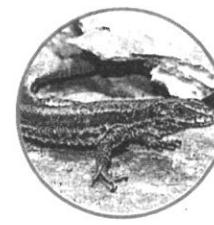
Le vautour percnoptère C'est une sorte d'éboueur naturel, un rapace qui se nourrit du cadavre des animaux. Son poids peut atteindre 2 kg pour une longueur adulte de l'ordre de 55 à 65 cm et une envergure de 1,50 à 1,80 m. Ce percnoptère d'Egypte existe dans les Pyrénées depuis toujours, mais il est désormais en grand danger, tout comme son cousin, le *gypaète barbu*, un vautour « casseur d'os ». (Photo Nature Midi-Pyrénées Thierry Vergely)



L'esturgeon On trouvait ce poisson autrefois dans la plupart des grands fleuves européens. Mais la surpêche surtout dans les estuaires pour son caviar a entraîné sa quasi-disparition. Il subsiste cependant une petite population d'esturgeons dans le bassin Gironde-Gascogne-Dordogne, pour cette espèce « protégée » depuis 1982. Depuis de nombreuses années, des plans de sauvegarde sont réalisés sur les fleuves avec des réintroductions massives de poissons et des élevages d'esturgeons. Mais la production de caviar « made in France » reste marginale.



L'anguille Quelle drôle de bête, qui naît et qui meurt dans la Mer des Sargasses au milieu de l'Atlantique et passe sa vie dans les estuaires de l'Adour, de la Gironde ou de la Charente. Mais ce poisson pour le moins curieux est en voie de disparition, sans que l'on sache très bien pourquoi, sans doute la pollution. Sa population a été divisée par 20 en 25 ans. Le hic, c'est que, contrairement à l'esturgeon, la reproduction en captivité n'est pas possible.



Le lézard des Pyrénées Le Lézard du Val d'Aran (*Iberolacerta aranica*), le Lézard d'Aurelio (*Iberolacerta aurelioi*) et le Lézard de Bonnal (*Iberolacerta bonnali*) vivent entre 2000 et 3000 mètres d'altitude dans les montagnes pyrénéennes. Les modifications climatiques de ces dernières années ont fragilisé leur biotope au point que ces trois espèces sont désormais inscrites sur la « liste rouge » de celles qui sont les plus menacées. Le problème, c'est que ces bêtes sont très discrètes, et qu'il est bien difficile de savoir comment les protéger !



La libellule

La libellule cordulie splendide Il existe près d'une centaine de libellules qui papillonnent en France et une dizaine est sérieusement menacée de disparition. En cause, les mares qui sont bouchées ou bien les berges des ruisseaux et rivières qui sont recalibrés, détruisant la végétation où naissent les belles. Parmi elles, la Cordulie splendide, une libellule de grande taille classée « vulnérable » et qui vit principalement dans notre sud ouest (notamment Ardèche, Gard, Hérault et Aveyron).

...DANS LE MONDE



Le rhinocéros

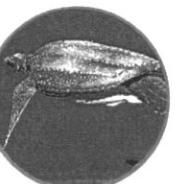
Du temps de nos ancêtres, Cro-Magnon ou Néandertaliens, les rhinocéros, de différentes espèces, peuplaient la plupart des continents. Aujourd'hui, sa corne, réputée posséder des vertus aphrodisiaques, est traquée par les braconniers. On estime que 1 000 rhinocéros blancs sont tués chaque année : l'espèce pourrait disparaître en moins de dix ans !



L'ours polaire On a tous en tête l'image de ce prodigieux animal réfugié sur un tout petit morceau de glace dérivant dans les eaux du pôle. La diminution de son territoire, la banquise, sous l'effet du réchauffement climatique, fait que le nombre de ces plantigrades est en chute libre. Il n'en reste plus qu'une vingtaine de milliers. Et ceux qui subsistent sont menacés par la pollution de l'océan.



Le gorille Parmi nos proches cousins dans la famille des primates, il est le plus puissant. Hélas pour lui, il est aussi celui qui court le plus grand péril. Le gorille des montagnes est lui aussi chassé et braconné. Pour sa viande, mais aussi pour son crâne oui pour ses mains censées porter chance. La déforestation, elle, lui vole son habitat.



La tortue Luth. C'est une bête majestueuse, la plus grosse des tortues marines, qui est aussi en grand danger. On en dénombre encore 100 000, mais elles attirent les braconniers pour leurs œufs qui sont considérés comme aphrodisiaques, et pour leur peau, que l'on transforme en bijoux pour les touristes. En plus, elles souffrent de la pollution marine, en s'étoffant en prenant les sacs plastiques pour des méduses, leur alimentation de base. Les vraies méduses, elles, prolifèrent dangereusement.



La baleine Le plus gros de tous les animaux ayant existé serait-il menacé d'extinction ? Les cétacés sont depuis des décennies en grand danger, et la mobilisation internationale ne fait pas les choses. Les baleines à bosse ne sont plus aujourd'hui sur la liste rouge de l'IUCN des espèces en danger d'extinction, mais c'est toujours le cas de la baleine bleue d'Atlantique. En revanche, le rorqual commun et le rorqual boréal, qui constituent encore une partie substantielle des animaux chassés dans le monde, sont toujours considérés en danger.



Les dauphins de rivière Le dernier rapport du WWF pointe que les animaux vivant dans les eaux douces sont particulièrement touchés, notamment les dauphins du Gange et leurs cousins de l'Indus, le Boto ou dauphin de l'Amazone, ainsi que les dauphins de la Plata. La plupart du temps, ils sont victime de la pression de la population humaine sur les berges des fleuves où ils vivent.



Shere Khan, l'ennemi de Mowgli dans le Livre de la Jungle, ne fait presque plus peur. Il ne restera que 3 200 de ces félins encore vivants en liberté dans le monde. Le tigre du Bengale rugit encore en Inde, au Bangladesh ou au Népal, le Tigre de l'Amour en Sibérie et il reste quelques individus en Indonésie ou en Chine. La médecine traditionnelle est son principal ennemi : les braconniers vendent sa peau, mais aussi sa queue et ses dents.



Le malheur de ce pachyderme, le plus puissant animal terrestre, c'est, paradoxalement, ses défenses, qui attirent les convoitises des braconniers pour son ivoire. La population d'éléphants a enregistré sa plus importante chute depuis ces 25 dernières années. Il ne reste plus que 420 000 éléphants en Afrique. Ils étaient plusieurs millions il y a 40 ans...



ALERTEZ LES ABEILLES!

Elles ne font pas partie des vertébrés, mais les abeilles sont en première ligne face à la pollution, et meurent de plus en plus nombreuses.

Et cette fragilité de ces hyménoptères qui a entraîné cette année la production de miel la plus faible de ces dernières décennies était au centre des discussions du congrès des apiculteurs de France, qui vient de se tenir à Clermont-Ferrand, en Auvergne. « Aujourd'hui, la profession va mal car « elle est confrontée à plusieurs défis extrêmement importants », expli-

« Les mortalités d'abeilles se sont largement aggravées depuis une vingtaine d'années. On est passé d'un taux de mortalité qui était de l'ordre de 5% par an à 30% en moyenne », se désole-t-il. « Aujourd'hui, sur un cheptel de 1,2 million de ruches, il y a 300 000 ruches que les apiculteurs sont obligés de reconstruire et de renouveler chaque année ». La faute aux pesticides, et à tous les produits chimiques déversés dans nos campagnes depuis des années ; on n'a pour preuve que paradoxalement, les abeilles sont moins

aussi à un deuxième fléau : le frelon asiatique, qui se nourrit des abeilles des ruches.

A ce propos, les préfectorés vont pouvoir ordonner la destruction des nids de frelons asiatiques, a annoncé vendredi à Clermont-Ferrand la ministre de l'Environnement Ségolène Royal lors de ce congrès. « Dans les années 2 000, on produisait jusqu'à 35 000 tonnes de miel en France, nous expliquait récemment Denis Sapène, membre du bureau de la fédération française d'apiculture, exploitant près de la forêt de Bouconne, en Haute-Garonne.

comme on n'en avait jamais vue. En 2015 ils ont repris espoir... »

Mais les espoirs ont fondu. Car 2 016 est une année encore plus inquiétante : on devrait pas dépasser les 8 000 tonnes de miel. Et cela dans un pays qui est très amateur du produit de la ruche, où on tartine 40 000 tonnes de miel par an. Les Français restent les plus gros consommateurs européens. Il y a quinze ans, nous étions que des auto-suffisants. Aujourd'hui, le miel a l'accent étranger. 88

environnement

30 OCT. 2016

Dépollution des ballastières: deux ans de silence de l'Etat



Le 14 octobre 2010, une visite des ballastières avait été organisée par la Direction générale de l'armement.

'essentiel

Une fois de plus, les élus toulousains, à l'unanimité, ont demandé au ministère de la Défense de se prononcer sur la dépollution des ballastières et des 5 000 tonnes de poudre.

2014, 2015, 2016... Le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, les élus du conseil municipal ou ceux de la Métropole ont de la suite dans les idées, comme c'était déjà le cas sous la précédente municipalité. Que ce soit par des courriers du premier magistrat ou par des voeux lors des assemblées des collectivités, ils attendent que le ministère de la Défense se prononce, enfin, sur la dépollution des quatre ballastières du site de Braqueville, près de l'Oncopole, quatre lacs artificiels qui contiennent 5 000

tonnes de poudre sous forme de nitrocellulose depuis la Première Guerre mondiale. Et ce leitmotiv, ils l'ont reformulé vendredi 21 octobre à l'occasion du dernier conseil municipal par la voix d'Élisabeth Toutut-Picard, adjointe chargée du développement durable, au nom de la majorité. Le voeu a été adopté par tous les groupes politiques. Obtendra-t-il plus de succès

que les précédents? Sur cette affaire, débutée dans les années 2000, le ministère de la Défense, propriétaire du site, avait promis en 2013 «une prise de décision début 2014» mais il reste muet depuis.

Issues de la production de la Poudrerie de Braqueville, les 5 000 tonnes de nitrocellu-

lose, selon une estimation de la Direction générale de l'armement, sont volontairement stockées sous l'eau. Mais cette substance chimique devient explosive à l'air libre. Le 1er juillet 2013, devant les membres du Secrétariat permanent pour la prévention des pollu-

tions industrielles (SPPPI), une instance d'information qui regroupe riverains, associations... deux cadres de la DGA font le dernier point en date. Comment dépolluer le site où, par ailleurs, la nature a repris ses droits? Sur place? Par transport? La méthode, le calendrier et le coût, que l'Etat a dit qu'il prendrait à sa charge: sur ces trois points, les élus toulousains rappellent à l'ordre le ministère. Et avec

d'autant plus d'insistance que depuis avril 2014, les premiers patients de l'Oncopole sont arrivés. Et que 3 000 salariés travaillent aujourd'hui sur ce site qui doit recevoir d'ici 2020 un téléphérique. «A ce jour, aucune réponse n'a été apportée à ces différentes correspondances», déplore le voeu.

Le rapport coût-risque est vraisemblablement au cœur de la réflexion du ministère que nous avons sollicité vendredi sans succès. Et à ce titre, la réunion du SPPPI avait reflété des positions diverses. Certains riverains insistant sur l'urgence, d'autres sur un danger jugé nul. Prudents, les deux représentants de la DGA avaient d'ailleurs avancé que «le maintien en l'état du site» pouvait faire partie du scénario... Le coût de la dépollution n'avait pas été évoqué en revanche.

Jean-Noël Gros

repères

3

VŒUX > Ballastières. Ce voeu est le deuxième du conseil municipal. Le 3e avec celui de la Métropole. En 2013, un voeu avait aussi été formulé.

NITROCELLULOSE: QU'EST-CE QUE C'EST ?

La nitrocellulose est une substance chimique explosive à l'air libre. Elle est stockée sous forme de bandelettes dans des caisses immergées dans quatre lacs artificiels, les ballastières. Elle est issue de l'ex-Poudrerie qui a fermé dans les années 70.

SAINT-JEAN

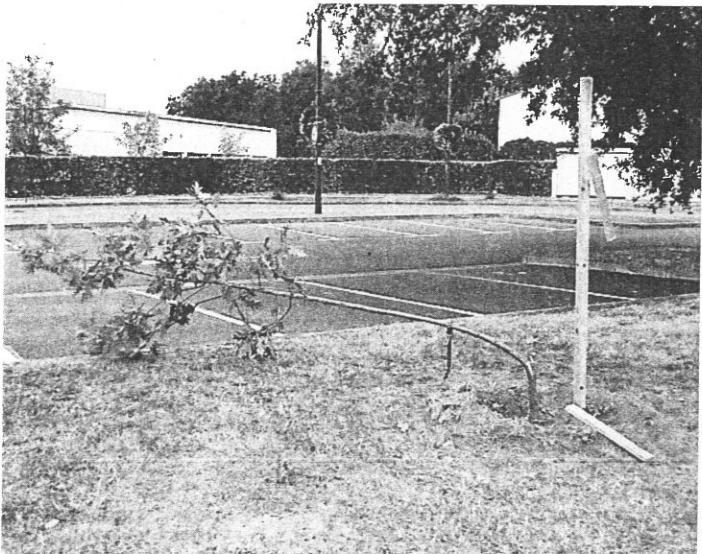
25 OCT. 2016

Trois chênes abattus de nuit ce week-end

Alors que la commune de Saing-Jean milite en faveur du développement durable et qu'elle inscrit l'ensemble de ses actions municipales dans la thématique de la préservation des ressources, il est quelques énergumènes qui s'en prennent à l'environnement.

La commune investit, cette année encore, dans la plantation de nombreux arbres afin de remplacer ceux qui doivent, malheureusement, être abattus car atteints par la maladie. Ainsi, les agents des services espaces verts plantent plus de 131 arbres et 645 arbustes d'ornement sur la commune, pour une valeur totale de 11 022 €.

Et dimanche matin, c'est la désolation devant le gymnase Alex-Jany. Trois chênes tout juste plantés ont été sauvagement abattus au cours de la nuit. Le maire Marie-Dominique Vé-



L'un des chênes abattus dans la nuit de samedi à dimanche devant le gymnase Alex-Jany.

zian exprime ainsi son incompréhension : « C'est tout le travail des agents municipaux qui, en une nuit, est détruit par des individus qui ne respectent rien et qui n'ont certainement que

faire de la valeur de ce patrimoine, tant financière que morale. Je suis consternée ». Il n'y a pas d'autres mots devant ce spectacle de désolation. La commune a porté plainte.

SAINT-JEAN

Trois chênes abattus en pleine nuit

• page 22

Gérard Bapt : « Être traité ainsi m'encourage plutôt à être de nouveau candidat... »

8

La grande interview

Gérard Bapt : “Être traité ainsi m'encourage plutôt à être de nouveau candidat...”

Mercredi 19 octobre 2016, Gérard Bapt nous a reçu au 101 rue de l'Université à Paris, juste en face de l'Assemblée Nationale. Le Député de la 2ème circonscription de Haute-Garonne est aussi le plus expérimenté de Haute-Garonne (réélu sans interruption depuis 1997). Il a répondu à nos questions, juste avant la sonnerie de 15h00, signal de reprise de la séance.

Le Petit Journal : Récemment, le site nosdeputes.fr montrait que vous ételez l'un des Députés les plus actifs du département. A quoi ressemble votre agenda cette semaine ?

Gérard Bapt : Je suis arrivé à Paris lundi en fin d'après-midi. Je rentre généralement le jeudi soir pour passer la fin de semaine sur le terrain mais là je reste vendredi pour le colloque sur la sécurité sociale. Lundi, j'ai un autre colloque sur l'islam puis j'enchaîne sur le PLFSS (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale). Je prépare aussi un voyage vers le Caire dans le cadre de l'association CHREDO (Coordination des Chrétiens d'Orient en Danger).

Le Petit Journal : Il y a quelques semaines, vous avez saisi le gouvernement sur le fait que l'islamiste radical Farouk Ben Abbes, fiché S et assigné à résidence, touche le RSA. Avez-vous eu des réponses ?

Gérard Bapt : Si j'ai réagi tout de suite, c'est pour couper l'herbe sous le pied d'autres réactions politiques possibles qui auraient été de l'exploitation. J'ai posé le problème : la réponse qui m'a été faite par le garde des sceaux est qu'une instruction judiciaire est en cours. Il sera soit condamné, soit expulsé. Il n'est pas emprisonné à l'heure actuelle mais je l'informe l'application des peines a jugé que

l'assignation à résidence avec un contrôle trois fois par jours et le fait qu'il a une femme et un bébé donnent peu de possibilités qu'il s'échappe. Cette situation sera bientôt réglée. On ne touche pas le RSA quand on est en prison ou quand on est expulsé, sauf qu'à ce moment-là se pose quand même la question de la famille, dont j'ignore l'origine civile. Farouk Ben Abbes est belgo-tunisien mais nous ne savons pas où il serait expulsé.

LPJ : Concernant l'enquête autour de l'essai clinique mortel de Biotrial, où en sommes-nous ?

GB : Je suis consterné... Depuis l'affaire Médiator on avait diagnostiqué les failles de fonctionnement au niveau de l'agence nationale de sécurité du médicament, mais aussi dans l'environnement du secteur du médicament avec notamment les liens d'intérêts. Seulement, il nous faut encore traiter d'un nouveau dysfonctionnement de sécurité sanitaire. J'avais bien noté qu'il y avait des retards à la réactivité de notre système de pharmaco-vigilance et de sécurité sanitaire

à propos des deux cas des pilules de troisième et quatrième génération d'une part et du drame sanitaire lié à la Dépakine d'autre part. Par contre, plus le temps passe et plus les révélations sont faites sur le manque de transparence. C'est comme s'il y avait un réflexe auto-défense, à la fois des entreprises françaises et de l'administration. Je vais faire des propositions à la ministre pour essayer de mettre les choses à plat.

LPJ : Outre les dossiers que vous suivez, votre actualité, plus locale et personnelle, vous emmène à vous positionner pour les prochaines élections légis-

latives de juin 2017...

GB : En raison de mon ancienneté, j'avais envisagé de ne pas me représenter et de mettre en place un successeur qui naturellement, devait être mon suppléant, Bertrand Monthubert. Mais il a de nombreux concurrents implantés. L'autre donnée est que j'ai beaucoup de sollicitations, notamment des Maires de ma circonscription, à l'exception d'un seul. Selon eux, si je me présente pas, après des élections présidentielles qui s'annoncent difficiles pour la gauche et avec une campagne législative très courte, la circonscription sera très difficile à garder. Dans ce contexte, soit on bénéficie d'un courant, celui du vainqueur de la présidentielle, soit on peut essayer de résister par son ancrage local et sa personnalité.

LPJ : Le mois dernier, le Conseil fédéral du Parti Socialiste de Haute-Garonne a voté une résolution interdisant aux parlementaires qui ont effectué trois mandats d'en briguer un quatrième... Cette mesure vous concerne, comment réagissez-vous ?

GB : Cette résolution est arrivée de manière inélégante et sans que j'en sois averti sous quelque forme que ce soit. Cela a été concocté par l'appareil fédéral qui se confond avec l'appareil politique du Conseil Départemental. Cela a la valeur d'un vœu. Comme m'a dit Jean-Christophe Cambadélis, le 1er secrétaire du PS, il ne faut pas confondre une élection au Conseil Départemental de Haute-Garonne et une élection législative nationale. Par ailleurs, des élus comme messieurs Ayrault, Bartolone, Cambadélis ou Le Guen dépassent ce nombre de mandat. En Haute-Garonne, ils ne pourraient pas se représenter ?



Gérard Bapt

LPJ : Serez-vous quand même candidat aux prochaines législatives ?

GB : C'est sûr qu'être traité ainsi m'encourage plutôt à être de nouveau candidat... Depuis 4 ans que je suis au Parti Socialiste, j'ai toujours payé ma cotisation, été discipliné et ouvert... Ceci dit, malgré un malaise politique évident, à gauche ou à droite, j'ai toujours la passion des dossiers que je suis et où ma voix porte : les problèmes de santé, de sécurité sanitaire et de santé environnementale, sujets sur lesquels j'ai obtenu des avancées notables (Bisphénol, Médiator, pesticides...) ou la façon dont je pense que l'Occident s'est trompé, après l'Irak, en Libye et en Syrie. Avec ces sujets qui me motivent et ma présence auprès de mes administrés, des dossiers locaux immédiats (Latécoère, serres de Bessières...) on peut comprendre que je ne sois pas lassé. Ce sont des défis quo-

tidiens ! Je suis dans l'écoute mais je prendrai ma décision d'ici 15 jours.

Le paradoxe aujourd'hui est qu'on désigne les candidats aux législatives avant de désigner ceux pour les présidentielles. C'est un peu curieux... Si on veut parler de rénovation et de démocratie, on aurait pu proposer là aussi des primaires citoyennes tout en réservant certaines circonscriptions aux femmes. On voit la difficulté des partis politiques à être représentatifs de la société. Par exemple dans l'Hérault, le mouvement d'Emmanuel Macron a déjà plus d'adhérents que le Parti Socialiste. Beaucoup de jeunes le suivent. Quoiqu'on pense de Macron, c'est un signe à considérer ! La crise vient du discrédit qui affecte l'ensemble des institutions politiques et les élus, à l'exception des maires, les plus proches des citoyens...

25 OCT. 2016

Plus de cent entreprises visitées, et des emplois à la clef

Mardi dernier avait lieu à la Maison Commune Emploi formation du Nord Est toulousain (MCEF du NET) la 10ème édition du Markethon. Une journée solidaire de recherche d'emploi consistant, par petits groupes de demandeurs d'emploi, à aller démarcher les entreprises afin de recueillir leurs intentions d'embauche. Au départ de Saint-Jean, ce sont 12 participants, soit 6 binômes, qui ont ratissé le territoire, depuis la zone d'activité du Triasis à Launaguet, jusqu'aux zones d'activité de Rouffiac-Tolosan, en passant par celles du Cassé à Saint-Jean, de la Violette à l'Union, ainsi que les environs de Truffaut à Balma. Au total : 118 entreprises visitées, 42

intentions d'embauche recueillies, et deux projets de stages, soit 20,38% de réponses positives. Trois jours après ce « marathon », les participants se sont retrouvés à la MCEF du NET pour tirer les conclusions de leur démarche, en compagnie de Mme Verbeke, du Service Emploi de la Communauté de Commune des Coteaux Bellevue, et de Mme Folini, de la Mission Locale Haute-Garonne. Première constatation, certains affirment s'être remis en cause, au point de retravailler leur CV ; d'autres se sont améliorés dans leur façon de se présenter, ils ont remédié à certaines maladresses et pu montrer leur volonté de se mettre en valeur ; enfin, ils ont déclenché



Vendredi, débriefing avec Mmes Verbeke et Folini

une prise de conscience chez les employeurs qui regardent différemment ces postulants actifs et déterminés. Conclusion de Mme Verbeke : il est important de poursuivre cette démarche qui dévoile un « marché caché », en de-

hors des traditionnelles annonces et sites internet. « *Il faut oser !* ». Et, poursuit sa collègue de la Mission Locale, « *on a beaucoup d'employeurs qui ne trouvent pas de candidats* ». Preuve qu'il faut aller vers eux. Au total, le



Les markethoniens avec Mme Mario, du centre de ressources de la MCEF du NET

Markethon aura permis aux participants d'échanger toutes sortes d'informations, d'explorer de nouvelles pistes, en un mot : de se relancer ! Pour toute information sur les actions de la

MCEF du NET, contacter Mme Françoise Mario, animatrice du Centre Ressources, 6 chemin du Bois de Saget à Saint-Jean. Tél : 05 34 25 02 29.

FG31

25 OCT. 2016

Lecture musicale

Histoires de lecteurs

Vendredi 4 novembre à 20h30, la bibliothèque municipale propose une lecture musicale. Ce spectacle, intitulé « *Comment la parole... (Histoires de lecteurs)* », a pris racine en mai dernier, lorsque la comédienne Sophie Robin est venue interviewer les usagers de la bibliothèque. Elle a collecté les mots, les paroles, les imaginaires et parfois les secrets et

les confidences des lecteurs... Elle a ensuite transmis ces témoignages à l'auteur Benoît Severac qui s'en est emparé pour écrire une histoire... C'est cette œuvre originale que Sophie Robin lira et interprétera le 4 novembre, accompagnée de Julie Laderach, violoncelliste. Ensemble, elles donneront vie aux mots de l'écrivain. Cette soirée sera aussi l'occa-

sion de découvrir les textes écrits par les participants à l'atelier d'écriture de Sylvette Labat, sur le thème de la lecture et des livres, présentés par un artiste calligraphe. Une soirée inédite et exceptionnelle qui se terminera par un temps convivial autour d'un verre. L'entrée est libre, mais **il est conseillé de réserver** en appelant la bibliothèque au 05 61 37 63 07.



Une soirée en paroles et en musique

Adresse : 16 chemin du Bois de Saget.

FG31

Marché de plein vent

A ne pas manquer le samedi matin



Une allée du marché

Tous les samedis matins, un rendez-vous hebdomadaire à ne pas manquer sur la



Chez Dédé

grand'place à Castelginest, où est installé le marché de plein vent.



Le poissonnier Munguia

Beaucoup de commerçants, très divers, on y trouve tout ce que l'on cherche, c'est-à-dire : vêtements, bijoux, des fruits des légumes, des pâtisseries, et du bon pain de campagne, des fleurs, et aussi exceptionnellement des cèpes. Les acheteurs et les fidèles viennent des communes voisines, ce marché est très réputé et depuis des années il s'agrandit de plus en plus, malheureusement il commence à manquer de place. Si vous avez l'occasion de passer par Castelginest, n'oubliez pas de vous arrêter au marché !

Les premiers cèpes

LA DÉPÈCHE DU MIDI

Nord-Est

L'UNION

L'Etat ne rachètera pas le péage

• page 19



Ce péage est un des plus chers de France. / DDM archives

PÉAGE DE L'UNION : L'ÉTAT NE RACHÈTERA PAS LA CONCESSION DE VINCI AUTOROUTES

Alain Vidalies, le secrétaire d'état en charge des Transports a adressé un courrier à Jean-Luc Moudenc en réponse au vœu du conseil de Toulouse Métropole du 18 février 2016 relatif au péage autoroutier de l'Union. Dans ce vœu, le conseil avait appelé l'Etat à renégocier sa concession avec Vinci Autoroutes afin que ce péage soit supprimé. La réponse est malheureusement négative. « Les liens contractuels entre l'Etat et ASF (le réseau autoroutier est la propriété de Vinci Autoroutes, N.D.L.R.) prévoient l'application d'un péage pour l'utilisation de ces trois kilomètres (...). La gratuité de ce tronçon ne pourrait donc être obtenue qu'en procédant au rachat des recettes de péage restant à percevoir par le concessionnaire pour l'ensemble des usagers payant actuellement pour emprunter ce tronçon, jusqu'à la fin de la concession fixée au 30 avril 2036. Les simulations effectuées par mes services aboutissent à un montant de rachat de 80 à plus de 100 millions d'euros sur la section concernée, selon les hypothèses prises en compte », détaille le secrétaire d'état en charge des Transports dans son courrier. « S'il n'est pas opposé à ce principe, l'Etat n'intervient pas dans ce type d'opération dont le coût serait intégralement à la charge des collectivités locales et des éventuels acteurs économiques intéressés », poursuit Alain Vidalies. Le 19 octobre dernier, environ soixante élus du Nord-Est toulousain se sont retrouvés au péage de L'Union et ont laissé passer des dizaines d'usagers gratuitement pendant une heure pour réclamer la suppression de ce péage : avec un coût de 0,5 centime pour 1,2 km parcouru, c'est l'un des plus chers de France.

Claire Raynaud

Gérard Bapt, démineur en chef du projet de budget de la Sécurité sociale

Le rapporteur du budget de la Sécurité sociale va devoir faire preuve de ses talents de diplomate pour calmer les ardeurs des députés qui pensent déjà aux législatives de 2017

Cet ancien cardiologue, rapporteur général du Budget de la sécurité sociale depuis 2012 entame cet après midi le dernier débat budgétaire du quinquennat. Dans le contexte général d'une majorité qui a sérieusement tendance à s'effilocher, il lui faudra un certain talent de persuasion pour rallier les députés derrière les compromis et éviter les amendements électoralistes.

En même temps, Gérard Bapt a une certaine habitude pour les sujets explosifs. Celui qui avait provoqué un bref scandale médiatique en participant en 2015 à un voyage en Syrie au cours duquel certains parlementaires avaient rencontré Bachar-el-Assad est coutumier des sujets compliqués : il est membre des groupes d'étude sur l'amiante, les médicaments, la lutte contre la toxicomanie, la pénibilité et les chrétiens d'Orient... Comme président du groupe d'amitié France-Syrie, Gérard Bapt perd d'ailleurs rarement une occasion de s'exprimer sur les conflits qui minent cette partie du monde.

Plus proche de sa formation initiale, Gérard Bapt porte une attention particulière aux questions pharmaceutiques ce qui l'a amené cet été à envisager le dépôt d'un amendement pour financer un fonds d'indemnisation **aux victimes de scandales sanitaires comme la Depakine**, un antiépileptique à l'origine de malformations congénitales chez les femmes enceintes. Le gouvernement pourrait finalement déposer lui-même un amendement pour indemniser ces victimes mais sans proposer une « flat tax » sur les ventes de médicaments comme le suggérait le rapporteur du PLFSS.

Voie médiane. Gérard Bapt a son fief en Haute-Garonne mais il est loin d'avoir le sang chaud et on a plutôt le sentiment en écoutant ses interventions qu'il cherche toujours un compromis. C'est dans ce sens qu'il a proposé une voie médiane concernant l'article 10, très contesté aussi bien par la droite que par les verts voire une partie des socialistes. Il vise à contraindre les utilisateurs de plateformes collaboratives à s'affilier au régime social des indépendants (RSI) à la triste réputation lorsque leurs activités dégagent des revenus de 3 860 euros ou plus (10 % du plafond annuel de la Sécurité sociale) pour la location de biens meubles, tels qu'une tondeuse, une voiture ou un bateau, ou des revenus d'au moins 23 000 euros pour la location de biens immobiliers. Le rapporteur pourrait ainsi soutenir le doublement du seuil d'affiliation pour les biens meubles et au contraire son abaissement pour celui des biens immobiliers.

Enfin s'il se dit « tout à fait favorable » à titre personnel à l'amendement de Valérie Rabault visant à exonérer **plusieurs centaines de milliers de retraités supplémentaires de la CSG**, c'est l'**option la moins coûteuse** qu'il a soutenu en commission et qu'il soutiendra en séance.